

Silence

N°328
Octobre
2005
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Téléphone portable

**Gadget
de destruction
massive**

Economie alternative

- **Perche Activités**
- **La Péniche**

**Décroissance,
social et emploi**



Dossier

Décroissance, social et emploi

Libérez la socialité

de Madeleine Nutchey

On n'a pas fini de rire !

de Michel Bernard

Vers une civilisation post-économique

de Pierre Lehmann

Quel lien entre croissance, décroissance et emploi ?

de Lucien Recrioso

Témoignage d'exclusion

de Gérald Almarcha

Décroissance et emploi, le couple infernal

de Patrick Urlacher

Economie alternative

21 Les robins des bois de l'industrie

d'Alban Labouret et Aymeric Mercier

Economie alternative

24 Le travail est un long fleuve tranquille

d'Alban Labouret et Aymeric Mercier

Rencontres

27 Les Ami(e)s de S!lence

de Bruno Guillemin

Nucléaire

30 Une fresque humaine pour sortir du nucléaire

de Paul Roullaud

Le téléphone portable (1)

35 Gadget de destruction massive

www.piecesetmaindoeuvre.com

Brèves

18 Politique

19 Alternatives

26 Femmes

28 Nucléaire

32 Energies

33 Environnement

34 Santé

38 Nord/Sud

39 Paix

40 Société

41 Courriers

43 Annonces

44 Livres

En chantier

Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *la désobéissance civique* (novembre), *faire un média alternatif* (décembre), *alternatives en sud-Midi-Pyrénées* (janvier) ...

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an. Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront dans les numéros intermédiaires.

Alternatives à Paris

Pour le numéro d'été 2006, nous devrions présenter les alternatives dans la capitale... et uniquement dans la capitale (pas l'Ile-de-France !). Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

Commission paritaire

Un décret a modifié l'attribution des numéros de commissions paritaires de presse. Ceux-ci permettent aux revues de disposer d'un taux préférentiel de TVA et d'avoir un tarif plus bas à la Poste. Avant, après une période de deux ans, ces numéros étaient accordés, de manière définitive, avec quelques contrôles épisodiques. Maintenant, il faut en refaire la demande tous les cinq ans. La Poste étant en voie de privatisation et étant déficitaire sur ces envois en nombre des revues, elle a profité de ce décret pour signaler à un grand nombre de revues qu'il fallait qu'elles refassent leurs demandes... et en attendant la réponse, la Poste refuse d'appliquer les anciens tarifs.

De très nombreuses revues militantes se sont ainsi retrouvées depuis ce printemps avec des frais d'expédition explosifs. Silence n'a pas échappé à cette chasse aux petites revues : cela nous coûte 1000 euros par mois depuis mai.

Les critères pour avoir un numéro de commission paritaire sont les suivants :

- ne pas avoir un abonnement lié à une adhésion
- vendre au moins la moitié du tirage (Silence est à 90 %)
- ne pas dépasser 70 % de publicité (nous sommes à 5 %).

Il n'y a donc rien qui s'oppose à ce que nous ayons ce numéro... si ce n'est la lourdeur administrative.

5000 abonnés

Le cap des 5000 abonnés a été passé fin juin. Il faut y ajouter plus d'un millier de numéros vendus en magasin et encore quelques centaines vendus par notre réseau de bénévoles sur les stands des différentes manifestations écolos. En ajoutant 300 exemplaires envoyés à nos collaborateurs et aux autres revues, ainsi qu'environ 800 numéros par mois qui nous sont demandés en numéro spécimen, nous arrivons à la diffusion actuelle qui est autour de 7500 ex.

Pour mémoire, la revue date de 1982.

Nous avons passé le cap des 1000 abonnés en janvier 1989, les 2000 en novembre 1990, les 3000 en janvier 1999, les 4000 en novembre 2003.

Appel à bénévoles

Nous cherchons des bénévoles, en octobre pour :

- la foire de **Montfroc** (Drôme) les 1^{er} et 2,
- Horizon vert à **Villeneuve-sur-Lot** les 1^{er} et 2,
- salon anarchiste à **Paris**, les 8 et 9,
- Ille et Bio à **Rennes** les 8 et 9,
- C'est tout vert à **La Tour-du-Pin** (Isère) le 9,
- Aquaviva à **Paray-le-Monial** (Saône et Loire) les 29, 30 et 31.

Contactez vite Dorothee au 04 78 39 55 33 le vendredi ou par courrier à la revue.

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions

du comité de lecture : clôture des articles et comité de lecture du n° 329 : samedi 24 septembre à 14 h, comité de lecture du n° 330 : samedi 22 octobre à 14h (dans les locaux de S!lence à Lyon).

N° 329 (novembre) : Clôture des brèves : mercredi 28 septembre à 12 h.

N° 330 (décembre) : Clôture des brèves : mercredi 26 octobre à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 31 août 2005.

Bulletin d'abonnement page 47



ROMANS, CÉPHÉES
DE LA CHAUSSURE



DOPAGE & LANCE ARMSTRONG
DÉBOUTE LA CHASSE AUX SORCIÈRES



ALERTE À LA GRIPPE ANAIRE



DE NOUVEAUX UNIFORMES
POUR LES POUSSIERS



SCISSON AUXES ?



Des chirurgiens pour l'économie

Chacun des articles consacrés à la décroissance nous a valu quelques ricanements. Avec les problèmes sociaux du moment, comment osions-nous avancer l'idée d'une décroissance de l'économie ?

Ces réactions se comprennent. Nous sommes tous marqués au fer rouge (la couleur, ici, n'est pas politique, du moins... pas seulement), marqués d'une certitude pour bagnards : la croissance, c'est le progrès et le progrès social irait avec. Difficile, dans ces conditions, de suggérer qu'on a peut-être tout faux.

Dans l'optique productiviste, on a exploité — pillé ! — la nature et les forces de travail. Mais les qualités humaines, dans notre civilisation, n'ont pas été utilisées, sinon brimées ou déviées à des fins mercantiles comme, par exemple, la créativité artistique. On peut donc supposer que, délivrées du conditionnement, ces qualités pourraient révéler des richesses insoupçonnées. Si l'on nous laissait devenir intelligents et créatifs après avoir extirpé cette fatale obligation de croissance marchande, nous pourrions sans doute concevoir une tout autre notion du progrès et alors, oui, d'un progrès social synonyme d'équité.

La croissance devenue l'ex-croissance, ça ne vous fait pas penser à l'ablation d'une mortelle tumeur ? Nous faut-il des chirurgiens de l'économie pour pouvoir vivre, enfin, pleinement, notre fonction d'êtres sociaux ?

Madeleine Nutchey ■

Décroissance

Libérez la socialité !

Depuis que, dans S!lence, l'on a agité cette idée de décroissance – et cela fait plusieurs années – il y a eu de nombreuses réactions, parfois explosives. La décroissance ? vous êtes fous ! Avec le chômage qu'on a déjà et les problèmes sociaux...

-Oui, la décroissance va supprimer des emplois mais c'est bien, il faut arrêter de travailler.

— Non, la décroissance ne va pas susciter davantage de chômage puisque les solutions écologiques sont créatrices d'emploi.

— Il ne faut créer aucun type d'emploi, le salaire incite à la consommation et la croissance va repartir !

— Et puis tout travail nécessite de l'énergie et des matières premières et nous n'en avons plus, etc.

Et tout le monde il a raison.

François Schneider a trouvé une très belle formule : "Le choix ce n'est pas décroissance ou croissance mais c'est décroissance ou récession".

Et il est peut-être possible d'aborder autrement le problème qu'en se lançant dans une querelle d'experts et des prévisions économiques chiffrées qui ont très peu de chances de s'avérer, étant donné qu'il est très difficile d'imaginer l'après-pétrole.

Conditionnements

Cependant, il n'est pas interdit de s'interroger sur le caractère social de la décroissance, sachant que la croissance, qui a été censée assurer des emplois, des bons salaires et des avantages sociaux, a fait tout le contraire de ces promesses. Cela ne veut pas dire pourtant que, a contrario, la décroissance va nous garantir tout ça. Mais, effectivement, on peut ne plus le souhaiter et rechercher un bien-être social qui ne soit pas bâti sur des prestations liées au salaire. On a fait croire à cette formule il n'y a même pas un siècle à de braves salariés rêvant de congés et de retraite après le dur labeur. On leur a vanté le "progrès social", mais il fallait entendre "progrès économique".

La Révolution de 1789 avait conçu la Déclaration des droits de l'homme, la révolution industrielle les a fait redescendre au niveau des droits du travail. Comme si le droit de vivre devait s'acheter — très cher et obligatoirement — par un emploi salarié durant une quarantaine d'années. Nous sommes condamnés à quarante ans de boulot, la sentence est lourde... Et nous sommes tellement

conditionnés par cette notion d'obligation (de fatalité ?) du travail que lorsqu'on a reculé l'âge de la retraite sous le fallacieux prétexte de l'allongement de la durée de vie, les salariés ont à peine protesté, deux ou trois manifs. D'ailleurs un certain Monsieur Raffarin, alors en poste, pas en retraite, a déclaré "Ce n'est pas la rue qui gouverne".

Oui Monsieur, mais c'est la rue qui écrit l'Histoire...

Un marché de dupes

En attendant, revenons au social. Je lui préfère le terme de socialité, conception plus large, plus naturelle, mieux apparentée à la convivialité.

Il serait temps de dissocier complètement cette notion de socialité, ou de bien-vivre social, de la notion de salariat.

Le social, enchaîné à l'emploi, dans les dernières années, est allé jusqu'à se muer en zacquissocios... Le plus bel exemple, c'est la sécu. Résumons les faits : résigné à accepter n'importe quel emploi salarié, vous avez dès lors le droit de vous épuiser à ce travail, de stresser, de respirer des rejets toxiques si l'emploi côtoie la chimie, ou de vous ruiner le moral si vous fabriquez de l'inutile ou du dangereux et... les lourds prélèvements sur votre salaire vous donnent droit non pas à retrouver votre santé, perdue en travaillant, mais à en réparer, un peu, certains dégâts, en prenant des médicaments allopathiques remboursés qui vont vous en faire d'autres, des dégâts. Si ce n'est pas le plus beau des marchés de dupes, comment faut-il l'appeler ?

Le plus horrible des cas a été celui des travailleurs de l'amiante, continuant leur labeur dans les entreprises à risques pendant des décennies sans être avertis du danger. Frappés d'asbestose, ils ont encore aujourd'hui toutes les difficultés possibles pour être "indemnisés", indemnisés au lieu de rester "indemnes" si on les avait prévenus à temps... Et ils se sont tués au travail pour que se répande partout un sale truc dont on ne sait comment

(1) *Le Monde* 08 juillet 2005.

(2) La RTT est remise en cause par l'actuel gouvernement.

(3) Voir articles d'Alain-Claude Galtié dans *S!lence*.

se défaire et qui met de nouveau en danger ceux qui s'y essaient !

Certes, à l'usine ou au bureau, on peut se créer des liens sociaux, mais ce sont des liens sociaux par défaut parce que, en passant la plus grande partie de la journée sur son lieu de travail ou pour s'y rendre, il ne reste guère de temps pour rencontrer ailleurs d'autres personnes, avec lesquelles on aurait plus d'affinités. Cependant, avec les 35 h il y a eu un petit progrès, certains ont pu aborder le monde associatif, organiser des fêtes de quartier (2). On peut parler pourtant d'une communauté d'intérêts pour des personnes travaillant dans la même entreprise mais on est loin des liens sociaux qui pouvaient se créer autour des "communaux" (3) utilisés gratuitement par la communauté et confisqués pour le profit de quelques groupes ou personnes.

Retrouver le plaisir de faire

Mais pour dissocier socialité et emploi, il va falloir dissocier aussi emploi et travail. Pour tous ceux qui, il y a quelques millénaires, ne sont pas nés sur des îles paradisiaques, le travail a permis la survie de l'espèce. Aux temps préhistoriques où dégraisser le mammoth n'était pas une boutade de ministre mais la préparation du pot au feu, feu qu'il avait fallu d'abord inventer avant d'envoyer les gosses ramasser du bois (apportez-en beaucoup, ça demande à être bien cuit, le mammoth). Et chasser la bête, la ramener par morceaux à la grotte, c'était un sacré boulot. Tellement sacré que ces troglodytes la dessinaient sur les parois de la grotte, au cas où il y aurait plus tard des dieux à mêler à tout ça. Sans compter le danger : sans la solidarité de tous les acteurs, personne n'aurait pu s'en tirer, c'était de la pratique sociale de sauvegarde, ancêtre du syndicat... Et le plus étrange, alors qu'ils auraient pu se reposer après l'exploit, c'est qu'ils se taillaient des tuniques dernier cri dans la peau, avec collier assorti fait des plus petits des os. Je me demande même si les plus gros, frappés en cadence les uns contre les autres, ne préludaient pas au rythme du jazz, mais je n'ai pas de preuve... Bref, tout se passait comme si se régaler, décorer l'apparte, se parer, monter un groupe musical, étaient des activités glissant insensiblement de la corvée initiale au stade du plaisir. Comme si le travail, outre la satisfaction de se procurer par lui quelque chose qu'avant l'on n'avait pas, apportait dans l'exercice lui-même une satisfaction.

Alors, instinct ou prémisses de conditionnement culturel ? Avaient-ils inventé une morale paléolithique du devoir accompli ? Je ne le pense pas, j'opte pour le plaisir de faire.

Quoi qu'il en soit, la satisfaction intrinsèque que comporte l'acte de travail remonte à des temps immémoriaux. On la retrouve dans le bénévolat, avec des gens qui écrivent des articles pour *Silence* au lieu de profiter des belles journées d'été dans une chaise longue. Bien, entendu, je plaisante. Le bénévolat, en fait, quand il s'agit des pompiers volontaires et des secouristes peut aller jusqu'à risquer sa vie pour aider. La satisfaction accède ici à un degré suprême parce qu'il faut sauver. Chez ces bénévoles-là, mais aussi dans d'autres groupes, on remarque une grande cohésion sociale. Est-ce la résultante d'un choix d'action commun ?

Génétique ou culturelle, je ne sais pas, mais ce qui gâche à notre époque une pratique saine et valorisante du travail, c'est le système du salariat. Fabriquer n'importe quoi selon des horaires imposés avec, en outre, la peur de perdre ce n'importe quoi parce que le chômage ce serait pire, c'est inhumain. Plus rien à voir avec la satisfaction profonde de l'ouvrage bien fait que seuls quelques artisans connaissent encore. Alors, sans cette satisfaction profonde, on se console en dépensant le salaire gagné (avec des crédits en plus pour conforter le système bancaire) afin d'acheter les produits que la pub dit indispensables et qui se révèlent frustrants à court terme, la belle bagnole qu'on se ruine à entretenir, le grand écran qui ne diffuse rien de plus intéressant que le petit, les grosses bouffes qui rendent malades.

En réalité, nous n'avons pas à déplorer 10% de chômeurs, mais un énorme pourcentage de salariés privés de la satisfaction vitale du travail.

Ce n'est pas de travail que nous manquons mais de sens du travail.

Faudrait-il créer des groupes de "chômeurs volontaires" comme ceux des faucheurs volontaires pour dénoncer cette spoliation ?

Quoique quelques-uns parviennent malgré tout à éprouver une "satisfaction par le travail" là où on l'attend le moins. Les maçons qui chantent sur le chantier, pour peu qu'ils soient italiens, ça s'entend toujours (mais s'apparente à l'artisanat). Par contre, des ouvriers chantant sur des chaînes de montage existent aussi, si le vacarme le permet. C'est plus difficile à comprendre, mais indiquerait un besoin de travailler, bigrement profond, chez l'homo faber.



DR

Redéfinir la justice sociale

Je disais "fabriquer n'importe quoi", de l'inutile, du dangereux et c'est devenu le lot commun. On a perdu l'innocence du geste. Tout ce que l'on produit, tout ce que l'on consomme, tout a des conséquences pour les autres et pour la planète. Les conséquences sont très difficiles à évaluer, d'autant plus que tous les moyens financiers vont à la production et à la vente, jamais à l'étude préalable de ces conséquences. On fait une étude de marché, c'est tout.

Mais en sachant pertinemment que l'on a perdu l'innocence du geste, on va peut-être pouvoir découvrir une socialité incluse, précisément, dans cette nécessité de réfléchir à l'impact de toutes nos actions sur la biosphère et toutes ses composantes. Si l'on a besoin d'une devise, ce pourrait être "Agir sans nuire", qui implique une socialité tout à fait différente du "faire vite, beaucoup et n'importe quoi pour ensuite camoufler et réparer un peu" que nous ont garanti nos systèmes sociaux.

Au début, ils étaient exempts de tout soupçon et des salariés sincères et courageux se sont battus pour qu'ils soient mis en place. Je ne souhaite surtout pas qu'ils disparaissent au profit des chefs d'entreprise ! Au contraire, je voudrais qu'ils soient remplacés par des mesures permettant une vraie justice sociale. Mais il ne peut plus exister de partenariat social ni de conventions collectives seulement entre patrons et employés. La planète et sa biosphère sont parties prenantes, une

"collectivité" englobe tout. Car tout en dénonçant avec virulence et à juste titre les abus du patronat, les militants ont accepté, sans se méfier, le principe d'une productivité qu'il fallait accroître sans cesse pour que, soi-disant, les salaires suivent, ainsi que tout le paquet-cadeau qu'on y avait attaché, congés, sécu, etc. On s'est bien gardé, dans les instances décisionnelles, de dire que la croissance ne concernerait que celle des portefeuilles d'actions. Au contraire, on a jeté de la poudre aux yeux sous forme de sigles inventés pour impressionner le peuple, comme le PIB par exemple, ce produit intérieur brut qui devrait mesurer notre état économique mais qui est tellement brut qu'il n'inclut aucune appréciation sociale de la véritable marche de la société.

Ne pas oublier la planète

Tout ce qui permet en fait de tenir bon, la main tendue pour aider, tout le travail énorme fait à la maison, ce n'est pas "payé" donc ça n'existe pas (4). Mais

(4) La réglementation est de plus en plus restrictive. Un exemple : si vous avez besoin de vendre une maison, que vous avez achetée il y a quelques années dans un état lamentable, et après y avoir passé un temps fou pour la restaurer de vos mains, vous ne pourrez pas déduire de la plus value à régler ni les factures de matériaux (écologiques ou non) ni le nombre d'heures de travail que vous avez effectuées. C'est comme ça depuis un an, pour nier encore davantage le travail non salarié, fût-il le vôtre et pour répondre à vos propres besoins. La valorisation du travail en lui-même, ce n'est pas pour demain, c'est même moins bien reconnu qu'hier ...

c'était tellement irréaliste que les économistes officiels ont fini par en avoir honte, sans doute, puisqu'ils ont concocté un PNUD, Programme des Nations unies pour le développement, qui prend en compte certains aspects sociaux (éducation, santé...). Mais ce n'était pas la peine de tellement réfléchir entre PIB et PNUD pour ne pas même s'apercevoir qu'ils oublièrent une... brouille : la planète. L'épuisement des ressources naturelles n'existe pas non plus pour ces économistes ! On va donc le leur redire encore une fois : au rythme de la consommation actuelle, nous exploitons une surface de la planète équivalente à un peu plus de cinq hectares pour un Français, un et demi pour un Chinois (mais dans ce pays le temps de l'écrire et c'est déjà dépassé) et l'Étatsunien en est à dix hectares bushement non-négociables. Si l'on divise la surface de la Terre par les six milliards de ses habitants, calcul élémentaire à la portée semble-t-il des économistes, on ne peut dépasser 1,9 hectare (il s'agit de la surface totale nécessaire, pas de la seule surface cultivable).



Bruno Guillemain

Redéfinir des activités conviviales peut éviter le recours au salariat.

Nous n'avons pas à déplorer 10% de chômeurs, mais un énorme pourcentage de salariés privés de la satisfaction vitale du travail.

Dans la pratique d'une société tendant à la décroissance, pour stopper ces intolérables excès de la consommation et en pensant que beaucoup de peuples ont, eux, d'énormes besoins vitaux à satisfaire, qu'est-ce que l'on peut faire ? Arrêter impérativement toutes les industries dont la production est nuisible ou inutile, des armement aux gadgets. Quel temps faudra-t-il, alors qu'il y a urgence, je ne peux l'évaluer ni calculer ce qui pourra subsister ou remplacer le mode actuel (agriculture saine obligatoirement, une forme de soins médicaux non inféodée aux intérêts des labos, des secteurs d'enseignements totalement repensés, la fabrication d'objets indispensables et réparables, une industrie des énergies renouvelables, des moyens de transport collectifs ou individuels doux...).

Tout le travail à fournir fonctionnerait sur la base d'un salaire universel, ainsi que beaucoup l'ont proposé et à condition que les prélèvements ou impôts encore nécessaires soient réglés équitablement par l'ensemble de la population et non plus principalement par les salariés.

Si l'on veut garder le terme d'emploi pour l'accomplissement partagé des tâches indispensables et s'il faut répondre à la question du nombre des "emplois" à pourvoir alors, il y a bien eu quelques évaluations mais est-ce vraiment possible — et nécessaire ? — d'avancer des chiffres. La seule chose qui me semble certaine c'est que, passant d'un système économique libéral qui ne vise qu'à la suppression de la main-d'œuvre pour augmenter les bénéfiques, on ne va pas constater globalement une diminution notable du travail à fournir puisque cette façon d'agir sera inversée par la volonté de décroissance. Quelle que soit la quantité considérable des industries supprimées, il y aura un nombre peut-être équivalent de choses à faire qui ne l'ont jamais été parce que non rentables, de nouveaux services, de la maintenance pour faire durer etc.

"Le social" ne se résumerait plus alors en une série de prestations, il deviendrait une coopération naturelle. Je comprends bien que, dans l'esprit des militants de 1936, il était nécessaire de rendre la solidarité obligatoire et codifiée pour que personne ne dépende plus d'une charité dispensée ou refusée. Mais on s'aperçoit à l'usage que l'inégalité a persisté et s'est

même aggravée. Le *Courrier international* de cet été titre sur le modèle social (5). En page 12, comparaison entre les systèmes anglais et français et une politique "axée sur le lien direct entre le droit aux allocations et l'obligation de chercher du travail". Juste avant, en page 9, "le Fol été de la Riviera" relatait les fêtes de plus en plus somptueuses des milliardaires, un étalage de luxe encore jamais vu. L'écart entre les serfs et leurs seigneurs, au Moyen âge, me semble rétrospectivement moins monstrueux. Car, à l'époque, on avouait clairement qu'il y avait d'un côté des serfs, de l'autre des seigneurs alors que maintenant l'ensemble est classé dans une catégorie nommée démocratie.

Combattre d'une autre manière

Cela donne à penser que l'injustice sociale est à combattre d'une autre manière, sur un autre plan, peut-être en cassant ce système monétaire où la thésaurisation devient une catastrophe. Ne plus rétribuer les placements et même adopter un système inversé, pénalisant l'argent conservé au lieu de lui accorder des intérêts, pourquoi pas ?

D'aucuns pousseront de grands cris, invoquant l'OMC et les autres instances contraignantes, on nous ferait "la guerre économique"... Bof ! La guerre économique ne durerait guère, stoppée par l'arrivée proche de la crise pétrolière. Et tout système réfractaire à l'économie de marché passerait, d'un coup, au rang de modèle.

Dans un rythme de travail plus équilibré, non traumatisant, une socialité libérée devrait apparaître. Je ne sais quand, je ne suis pas prophète, mais je pense que ce serait probable.

Je suggérais une petite devise à afficher dans sa cuisine, "Agir sans nuire", mais sans doute faut-il en trouver une à appliquer à l'échelle planétaire. On peut alors reprendre la formule de François Schneider, pour choisir entre décroissance ou récession .

Ou bien celle de Pierre Kropotkine qui date de plus d'un siècle et me semble toujours bonne : "Faire sentir à l'ouvrier que son cœur bat avec le cœur de l'humanité dans le monde entier. C'est l'espérance et non le désespoir qui fait le succès des révolutions".

Madeleine Nutchey ■

(5) Le *Courrier International* n°768, juillet 2005.

On n'a pas fini de rire !

Le débat sur la décroissance heurte de plus en plus les convictions d'une gauche syndicale qui répète avec le patronat : sans croissance, pas d'emplois ! Et si on réfléchissait autrement ?

Comme le rappelle à chacune de ses interventions Serge Latouche, la première chose à faire pour penser la décroissance, c'est de changer notre imaginaire. Si nous nous plaçons dans un débat économique classique, adopté par la gauche comme par la droite, par les syndicats comme par le patronat, sur la question de l'emploi, nous sommes foutus. Essayons d'amorcer ce débat en partant des besoins de chacun et non en fonction de statistiques économiques

Rires, sourires et amour

"Je ne veux pas que mes hommes travaillent car ils n'auront plus le temps de rêver"

Un chef indien s'adressant aux militaires US.

Comme je l'ai déjà expliqué dans un article précédent (1), nos besoins fondamentaux sont d'abord respirer, boire, manger (et chier), dormir. A ces besoins vitaux, s'ajoutent des besoins un peu moins impératifs qui sont avoir un logement, rencontrer d'autres personnes, apprendre et se cultiver.

Comment s'exprime la satisfaction de nos besoins ? Par le bonheur, notion difficile à quantifier. On peut toutefois avancer qu'une personne heureuse a tendance à sourire aux autres, voire même dans certaines circonstances à éclater de rire.

Si nous adoptons comme "monnaies" le sourire et le rire, force est de constater que nous changeons complètement d'imaginaire. Le sourire le plus fréquent devient sans doute celui d'un parent pour son enfant, ce qui en ferait alors la plus grande richesse. Le regard des amoureux semble aussi à placer tout en haut de cette échelle de valeurs, l'amour étant dans ces deux exemples ce qui s'exprime par le sourire et le regard (2).

Dans une société décroissante, nous devons donc prendre comme référence que nous cherchons une "sobriété heu-

reuse" avec le maximum de bonheur, d'amour, de rire et de fou-rire.

Alors que répondre à ceux qui pleurent le risque de ne plus avoir d'emploi ?

Revendiquer une contrainte ?

Comme on peut le voir dans la liste de besoins ci-dessus, l'emploi n'y figure pas. Ce n'est pas un besoin, c'est éventuellement une contrainte.

Pourquoi faut-il aujourd'hui "créer des emplois". Parce que nous sommes dans une société marchande, qui crée des envies (et non des besoins) et que ces envies ne peuvent se satisfaire que par l'achat, donc par la possession d'argent. Pour gagner de l'argent, il faut vendre quelque chose, le plus souvent notre force de travail.



L'humour reste encore présent dans les luttes.

Il faut, à ce niveau de la réflexion, faire la distinction entre le travail et l'emploi. Tout le monde travaille : depuis l'enfant qui range sa chambre au vieux qui écosse les petits pois. Pendant des siècles, ce travail n'a pas été rémunéré, l'argent restant un moyen pour des échanges extrêmement limités (3). Et puis avec l'industrialisation, progressivement le système capitaliste a mis la main d'abord sur les objets puis plus récemment sur les services. Aujourd'hui tout s'achète, tout se vend (4).

A écouter les médias officiels, les échanges sans argent deviennent rarissimes. C'est oublier un peu vite l'énorme

travail qui s'effectue dans la sphère familiale, entre amis et également dans bon nombre d'associations avec des centaines de milliers de bénévoles.

En parallèle à cette évolution, on assiste à une progression parallèle de l'emploi salarié. Echappent aujourd'hui à ces emplois salariés, les professions libérales (dont les employeurs), les artisans et les paysans.

Si l'on observe un "salarié", on peut constater qu'il sourit et rigole peu dans son travail. Selon notre échelle du bonheur, on peut en conclure que le salariat n'est pas une bonne chose.

Donc, pour réfléchir autrement, posons comme hypothèse de départ que nous devons tout faire pour diminuer le nombre d'emplois.

Diminuer le nombre d'emplois

"Au début, on dit que c'est impossible pour ne pas avoir à le tenter et effectivement, cela devient impossible parce qu'on ne le tente pas"

Fourier.

Si nous voulons diminuer les emplois et donc le travail salarié, synonyme de contraintes, nous devons essayer de penser une société où les ressources ne proviennent plus pour l'essentiel d'un salaire. Il existe des pistes pour cela.

Une société qui choisirait la décroissance pourrait commencer par revaloriser tous les échanges gratuits qui échappent aux indicateurs économiques actuels : valoriser le "travail" des parents, des bénévoles associatifs, mais également de ceux et celles qui s'investissent dans l'organisation de spectacles, de fêtes... bref, de toutes les activités où la satisfaction s'exprime par le sourire.

(1) Voir "Décroissants des champs, décroissants des villes", *Silence* n°322, page 9.

(2) L'amour — dans ses deux sens : amoureux et altruisme — est sans doute la valeur suprême à rechercher, ce que les religions ont su mettre en avant pour assurer leur prospérité.

(3) La foire par exemple qui n'avait lieu le plus souvent qu'une fois par an.

(4) A ce sujet, on peut s'interroger sur le rôle de l'économie solidaire qui tend à rendre "solvable" de plus en plus d'activités. Voir "Mystères de l'économie solidaire", *Silence* 325, page 54.



DR
Les jeunes cadres ne rigolent pas !

Il faut ensuite s'attaquer au monde économique "classique". Il faut commencer par supprimer les métiers les plus nuisibles à la société. Indiscutablement, ce sont les usines d'armement qui viennent en tête. De nombreuses études économiques (5) montrent que payer les salariés des usines d'armement à ne rien faire serait positif pour la santé économique de la planète. D'autres modifications pourraient suivre comme reconvertir progressivement les usines de production en usines d'entretien de l'existant et finir d'utiliser ces engins à des fins socialement utiles. Les Africains dont l'indice de sourire est manifestement supérieur à celui des Européens, savent entretenir nos objets "jetables" pour qu'ils durent beaucoup plus longtemps. Mettons en place une aide des pays du Sud aux pauvres pays du Nord : mettons des Africains à la tête de nos usines pour qu'ils nous aident à les fermer !

Il faudrait ensuite étudier les produits industriels qu'il faut conserver (les vélos ?) pour qu'ils soient construits pour durer et non pour s'user rapidement.

Je ne vais pas plus loin dans l'énumération de ce qu'il faudrait changer, mais ce qui ressort de cela, c'est que très logiquement, cela devrait entraîner une baisse radicale du nombre d'emplois salariés au bénéfice des emplois artisanaux et artistiques.

Ainsi, d'anciens monteurs de voitures pourraient se retrouver à leur compte comme garagiste, des anciens fabricants de chaussures comme cordonniers...

Selon des estimations établies de longue date (6), le travail utile destiné à l'échange — salarié ou non — peut alors descendre à environ deux heures par jour (ou 15 heures par semaine).

Cette diminution du temps de travail utile d'échange libère du temps pour

mener — éventuellement — d'autres activités, donc du temps de travail que je qualifierais de "convivial", celui qui se mesure précisément en sourires (7).

Répartir les ressources

Le risque pour une politique de décroissance, serait alors dans l'absence de partage des ressources au fur et à mesure que diminuent les emplois. Nous aurions une accentuation de ce que l'on observe déjà actuellement : d'un côté des chômeurs dont les talents sont mis en veille et de l'autre des personnes stressées qui bossent de plus en plus de peur de perdre leur emploi. Cette coupure entre

Un sourire ne coûte rien

Un sourire ne coûte rien et produit beaucoup.
Il enrichit ceux qui le reçoivent, sans appauvrir ceux qui le donnent.
Il ne dure qu'un instant, mais son souvenir est parfois éternel.
Personne n'est assez riche pour pouvoir s'en passer, Et personne n'est trop pauvre pour ne pas le mériter.
Il crée le bonheur au foyer, est un soutien dans les affaires et le signe sensible de l'amitié.
Un sourire donne du repos à l'être fatigué, rend du courage au plus découragé, console dans la tristesse et est un antidote de la nature pour toutes les peines.
Cependant il ne peut s'acheter, ni se prêter, ni se voler.
Car c'est une chose qui n'a de valeur qu'à partir du moment où il se donne.
Et si quelquefois vous rencontrez une personne qui ne vous donne pas le sourire que vous méritez, soyez généreux, donnez-lui le vôtre.
Car nul n'a autant besoin d'un sourire que celui qui ne peut en donner aux autres.

"actifs" et "inactifs" (mots pièges !) cache une autre coupure : d'un côté des gens, salariés ou chômeurs, qui gagnent de moins en moins, et de l'autre une frange de plus en plus étroite de gens qui accumulent les richesses matérielles.

Pour faire retrouver le sourire aux uns et aux autres, il faut effectivement une véritable révolution de l'imaginaire et commencer par prôner que l'oisiveté n'est pas un vice, mais une bénédiction pour la planète. Soyons zen et contemplatif, vivons d'amour et d'eau fraîche.

Pour faire le partage entre salariés et chômeurs, la solution est connue et déjà gérée par le système : c'est la diminution du temps de travail. Chaque fois que le taux de chômage risque d'avoir des conséquences politiques, le temps de travail est diminué pour répartir les emplois sur le plus grand nombre (8).

Le partage du temps de travail ne résout malheureusement pas la seconde coupure qui est l'inégalité dans l'accès aux ressources.

Dans une politique de croissance, le discours — de gauche comme de droite — est qu'il faut que les plus pauvres "gagnent du pouvoir d'achat" avec le fol espoir qu'ils se rapprochent un peu du sommet de la pyramide. Concrètement c'est l'inverse qui se réalise, mais la force des médias dominants permet de cacher cette réalité.

Les tenants de la décroissance expliquent très bien pourquoi cette démarche n'a aucune chance d'aboutir : pour que les plus pauvres deviennent riches, il faudrait que les ressources soient illimitées, ce qui n'est pas le cas. Alors que proposer ? L'inverse ! Il faut enlever du pouvoir d'achat aux riches !

Une réflexion difficile

"Au début, ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait"

Comment ? Aïe, c'est là que les difficultés commencent ! Les marxistes nous ont proposé la dictature du prolétariat et on en a vu le résultat : le fascisme et l'accumulation par la structure étatique. Les

(5) Voir les publications de l'ONU.

(6) Voir *Le droit à la paresse* de Paul Lafargue, éd. Alia, 1999 ou éd. Mille-et-une-Nuit, 2000, *Travailler deux heures par jour* du collectif Adret, éd. Seuil, 1979...

(7) Lire *Du chômage à l'autonomie conviviale* d'Ingmar Granstedt, éd. S'lence.

(8) Depuis le Front populaire en 1936, nous sommes ainsi passé de 48 h à 35 h par semaine... en théorie.

socio-démocrates proposent une redistribution par le biais d'un Etat-providence. Cela pourrait être possible si cet Etat-providence n'étaient pas confié à des élus qui font partie des plus riches et qui donc sabotent toute tentative vers plus d'égalité (9). Les distributistes, proches des anarchistes, proposent une distribution directe... mais sans que l'on sache bien comment et par qui sont gérés ces distributions : une structure fédérative gérée démocratiquement par des élus révocables à tout moment semble l'idée la plus aboutie pour le moment et se pratique déjà à petite échelle dans les milieux anarchistes. Mais la difficulté est immense pour passer de petites structures (comme les associations) qui peuvent fonctionner ainsi et l'ampleur du problème de la répartition au niveau mondial (10). Les distributistes ont la réflexion la plus intéressante sur cette question et proposent souvent une autre distribution du travail : un service civique où l'on ferait du travail d'utilité collective pendant un certain nombre d'années au début de l'âge adulte et ensuite le maintien du seul travail convivial souhaité pour ceux qui veulent continuer à travailler. C'est une autre façon de répartir équitablement le travail collectif indispensable (11).

Tout le défi d'une volonté de décroissance est donc d'amener sur le plan politique des scénarios à expérimenter qui ne soient récupérables ni par les habituels dirigeants du monde actuel (je veux parler des multinationales et non des gouvernements) dans le style "développement durable", ni par les apprentis dictateurs.

Face à une situation écologique qui se dégrade rapidement, il faut trouver un



Transmettre les savoirs : ici, Fabrice présente sa remorque de cycliste, rencontres des Ami(e)s de S!lence 2005.

équilibre entre la nécessité de changer au plus vite nos modes de consommation et de travail (12) et la nécessité de maintenir un projet politique qui respecte l'individu, la démocratie directe et évite toute nouvelle forme de hiérarchisation.

Débattre d'une question comme celle des "emplois" nécessite donc de présenter un autre imaginaire, avec toutes les difficultés que l'on peut avoir à définir une "utopie réaliste".

Expérimenter

"Celui qui prend un risque perd pied un moment, mais celui qui n'en prend pas perd sa vie"

Soeren Kierkegaard.

Comme je l'ai écrit ci-dessus, il s'agit bien de proposer des scénarios et non un scénario. Le pluriel est une protection contre le risque autoritaire, mais c'est également une source de richesses : plus nous sommes divers, plus nous pouvons nous adapter en fonction de ce que l'on constatera dans la pratique.

Depuis la naissance du mouvement coopératif dans la première moitié du dix-neuvième siècle, de multiples tentatives d'alternatives ont été tentées. Le mouvement coopératif ne se place pas, encore actuellement, dans une recherche de décroissance, mais dans une recherche de forme d'organisation plus démocratique de l'entreprise. Avec la décroissance, le défi est plus grand : il nous faut sortir de l'emprise économique et donc partir d'autre chose. Il faut donc expérimenter à partir de ce qui répond à nos besoins et donc favoriser l'autonomie, il faut aussi simplifier le recours à la technique (13),

refuser les structures hiérarchiques, développer les structures de démocratie directe, s'appuyer sur l'entraide et la coopération (et donc refuser la compétition), essayer de sortir du système marchand le plus de services possible...

A ce titre, les systèmes d'échanges locaux, les écolieux, les squatts, les colocations, l'autoconstruction, les Amap... que nous présentons dans les pages de la revue, sont autant de pistes à explorer. Et le débat que nous menons dans ces pages doit nous aider à construire ce nouvel imaginaire. Comme le souhaite François Partant, il faut souhaiter "Que la crise s'aggrave" (14)... car c'est de la crise du système actuel qu'il s'agit. Rejetés par ce système, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir "du temps de cerveau disponible" pour réfléchir à ces alternatives et pour préférer aux entreprises d'insertion, des entreprises de désertion.

Michel Bernard ■

Avec de l'argent

Avec de l'argent, vous pouvez acheter :
Un lit, mais pas le sommeil.
De la nourriture, mais pas l'appétit.
Des bijoux, mais pas la beauté.
Des livres, mais pas l'intelligence.
Des médicaments, mais pas la santé.
Des tranquillisants, mais pas la paix.
Le plaisir, mais pas la joie.
Le confort, le luxe, mais pas le bonheur.
Une certaine réputation, mais pas une bonne conscience.
Des relations, mais pas un véritable ami.
Une assurance sur la vie, mais pas sur la mort.
Une place au cimetière, mais pas au ciel.

Cité par Pierre Pradervand dans "Gérer mon argent dans la liberté", éd. Jouvence, 2005

(9) Rappelons-nous que l'un des rares impôts progressifs en fonction de la consommation, la vignette automobile, a été supprimée par un gouvernement de "gauche plurielle".

(10) Les personnes plus riches de la planète ont des revenus supérieurs à ceux des Etats les plus pauvres : les 365 les plus "riches" possèdent plus que les 3 milliards dits "les plus pauvres"... on parle en dollars, pas en temps ou en sourires !

(11) Il en existe bien d'autres, comme cette réflexion qui consisterait à ne plus travailler quand la température dépasse un certain niveau, limite que l'on revoit à la baisse progressivement pour augmenter le temps des vacances...

(12) Voir le lien entre les deux dans "Mirages de l'effet rebond", *S!lence* 322, page 13.

(13) Voir les suggestions de Daniel Julien dans "Conceptualiser pour avancer sur un terrain solide", *S!lence* 325, page 87.

(14) *Que la crise s'aggrave*, François Partant, préface de José Bové, postface de Serge Latouche, éd. Parangon, 2002.

Vers une civilisation post-économique

Au début des années 1990, la réédition du livre de Georgescu-Roegen sur la décroissance (écrits qui datent de 1979) avait déjà provoqué des débats sur la décroissance. Certains textes n'ont pas vieilli...

Comment va-t-on vivre dans le futur ? Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à de telles questions. Tout dépend en effet de la manière dont nous passerons dans un hypothétique futur. Certains semblent admettre tacitement que ce passage se fera de manière plus ou moins progressive. Pour ma part, je ne peux pas exclure une crise, donc une transition brutale, voire catastrophique (au sens usuel ou au sens plus général de la théorie des catastrophes de René Thom, ce qui n'est de toute manière pas très différent). Il me semble même discerner que la crise devient tous les jours plus difficile à éviter. La raison en est que les décideurs actuels, à savoir les pouvoirs économiques et politiques (ce sont d'ailleurs, en gros, les mêmes personnes) se refusent à voir les échéances existentielles auxquelles nous allons être confrontés et en comparaison desquelles les considérations économiques risquent d'apparaître bien futiles.

Contraintes incontournables

Je pars des constatations suivantes :

- 1) Nous vivons dans un monde fini.
- 2) La vie échappe à la compréhension humaine.
- 3) La Terre (Gaïa) est un système fermé par rapport à la matière (mais ouvert par rapport à l'énergie) et toute activité qui veut se poursuivre sur une durée assez longue, comparable au moins aux temps historiques (quelques millénaires), doit fonctionner essentiellement en cycles fermés. Cela, signifie, en particulier, qu'il n'est pas licite de transformer une substance en une ou plusieurs autres substances qui ne peuvent, après avoir parcouru un certain circuit, restituer intégralement la substance de départ. En d'autres termes, la production de déchets n'est pas acceptable.
- 4) Le monde économique actuel est fondé sur le mythe de la prospérité par l'expansion économique. L'expansion permanente dans un monde fini est un non-sens.

5) Dans un futur relativement proche, on ne pourra plus utiliser que des énergies renouvelables. Cela signifie qu'il faudra, pour les pays occidentaux, en gros, se contenter du quart de l'énergie dont nous disposons aujourd'hui.

Les contraintes ci-dessus sont incontournables. Même si on imaginait que des physiciens sortent un lapin de leur chapeau (fusion, surgénération, tout-à-l'hydrogène, etc.) pour nous permettre de continuer à consommer toujours plus d'énergie, on ne ferait qu'avancer le moment où l'on se heurtera aux limites imposées par la finitude de notre monde et de ses ressources.

Le système économique étant incompatible avec le mode de fonctionnement de la biosphère devra bien se soumettre ou se démettre. Je peux donc éventuellement imaginer un mode de vie une fois la crise passée, c'est-à-dire une fois que le bon sens aura repris le dessus. Mais encore faut-il que la crise ne soit pas d'une ampleur telle que l'existence d'êtres vivants complexes comme les humains soit compromise.

Il me semble percevoir que notre système économique est fondamentalement incapable de s'adapter. C'est un système divergent sans mécanismes de contrôle internes capables de le stabiliser. Par conséquent, la transition de la société vers un mode de fonctionnement compatible avec la vie ne semble pas pouvoir se faire d'une manière progressive. Pour qu'une telle transition soit possible, il faudrait en effet que le mythe de la prospérité par l'expansion économique soit rapidement abandonné et remplacé par un paradigme totalement différent, prônant, au lieu d'une croissance permanente, une stabilité dynamique conforme au mode de fonctionnement de la biosphère. Un tel changement ne peut guère se faire que contre la volonté du pouvoir.

Gagner sa vie

Dans notre société économique, on perd sa vie à la gagner (tiré de "Travailler deux heures par jour"), parce que pour

une partie importante de la population, il y a une séparation nette entre les activités lucratives, qui permettent de gagner de l'argent, et les activités qui permettent de jouir de la vie en dépensant l'argent gagné avec les premières. La toute-puissance de l'argent en découle, au moins partiellement. Une autre raison de la toute-puissance de l'argent réside dans sa capacité de se reproduire tout seul du fait de l'intérêt. Cet intérêt permet de "gagner" de l'argent sans rien faire de concret. Il est une expression très directe du mythe de la prospérité par l'expansion économique et le responsable principal d'une inflation permanente que rien ne semble pouvoir arrêter.

Dans la "civilisation post-économique", l'intérêt n'existera plus et la valeur de l'argent devra rester constante. Il n'y aura plus d'activités de type spéculatif et les activités bancaires se limiteront à la circulation de l'argent disponible. Ces activités seront donc considérablement réduites, ce qui suppose un secteur tertiaire nettement moins hypertrophié qu'aujourd'hui.

(...) Chacun sera beaucoup plus polyvalent, moins spécialisé. L'obsession de devoir gagner toujours plus d'argent n'étant plus le moteur principal de l'activité humaine, le citoyen exécutera beaucoup moins de travail lié et d'autant plus de travail libre. Il est clair que le PNB ne sera qu'une faible fraction de ce qu'il est aujourd'hui et, de toute manière, ne sera plus considéré comme un indicateur de prospérité. Le citoyen sera davantage occupé à vivre qu'à gagner sa vie. Cela sous-entend que les valeurs dans lesquelles il se reconnaîtra seront très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Il sera plus important de maintenir la beauté d'un site que de l'exploiter par la spéculation immobilière. D'ailleurs, dans la phase initiale de cette civilisation post-économique, une partie importante du travail devra être consacrée à la "restauration", c'est-à-dire à redonner aux sites et paysages le cachet et la beauté que le système économique s'est acharné à détruire.

Dans la mesure où dans la civilisation post-économique l'obsession de la production aura disparu, le travail lié aura perdu une bonne partie de son importance. Le revenu ne sera pas un critère déterminant.

Les entreprises

Dans le système économique, le but d'une entreprise est d'abord de faire de l'argent. Peu importe l'utilité du produit, pourvu qu'il se vende.

Dans la civilisation post-économique, une entreprise devra avoir une utilité allant au-delà du chiffre d'affaires et des

places de travail. Elle sera vraisemblablement en moyenne beaucoup plus petite et fabriquera des objets destinés à satisfaire les besoins librement exprimés des citoyens. Rien n'empêche que certaines fabrications soient très sophistiquées et exigent la mise en œuvre de procédés complexes. Les voitures, par exemple, seront sûrement plus "performantes" qu'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'elles consommeront moins pour transporter davantage et il y en aura beaucoup moins.

J'imagine que l'entreprise de la civilisation post-économique aura pour but principal de satisfaire des besoins propres aux gens de la région dans laquelle elle est implantée. Elle sera donc intégrée structurellement dans cette région et non pas anecdotiquement comme aujourd'hui (par exemple parce que la fiscalité est favorable ou la main d'œuvre bon marché). Une telle entreprise sera gérée de manière à optimiser la qualité et la durabilité du produit, à maximiser la satisfaction des travailleurs et minimiser les impacts de son activité sur l'environnement. Il n'est pas évident qu'elle ait besoin d'un chef d'entreprise.

Villes, campagnes, région, pays

Je ne pense pas que la civilisation post-économique sera constituée d'États-nations tels que nous les connaissons aujourd'hui. La mondialisation de l'économie a vidé le pouvoir politique de l'essentiel de son contenu (François Partant). Ce qui dirige le monde, ce sont d'abord les multinationales et leurs présidents.

Pour qu'une entité politique ait un sens, il faut qu'elle s'occupe d'abord de la vie des gens qu'elle est supposée représenter. De Tocqueville a dit : "Ce sont les hommes qui ont fait les royaumes, mais la commune semble sortir de la main de Dieu". On peut faire une politique utile au niveau de la commune. A l'échelle d'un pays, cela devient quasiment impossible. Les royaumes se font puis s'effondrent, les villages restent.

Je pense que dans la civilisation post-économique, les frontières des États n'auront plus l'importance qu'elles ont aujourd'hui. Idéalement, il n'y aura plus d'État-nation du tout, entité qui n'aurait plus guère de sens dans une ère post-militaire. On peut envisager, par exemple, une Europe des régions, comme le préconisait Denis de Rougemont. Cela signifie que des collectivités publiques de type commune gèrent leurs affaires principalement en interaction avec leurs voisines immédiates. Cela n'exige pas que l'on

supprime le téléphone et la télévision, encore que l'importance de ces moyens de communication devrait être notablement plus faible qu'aujourd'hui. Le tourisme de masse n'aura plus cours. Les voyages seront plus rares et mieux vécus. De toute façon, le maintien des trafics aériens et automobiles actuels est impossible à terme, non seulement par manque de carburant, mais encore à cause de la destruction de la biosphère qu'ils provoquent.

J'imagine que dans la civilisation post-économique, les activités agricoles, ou, plus généralement, celles qui découlent des nécessités premières de l'individu, à savoir boire, manger, se vêtir, etc. occuperont une partie beaucoup plus importante de la population qu'aujourd'hui. On sera détourné de la mécanisation forcée des cultures et on prendra de nouveau du plaisir aux travaux des champs. L'agriculture sera différente. J'imagine que la permaculture (Bill Mollison) se sera répandue et finira par être le mode dominant de l'utilisation du sol. Il s'agit d'ailleurs moins d'une utilisation que d'une sorte de collaboration.

Recherches spirituelles

En quelques mots, on ne peut pas donner une vision du monde de demain. Il faudrait élaborer plus en détail beaucoup d'aspects que je n'ai fait qu'effleurer. D'autres aspects importants manquent complètement, comme par exemple, la manière dont nous pratiquons la connaissance (scientisme).

Ce qui me paraît fondamental, c'est la nécessité de réaliser que le paradigme qui fonde la société dite moderne (appelé d'ailleurs paradigme du modernisme par Edward Goldsmith) ne peut nous amener qu'à une crise. Je ne suis pas prophète et je ne sais pas si la crise pourra être évitée. Mais nous pouvons au moins essayer de faire quelque chose en tant qu'individus. Il n'y a probablement pas de recette toute faite et il faut donner plus d'importance au vécu qu'à la théorie.

La nécessité de se tourner davantage vers une certaine spiritualité me paraît évidente aussi. Notre société est malade de consommation et manque de culture et d'idéal. L'homme économique manque de modestie vis-à-vis de la vie qu'il ne comprend pas et essaye d'asservir. Bien que je ne sois adepte d'aucune religion, j'imagine que cela constitue un péché dans lequel on ne peut se complaire qu'un temps assez limité.

Pierre Lehmann ■

Texte paru en 1992 dans la revue du SEBES, Stratégies énergétiques, Biosphère & Société, Genève, alors que venait d'être publié le livre de Georgescu-Roegen sur la décroissance.

Il faudrait de la croissance pour créer des emplois ? Pourtant depuis cinquante ans, c'est le contraire que l'on observe.

D'abord, de quelle croissance – ou décroissance – s'agit-il ? De la valeur de la production du pays, de la consommation des ménages, du fameux PIB, produit intérieur brut ?

Ce qui n'a pas grand-chose à voir avec la croissance ou décroissance pour assurer la production, et en particulier avec la croissance ou décroissance du nombre d'emplois.

En effet, croissance et emplois ont évolué en sens inverse, sans être liés, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Comparaison historique

En France, dans les années 1950, nous avions une production qui assurait un certain niveau de vie par tête, très inférieur à ce que l'on connaît aujourd'hui : très peu de voitures, de téléphones, de téléviseurs, des réfrigérateurs et des lave-linge pour une fraction seulement de la population, une alimentation suffisante mais pas très variée. En revanche, pratiquement pas de chômage, malgré de nombreuses arrivées de l'étranger ou des colonies, et le baby-boom.

Il y a si peu de chômeurs que l'Assedic ne date que de la fin des années 50, et, pendant presque une dizaine d'années, il a fonctionné à peu près à vide : les chômeurs retrouvaient vite un travail en contrat à durée indéterminée.

Depuis, la production a énormément augmenté, pour la majorité, les foyers disposent de la télévision, de téléphones, d'un lave-linge, d'un réfrigérateur, de la radio, d'une cuisinière et souvent d'une voiture, sans compter tout le reste. Nous consommons de façon souvent excessive de la viande et bien d'autres aliments, mais la durée du travail a considérablement baissé pour ceux qui ont un emploi à temps complet, et il y a des millions d'actifs qui travaillent à temps partiel, et d'autres qui ne travaillent pas du tout.

Il est permis d'affirmer que retrouver la situation de 1950, ce qui représenterait une énorme décroissance, serait, en ce qui concerne l'emploi, retrouver une situation beaucoup plus favorable.

Quel lien entre croissance, décroissance et emploi ?



Productivité et chômage

Pourtant, un raisonnement trop simple amène à croire que si la production du pays et le niveau de vie de chacun augmentent, comme il faut produire davantage, il faut davantage de travail.

Mais ça ne se passe pas comme ça dans la réalité, comme le montrent les situations suivantes, qui sont pourtant bien connues. Chine et Inde connaissent depuis plusieurs années une croissance phénoménale (de l'ordre de 8%) et pourtant des millions de ruraux quittent les campagnes chaque année faute de travail. Les Etats-Unis sont en croissance, et le chômage ne s'y réduit pas. Il en est de même en France.

Où disparaissent donc tous ces emplois ? Tout simplement dans les gains de productivité !

On peut comprendre, par exemple, que si une année 100 ouvriers produisent 1500 voitures, si l'année suivante on introduit des machines plus performantes, ou/et des cadences plus élevées, ces 100 ouvriers vont pouvoir produire peut-être 1800 voitures ou que 80 salariés suffiront pour produire 1500 voitures.

Et justement, beaucoup de marchés, ceux des produits les plus courants, sont à peu près saturés : les besoins n'augmentent pratiquement plus (c'est notamment le cas dans l'automobile pour un pays comme la France).

Les économies faites sur les salaires permettent de « faire face à la concurrence » : investir, dégager des profits. Notons que la réduction des dépenses de salaires se fait par des réductions sur les

rémunérations, des retraites plus ou moins précoces, des licenciements : le coût en est reporté sur les salariés qui restent dans l'entreprise, ou sur l'ensemble des actifs du pays.

Voici d'autres preuves que la croissance n'est pas nécessairement créatrice d'emplois, que c'est même plutôt l'inverse : les 500 000 ruraux français d'aujourd'hui produisent beaucoup plus de produits agricoles que les 7 millions de l'immédiate après-guerre.

Ne parlons pas de qualité, ce qui serait d'ailleurs une autre manière de contester la croissance.

Et que dire de l'hypothèse suivante : si tous les propriétaires de magasins en libre-service où l'on emploie des chariots (ou caddies), faisaient installer dans leurs magasins des appareils lecteurs de chariots (ils existent déjà), qui sortent la facture (le ticket de caisse) simplement après un survol du chariot par une douchette, ou un passage sous un portique ?

Il y aurait croissance de la valeur de la production du fait de la fabrication et de l'installation de ces appareils, mais il y aurait aussi suppression de 300 000 emplois de caissières.

Alors la décroissance et l'emploi dans tout ça ?

Il s'agit de vivre aussi bien, si possible, en consommant très différemment d'aujourd'hui ; pour certains biens et services, nettement moins, mais pas pour tous.

L'objectif est d'en finir avec les modes

de vie actuels, qui envoient la planète dans le mur.

Considérons le cas des pays riches. On peut imaginer de consommer beaucoup moins d'énergie en revoyant complètement la conception des logements : il a été démontré qu'une maison individuelle conçue pour utiliser le moins possible d'énergie réduit la consommation de 70% (avant tout recours à des énergies alternatives) : évidemment, il faut beaucoup plus de main-d'œuvre pour construire cette maison qu'une construction traditionnelle.

Dans l'agriculture, bien sûr, en revenir à une agriculture non-productiviste augmente nécessairement la main-d'œuvre.

La France est un pays particulièrement en pointe pour les gains de productivité destructeurs d'emplois : un pays où il est possible de passer une nuit dans un hôtel sans rencontrer âme qui vive, tout se faisant automatiquement ; en revenir à des relations plus humaines serait souhaitable et positif pour l'emploi.

D'autres exemples ; il est bien connu que bien des services aux personnes ne sont pas assurés dans notre société de croissance.

En matière de commerce, faire le choix du petit commerce de proximité permettrait de recréer des centaines de milliers d'emplois (ceux qui ont disparu dans les épiceries, boucheries, magasins de fleurs, stations-services, etc., tués par les grandes surfaces). Et il a déjà été démontré que cela ne reviendrait sans doute pas plus cher, tout bien pesé, aux consommateurs.

La décroissance correspondant aussi à une volonté de limiter les déplacements en véhicule à moteur, il faudrait aussi davantage de production et de réparations de vélos ; d'ailleurs, dans la réparation des objets en panne mais pas usagés, il y a une mine d'emplois.

La décroissance ne semble donc a priori pas plus néfaste à l'emploi que la croissance, c'est même plutôt l'inverse.

Reste la question : peut-on vivre aussi bien avec beaucoup moins d'argent qu'actuellement ?

Lucien Recrosio ■

Texte paru initialement dans Alp'Azur Ecologie, novembre 2004.

Témoignage d'exclusion

**La contestation du capitalisme ne suffit pas.
Il faut intégrer dans la décroissance la critique
de la notion même de développement.**

En gare de Montélimar, une quinquagénaire SDF s'avance vers moi, main tendue. Elle est désespérée : "la droite nous appauvrit chaque jour un peu plus", s'exclame-t-elle ! "Mitterrand nous avait donné le RMI, mais aujourd'hui, rien ne va plus et la droite parle de le supprimer. Heureusement que nous avons dit non au traité. Avec Fabius, ça va être mieux !".

Elle est outrée quand je lui rappelle que Jospin a privatisé à tour de bras. Quand je m'insurge contre l'hypocrisie de la gauche pour laquelle je vote, mais dont je n'attends plus rien ! Elle refuse d'admettre que le RMI sert surtout à contenir une explosion sociale et que sa suppression nous forcerait à nous mobiliser pour lutter. Je lui confie que, voilà quatre ans, je me suis exclu volontairement et que je serai bientôt dans sa situation. Pourtant, je ne suis pas inquiet, je parcours la France, je rencontre beaucoup de personnes à la dérive et j'en découvre d'autres qui s'organisent pour créer du lien social, des activités de proximité pour vivre en marge du système. Elle m'écoute attentivement, voudrait en savoir davantage. Son visage s'illumine quand, au moment de nous quitter, je lui propose de garder le contact.

Les positions de la gauche

Cette rencontre révèle chez moi la marginalité de mes positions quand je les confronte autant au discours dominant (cela va de soit) que lorsque je constate les analyses de la presse de gauche reflétant celles du mouvement social. En dehors de toute comparaison sur la sincérité des engagements politiques des uns et des autres, là où la droite (1) pose la question de l'origine des richesses, la gauche répond équité de la redistribution (2). Est-ce que les porte-parole de cette gauche éludent volontairement les vraies questions ?

Mis à part le regain de confiance qu'une certaine gauche semble accorder à un Fabius soudain attendri par les sirènes du mouvement social, je ne validerais pas une analyse qui se limiterait à étudier seulement la redistribution des

richesses. Je me permettrais de prolonger cette réflexion en m'interrogeant sur l'origine de ces richesses, les conséquences de leur création et l'organisation de leur redistribution.

Tous les économistes s'accordent pour annoncer que la richesse cumule du travail et des matières premières. Plus précisément, elle se crée par l'exploitation de la force de travail et l'exploitation des ressources naturelles (sans oublier la spéculation monétaire qui en dépend). Jusque là, cette création ordonnée par le capitalisme produit les effets que l'on observe partout : destruction sociale, pollution, épuisement des ressources. Ce n'est certainement pas ce modèle économique que nous défendrons. Poursuivant le décryptage des analyses de la presse de gauche, je découvre une revendication : "une croissance non productiviste riche en emplois" (3). Je connaissais le commerce équitable et le développement durable, voici un nouvel oxymore à trois étages ! (guère mieux que l'économie sociale de marché). Perçoit-on la réalité d'une telle proposition ?

Analyse capitaliste

Le capitalisme a construit un système de prédation en intégrant toutes les régions du monde dans la compétition généralisée et la course à la croissance sans limite. Les conséquences au Sud sont dramatiques et s'observent aussi chaque jour davantage au Nord. Si la construction européenne n'a d'autre objectif que de renforcer sa capacité à résister à ce jeu absurde sinon à en être acteur, elle doit en assumer les conséquences aussi bien sur

(1) Nicolas Sarkozy s'insurgeait contre les partisans du "non" quelques jours avant le scrutin du Traité constitutionnel européen : " Il faut bien produire des richesses pour pouvoir les redistribuer". En cela, il reprenait le préambule du texte constitutionnel : "une économie sociale de marché".

(2) Denis Sieffert (directeur de la rédaction de *Politis*, le 9 juin 2005) : "On en revient toujours à la question à laquelle se résume toute la politique : la redistribution des richesses. Et, en ce domaine, ce sont les intentions qui comptent. Nul n'ignore dans quel sens irait la redistribution voulue par M. Sarkozy, porte-parole du Medef. Sorte de Guizot d'une nouvelle bourgeoisie des affaires, il prône le "laisser-faire" à la sauce du vingt et unième siècle".

(3) Dominique Plihon (membre du conseil scientifique d'Attac) dans *Politis* du 9 juin 2005.

le plan interne qu'au-delà de ses frontières. Conscients déjà de participer, nous Occidentaux, à la prédation de 85% des ressources planétaires et de notre responsabilité concernant la misère des populations du Sud, notre souci de solidarité et de justice nous conduirait plutôt à revoir notre niveau de vie. C'est bien ce que j'entends dans certaines propositions comme : "une croissance non polluante et économe en ressources non renouvelables" (3).

Nous sommes certainement nombreux à en accepter les conséquences. J'imagine notre niveau de vie correspondant à nos capacités de créer des richesses produites sur nos propres ressources. Difficile à évaluer certainement. Dans un premier temps, nous gagnerions certainement à nous débarrasser de tout ce qui est générateur de nuisances : le commerce international, les transports internationaux, le tout routier, la voiture individuelle, l'armement, le nucléaire, le principe des subventions interdisant toute capacité d'autonomie, le travail salarié sans la maîtrise de la finalité de l'acte productif. Ensuite, soyons certains que sans contrôle de la production, la consommation n'a aucune chance d'être orientée vers la qualité plutôt que la quantité de biens. Pourtant, nous gagnerons tous à ce changement de cap, ainsi que notre planète. Dans cette optique, je m'étonne de propositions productivistes telles que : "financer de grands industriels, de recherche et de développement, de rénovation urbaine et de transports publics non polluants (ferroviaire)" (3).

Les acteurs sociaux et leurs revendications

Au-delà de cet état des lieux, pour les acteurs susceptibles de se fédérer en s'opposant à ce système de destruction (mouvement social, associations de solidarité, société civile, médias), à l'évidence, le plus difficile est de parvenir à construire un projet de société cohérent.

D'un côté, les médias se font peu l'écho d'une alternative crédible à mon sens.

De l'autre, les propositions émises communément par les acteurs sociaux dépassent rarement le maintien des acquis sociaux, la valorisation du pouvoir d'achat et l'aide au tiers monde. L'un et l'autre de ces domaines de revendications se heurtent à la limite propre au système lui-même (capacité de production, rapport de domination, limites physiques de la planète) à les satisfaire.

Se focaliser sur la revendication d'un Etat redistributeur nous contraint à légitimer, chez nous, une gestion des nuisances engendrées par le système plutôt que de s'en prendre à leur origine. De même que pour les populations du Sud, nous sommes plus enclins à revendiquer des mesures généreuses telles que l'annulation de la dette, le commerce équitable, l'aide au développement, le micro crédit, la taxation des transactions financières. qu'à rechercher les causes réelles de la pauvreté et que de constater les limites de ces revendications.

Si nous éprouvons autant de difficultés à imaginer un autre mode de fonctionnement social, un autre modèle économique, c'est bien parce que ce système s'est forgé, par ses assises historiques, une grande capacité à nous formater et à effacer de notre esprit l'origine même de la création de l'Etat moderne, à savoir l'organe gestionnaire du capitalisme.

Quelques propositions

Personne ne conçoit que nous puissions préserver notre humanité sans rejeter le capitalisme historique ou pire en entreprenant de l'aménager. Si nous envisageons difficilement des solutions efficaces, entendons-nous déjà sur ce que nous sommes prêts à abandonner : la croissance, le productivisme, la valorisation de la propriété, la réussite matérielle.

En contrepoint, observons avec intérêt parmi les expérimentations vécues au Nord et au Sud porteuses de solidarité, celles qui ouvrent la voie à l'émancipation, à l'autonomie, à d'autres rapports dans la production et l'échange de proximité, à la convivialité. Des alternatives portant les exigences des populations pour préserver leurs cultures traditionnelles et les équilibres écologiques.

La contestation du développement

Bien que convaincus de la forte capacité du système à nous empêcher d'entrevoir une issue, force est de constater qu'il nous sera indispensable, pour imaginer un projet de société alternatif, de construire une démocratie directe. Toute la difficulté est là ! Trouver des convergences d'opinions et d'actions jusqu'à concevoir une autre construction politique. Prophète serait celui qui pourrait la modéliser mais je suis persuadé que ce projet ne sera réaliste que si nous nous accordons sur des bases communes, en priorité la non-collaboration avec le système et en rejetant l'imaginaire du développement.

Gérald Almarcha ■

Décroissance et emploi : le couple infernal

Pour s'orienter vers une politique de décroissance soutenable, faut-il conserver le refrain des politiques actuelles concernant le nécessaire emploi comme garant de notre niveau de vie ?



DR

La décroissance apparaît comme évidente et incontournable à ceux qui font un bilan négatif de notre mode de vie suspendu à l'équation plus = mieux et qui s'appuient sur le fait que nous vivons dans un environnement fini ou limité.

Ses adeptes prônent généralement deux grandes directions pour aller vers la décroissance :

- La première est individuelle et se traduit par une consommation réfléchie et modérée et aussi par une réappropriation de certains secteurs d'activité. Elle peut se résumer à ce que l'on appelle "sobriété volontaire".

- La seconde vise à changer les politiques énergétiques, agricoles, des transports... en s'appuyant sur deux arguments principaux : la défense de l'environnement (ou du milieu) et la création massive d'emplois.

- Une troisième pourrait être adoptée mais elle a le "désavantage", par rapport à la précédente, même si elle a infiniment plus d'intérêt sur le plan de la baisse de l'empreinte écologique globale (et aussi sur le plan social évidemment), de supprimer purement et simplement un grand nombre d'emplois.

Activités substitutives

La deuxième piste propose d'abandonner les activités nuisibles, la fabrication d'armement par exemple, mais toujours pour les remplacer par d'autres, moins polluantes, plus utiles socialement, comme la fabrication d'éoliennes ou de panneaux solaires. Pourquoi opérer par substitution ? Toujours pour essayer de résoudre cette question de l'emploi sur laquelle on butte et dont on se débarrasse comme d'une patate chaude en remplaçant des emplois par d'autres. On omet cependant de nous dire que l'on remplace en général plusieurs activités par une seule.

Si on considère l'abandon de la filière nucléaire pour mettre à la place les énergies renouvelables, on remplace un outil par un autre. Mais peut-on contester que les emplois que représente le nucléaire dans son ensemble (comprenant l'amont et l'aval, l'extraction des carburants, la construction des centrales, les déchets, le nucléaire militaire, les guerres, les reconstructions...) sont infiniment plus nombreux que ceux qui seraient nécessaires au remplacement du seul nucléaire civil ? Evidemment non. Comment soutenir sérieusement que des équipements desti-

nés à fournir de l'énergie d'une manière beaucoup moins centralisée (donc avec des réseaux de transport de l'énergie nettement plus réduits), sans carburants (pour le solaire et l'éolien) et dont les moyens à mettre en œuvre pour leur démantèlement (qui ne nécessite ni de "traitement" des déchets sur des milliers d'années ni de nécessaire recyclage des matériaux soi-disant faiblement radioactifs) ne sont que de l'ordre de quelques jours, puissent requérir davantage de main-d'œuvre ?

Les écologistes mettent en avant le danger nucléaire — et ils ont raison bien sûr — mais ils occultent le reste. Ce qui montre les limites de leur engagement sur le plan global, résultant de leur incapacité à proposer des pistes viables et forcément radicales (qui découlent des causes profondes et ne cherchent pas à concurrencer les fausses solutions) et qui les conduit, malgré eux, à faire allégeance au système capitaliste ou redistributiste.

En prenant la seule composante sociale, on trouve une multitude d'activités (secteurs commerciaux, bancaires, militaires, policiers, administratifs, touristiques, de productions de qualités les plus basses possible, des transports de marchandises et des personnes...) toutes aussi nuisibles les unes que les autres et le gisement semble inépuisable (il était estimé il y a plus de trente ans par le collectif Adret à environ 75% de l'ensemble) si on continue de tirer sur la ficelle. La question de leur remplacement n'est que très peu abordée par les "décroissants" puisqu'ils ne remettent pas en cause leur utilité. Et cette remise en cause n'a pas lieu parce que l'on ne sait pas comment pallier les suppressions d'emplois que cela engendrerait. Donc on résout la question de l'emploi en feignant d'ignorer la chose et en conservant ces activités à tout prix.

L'emploi est devenu l'argument justifiant la création ou le maintien d'une activité. Il est abondamment repris comme flambeau par bon nombre de décroissants, qui se veulent aussi écologistes et clament, chiffres à l'appui (évidemment très contestables en raison de l'étroitesse de la prise en compte), que les énergies renouvelables, la culture biologique et biens d'autres choses nécessitent plus

d'emplois que ce que l'on veut remplacer. Ce qui est non seulement faux mais c'est en plus l'inverse qui se vérifie : ce qui est valable pour le nucléaire l'est pour toutes les activités humaines, qui sont extrêmement nombreuses, à visée productiviste et expansionniste.

Dans le domaine agricole par exemple, une relocalisation des cultures et des élevages (avec une nette tendance vers le végétarisme) associée à un retour à une taille modeste des fermes et à un écoulement lui aussi local des produits a des conséquences importantes sur les secteurs connexes. La rationalisation de l'utili-

lisation de moyens mécaniques, voire le retour à la traction animale dans un certain nombre de cas a pour effets de diminuer l'activité des constructeurs et la consommation de carburants fussent-ils bios. L'abandon de l'utilisation des engrais et pesticides chimiques fait disparaître les industries correspondantes et ce que celles-ci induisent en amont et en aval. La vente directe du producteur au consommateur supprime les intermédiaires, grossistes, petits commerces ou hypers et

bien sûr les transports nécessaires à ces transactions. La liste est loin d'être complète et si on faisait la somme, on ne pourrait que constater le gâchis actuel comparé aux moyens en énergie, matières premières et main-d'œuvre employés par les petits agriculteurs ayant fait le choix du local et de la qualité.

Nier cet état de fait reviendrait à attribuer une meilleure productivité au système qui est remis en cause par des décroissants et donc à rendre leur lutte injustifiable sur un plan autre qu'écologique. Ceux-ci persistent à vouloir le beurre et l'argent du beurre, créer des emplois et diminuer l'empreinte écologique, ce qui est une impasse. Car faire reposer la qualité d'une activité, outre son utilité sociale si elle est reconnue, également sur le fait qu'elle nécessite plus d'emplois qu'une autre, c'est nier que tout emploi, quel qu'il soit, a des conséquences écologiques néfastes.

Cette obsession persiste uniquement parce qu'on n'a pas de solution de rechange toute faite, prête à l'emploi. Mais on

De nombreux décroissants persistent à vouloir le beurre et l'argent du beurre, créer des emplois et diminuer l'empreinte écologique, ce qui est une impasse.



DR

n'en aura jamais, sachons-le. Est-ce que ça justifie que l'on continue à garder la tête dans le sable ? Ne doit-on pas avancer quand même ?

Vous avez dit "vacances" ?

On entend parfois qu'il vaut mieux être au chômage que fabriquer des armes. Facile à dire quand on n'est pas concerné. Pourquoi ? Parce que le chômage est généralement subi (bien qu'il soit de plus en plus souvent "choisi") et qu'il engendre la précarité par le caractère temporaire des indemnités qui lui sont assorties et par la pression qu'il exerce sur les salaires et les contrats de travail.

Mais alors pourquoi, si on reconnaît plus d'intérêt social à ces vacances qu'aux emplois qui ont été abolis, ne donnerions-nous pas à ce nouvel état les moyens de subsister ? En maintenant l'intégralité des salaires, qui ne représentent qu'une partie des coûts de ces emplois supprimés, et auxquels il faut ajouter le coût écologique, bien plus important, représenté par les matières premières à peu près définitivement gâchées et l'énergie elle aussi perdue. Ce coût écologique représenté par les moyens qui sont utilisés pour les constructions des infrastructures, pour leur fonctionnement, pour les productions qui en découlent et pour les déplacements qui leur sont nécessaires, serait ainsi économisé. Pourquoi s'en priver ?

Permettre à de tels choix de perdurer serait alors l'objectif suivant qui se verrait atteint par le seul fait que ce revenu ne serait plus limité dans le temps, limite qui continuerait sinon d'imposer à son bénéficiaire de s'employer à nouveau à n'im-



porte quelle tâche dans le seul but d'assurer sa survie. Etendre la remise en question et les nouveaux fonctionnements (provisoires) qui en découleraient à d'autres secteurs d'activités serait la suite logique et "naturelle" de ce qui précède.

Peut alors survenir l'objection suivante : si le nombre de gens qui travaillent diminue considérablement et que donc la production diminue elle aussi, même si ça n'est pas tout à fait dans les mêmes proportions, la quantité de richesses produites va baisser et donc les salaires aussi. Si ce fait n'est pas contestable, en quoi constitue-t-il un problème ? Du seul fait, reconnaissons-le, que nombre d'entre nous raisonnent encore en termes de pouvoir d'achat. Il faut s'extraire de ce formatage de la raison, bon pour le "croissant", qui veut bien travailler moins, mais ne veut pas que ses revenus baissent ; il faut faire preuve de cohérence et avant tout réaliser que le salarié n'en est plus un, que sa place dans la société n'est plus la même, qu'il ne sert plus La Société mais qu'il construit une organisation sociale qui lui permettra de vivre en accord avec son milieu, dont il dépend complètement et qu'il doit donc préserver "à tout prix".

Reconnaître que la suppression des trois quarts de ces emplois est positive c'est du même coup reconnaître comme positif le fait de ne plus consommer la production correspondante. Les moyens (l'argent) qui permettaient ces acquisitions n'ont donc plus de raisons d'exister. Donc moins on gagne mieux on vit puisque notre pression écologique diminue.

Mais les vieux réflexes ayant la peau dure, il reste qu'on ne peut quand même pas payer, même de moins en moins, de plus en plus de gens "à ne rien foutre". On a toujours tendance à se mettre dans

la peau de celui qui va se faire avoir, donc qui continue de travailler et va regarder les autres profiter de leur temps libre.

“L’oisiveté” est-elle un danger ?

Essayons quand même de nous imaginer oisif tout en ayant les moyens de subsister. Que va-t-on faire ? Profiter de cet avantage et définitivement s'installer dans la contemplation de la société qui avancerait sans nous ? Supposons que ça puisse être le cas de certains d'entre nous. Est-ce que ce sentiment d'auto-exclusion ne nous ramènerait pas vers un besoin de participer ? Peut-être, mais peut-être pas suffisamment.

On peut alors imaginer que dans le pire des cas, ceux qui ont la "malchance" de continuer de travailler (parce que leur travail a été jugé utile jusque là, par la collectivité et donc par eux aussi, n'oublions pas de le préciser) ne toléreront plus cette situation. Que leur restera-t-il à faire de tout à fait légitime en dernier ressort ? Cesser leur activité, ce qui permettra de remettre en cause la pertinence de cette production d'une part et aussi de poser la question de la répartition du travail.

Observons que jusque là, l'évolution de la société ne poserait guère de problèmes, au contraire, puisque le bénéfice global est incontestable mais sans doute encore trop mal réparti lui aussi.

Notons aussi que la question de l'inégalité ou de l'égalité des revenus n'a pas encore été posée et que si la masse salariale globale a été diminuée dans la proportion des emplois supprimés, des injustices subsistent et doivent être prises en compte. En effet, on peut imaginer que des emplois supprimés qui étaient auparavant mieux payés (il y a d'ailleurs de fortes chances pour que les exemples soient multiples : publicité, armement, commerce...) donnent lieu à une rétribution supérieure à celle allouée à ceux qui continuent leur activité initiale, même si elle est diminuée proportionnellement à la baisse de la production (ou au chiffre d'affaires ?).

On pourrait alors avancer l'hypothèse du revenu égalitaire et universel qui aurait le mérite de ne pas privilégier a priori une activité plutôt qu'une autre. Toutes étant considérées comme provisoirement utiles, ceci prévaudrait sur l'éventuel prestige ou image dégradante que l'on pourrait accoler à l'une ou à l'autre des tâches et déjouerait les volontés de

justifier un revenu adapté à la vision toute subjective que chacun d'entre nous pourrait avoir. Et la recherche n'étant plus le profit mais les moyens donnés à chacun de vivre, quoi de plus juste que l'égalité économique qui reste cependant un pis aller étant donné l'inégalité des "besoins" de chacun. En attendant la prise au tas...

La répartition des revenus et du travail reste une question épineuse qui nous empêche non seulement d'avancer mais de faire même le premier pas.

Certains prônent un service social, géré par l'Etat, d'autres une organisation qui découlerait des pratiques.

Trancher en faveur de l'un ou de l'autre n'est cependant pas l'urgence. Ce qui nous presse, très nombreux sont ceux qui le clament, c'est de sortir de cette fuite en avant et donc d'entamer la décroissance. Celle-ci se traduira inévitablement par une diminution très importante de la quantité de travail, même si cette réduction est sensiblement amortie par une augmentation de la part due aux "nouvelles" pratiques adoptées dans les activités restantes (les fameuses créations d'emplois qu'avancent les décroissants). Mais cette diminution de l'emploi se fera très progressivement et il y a fort à parier qu'il sera difficile de maintenir, au moins dans une première période, les revenus des emplois "perdus", toujours à cause de ce réflexe tenace qui veut maintenir le salariat, même chez les décroissants. Ayant cependant opté pour la décroissance et non pour l'emploi, et la tendance s'amplifiant, on observera que les "chômeurs" vivront de mieux en mieux (et ils seront aussi de plus en plus nombreux, de plus en plus nombreux aussi à pouvoir se consacrer à des activités jugées utiles par eux et donc par la collectivité) puisque n'ayant plus à supporter eux aussi le financement des activités nuisibles, ils n'auront plus les mêmes besoins en termes de pouvoir d'achat. La baisse des revenus, engendrée par une baisse de la production, sera donc un indicateur de qualité de vie. Et c'est bien l'abandon de la subordination du revenu au travail qui permettra cette tendance. Sans ce divorce, la décroissance demeurera insoutenable, n'ayant pas résolu la contradiction : plus (d'emplois) = mieux (social et écologique).

Nous serions alors entrés dans le distributisme, sans le nommer, presque sans le savoir, tout en sachant que l'évolution vers le moins aurait encore beaucoup à nous apporter.

Patrick Urlacher ■



Petite phrase

"*Tout en veillant à ne pas laisser les fascistes définir ce qu'est la nation, ni décider à qui elle doit appartenir, nous devons nous rappeler que le nationalisme — sous toutes ses formes : socialistes, capitalistes, fascistes — a été le moteur de presque tous les génocides du vingtième siècle. La question du nationalisme réclame la plus grande prudence.*"

Arundhaty Roy
Ecrivaine indienne.

ETATS-UNIS

Recherche inféodée au politique

Deux associations, l'UCS, Union des scientifiques concernés et PEER, Employés publics pour la responsabilité environnementale, ont distribué un questionnaire aux chercheurs travaillant pour

l'environnement pour connaître l'influence du politique sur leurs travaux. Malgré des consignes des autorités pour ne pas répondre au questionnaire, 1400 personnes, soit 30% des demandes, ont répondu. 56% citent au moins un cas où une intervention politique a modifié les résultats d'une étude et 20% affirment avoir déjà eu l'ordre de modifier leurs rapports. Certains racontent que cela va même, pour protéger des intérêts économiques, jusqu'à inverser les résultats ! (Libération, 11 février 2005)

Europe sous influence

Alors qu'aujourd'hui 70% des lois nationales sont des transcriptions des directives européennes, on peut s'interroger sur l'origine de ces directives. Au côté de 732 députés européens, légitimement élus, mais presque sans pouvoir, on compte 2700 personnes qui travaillent pour la Commission



DR

européenne (ce qui correspond à 2% de l'administration du gouvernement fédéral des Etats-Unis) et surtout 15 000 lobbyistes ou "professionnels de l'influence". 2600 lobbies ont pignon sur rue à Bruxelles... Plus ils sont gros, plus ils sont proches des bâtiments européens. 40% des lobbyistes représentent des groupements d'industriels, 12% directement des entreprises, 10% des agences de relations publiques et 10% des cabinets juridiques. Ces deux catégories travaillent essentiellement pour les deux précédentes. 17% pour la "société civile" : regroupement d'associations d'environnement, de consommateurs, d'étudiants, de défense des droits humains,

etc. Enfin 10% représentent d'autres institutions (ONU, OMS, Banque mondiale, régions...). Des associations ont décidé de se mobiliser pour demander au moins la transparence sur ce lobbying en adoptant les mêmes principes qu'aux Etats-Unis : quand un budget lobbying dépasse 10.000 dollars, l'identité des professionnels doit être rendue publique, dire pour qui ils travaillent, leur budget. Ceci est public sur le site du sénat américain. (Imagine, été 2005)

Tous pourris ?

Le *Canard enchaîné* a révélé que les trois quarts des députés élus en 1993 avaient reçu un financement de la société Véolia (ex-Générale des eaux). Penser que tous nos députés sont achetés ne serait donc pas qu'une impression et explique sans doute leur intérêt pour les grands travaux, le nucléaire, l'armement... Et bien sûr la Constitution européenne au service des multinationales.

Décroissance

■ **Petite phrase.** "*La France est malade. La pauvreté augmente. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'étend. L'ascenseur social n'est pas en panne, il marche à l'envers. Aujourd'hui, les parents ont la certitude que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. C'est un phénomène inacceptable et dangereux pour la démocratie.*"

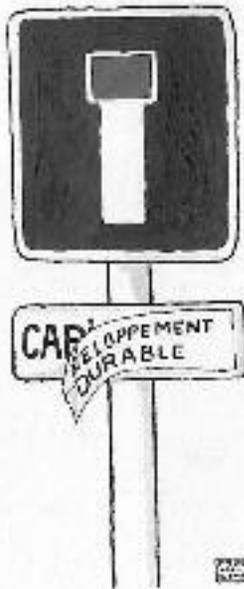
Déclaration du préfet de la région Paca, La Marseillaise, 24 février 2005.

Eh oui, le gâteau étant limité à une planète, si les plus riches prennent tout, les autres n'ont plus rien !

■ **Rapport du PNUD.** Le rapport du programme des Nations-Unies pour le développement, rendu public le 3 juin, met clairement en évidence l'état de dégradation global de la planète et pose la question de l'urgence d'une "autre croissance" : "Nous avons connu dans les trente dernières années des changements plus rapides que jamais dans l'histoire humaine (...). Perte des zones humides, déforestation, effondrement de nombreux stocks de poissons, érosion des sols, disparition des espèces sont quelques-unes des conséquences de ce changement (...). Notre demande toujours croissante pour les biens que fournit la nature crée une série d'énormes empreintes maintenant visibles depuis l'espace" (...)

83% de la surface du globe sont directement influencés par l'activité humaine (...). Pour survivre nous devons sortir de l'ère de la conquête de la nature et entrer dans une nouvelle ère, l'ère de la durabilité et de la gestion prudente".

■ **Verts menteurs.** Rapporté par Charlie-Hebdo du 16 mars dernier, le nouveau jeune secrétaire du parti aurait déclaré : "La décroissance est un concept que nous portons depuis notre création". Le jeune Yann Werling oublie sans doute qu'aux dernières élections présidentielles, en 2002, la profession de foi du candidat Noël Mamère, seul document des Verts distribué dans tous les foyers, se prononçait pour "une croissance durable".



■ **1200 euros par mois ?** La Fondation Copernic, une association "de gauche" proche d'Attac, a lancé un appel sous le titre "personne ne peut vivre à moins de 1200 euros par mois" qui demande que tout le monde gagne plus que cette somme ! On peut s'interroger sur le niveau de revenus des intellectuels qui lancent ce genre d'appel. Les chiffres de l'INSEE indiquent en effet que la moitié des ménages (et non des individus !) en France vivent avec sensiblement cette somme ! Non seulement on peut vivre avec cette somme, mais même on peut en vivre bien si on refuse de plonger dans la course à la consommation (la voiture mange un tiers du revenu d'une personne au Smic par exemple). Face à la crise écologique majeure actuelle, ce genre d'appel est totalement irresponsable. Le bon appel devrait être "Personne ne devrait avoir le droit de gaspiller plus de 1200 euros par mois". Pour info : à *Silence*, le revenu de ceux qui travaillent le plus (27h30 par semaine pour deux des salariés) est de 1000 euros pas mois... les autres vivent avec moins.

■ **Le développement en questions.** Le ROCADe, Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement, et l'association Solidarité ont réalisé un CD-Rom qui peut servir pour animer une conférence, appréhender la question du développement et le critiquer. C'est une succession d'images de différents pays qui démentent le discours officiel. Un commentaire est complété par des interventions de Pierre Rabhi et de Rajagopal (Inde) sur les alternatives possibles. On peut commander ce CD contre 15 € (+1,20 € de port) à Solidarité/Rocade, BP 52, 7 bis, avenue Foch, 81602 Gaillac cedex.

■ **Objecteurs de croissance.** Hervé-René Martin et Hélène Lioult finissent actuellement le montage d'un film de 52 mn sur le thème de la décroissance. On y rencontre des élèves ayant travaillé sur ce problème, des interviews de Pierre Rabhi, François Schneider et son ânesse Jujube, quelques élus locaux... Le film devrait passer sur France 3 en 2006. Il sera projeté en avant-première le 3 octobre à Marseille, et suivi d'un débat avec Serge Latouche. Un appel est lancé pour ceux et celles qui veulent organiser des débats autour du film. On peut prendre contact avec Hélène Lioult, Airelles-Vidéo, tél : 04 42 96 58 92.

Sauvons les semences paysannes

Actuellement, ne sont commercialisables en France que les semences inscrites au catalogue officiel... ce qui de fait limite le commerce aux seules grandes variétés appartenant aux multinationales. Les amateurs de biodiversité, les agriculteurs bio, les opposants aux OGM animent une campagne "Sauvons les semences paysannes" (tél : 05 63 41 72 86) pour demander le libre-échange des semences. Ceci n'a rien d'utopique puisque chez nos voisins suisses, une loi fédérale précise que "les semences d'une variété locale peuvent être mises en circulation sans que la variété soit enregistrée dans la catalogue et que ces semences soient certifiées", les seules exigences sont un étiquetage spécial précisant que ces semences ne sont pas officielles, que les quantités soient limitées et qu'une comptabilité des échanges soit tenue par les producteurs. Si les Suisses le font, l'Europe peut aussi le faire.



Agriculture biologique

■ Les femmes plus bio !

Selon une enquête CSA réalisée en octobre 2004, 48 % des femmes consomment occasionnellement du bio contre 41 % des hommes. C'est le côté aliment sain qui les attire.

■ Aveyron : la gestion du bois.

Le mouvement de culture biodynamique organise les 22 et 23 octobre un séminaire sur la gestion du bois dans l'exploitation agricole à Najac (Aveyron) : comment gérer la forêt, favoriser la diversification des espèces, utilisations du bois dans l'autoconstruction, le chauffage, le compostage, dans l'alimentation animale... Pour en savoir plus : *Didier Vallet, Le Mas de Jammes, 12260 Villeneuve-d'Aveyron, tél : 05 65 81 72 62 ou Soazig Cornu, SABD, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 37 01.*

■ Bouches-du-Rhône : le guide.

Un guide de la bio, de l'environnement et de la vie saine est disponible gratuitement (contre une enveloppe A5 timbrée à 1,45 €)

sur demande à *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ Normandie : le guide.

Un annuaire gratuit de la bio en Basse-Normandie, 64 pages, peut être demandé au *GRAB, 6, rue des Roquemonts, 14053 Caen cedex 4, tél : 02 31 47 22 29.*

Porter son enfant



☞

Le portage des enfants à l'aide d'une écharpe (qui peut être issue du commerce équitable en coton bio) a beaucoup d'avantages. Tout d'abord, dans un souci de décroissance, on peut ainsi éviter d'avoir recours à une poussette : l'enfant peut être porté par le père et la mère jusqu'à l'âge de 4 ans (soit environ 20 kg). Mais il a aussi des avantages physiologique :

l'enfant bénéficie d'une proximité rassurante qui lui permet d'éviter le stress, de faciliter son sommeil et l'expérience montre que cela stimule son développement moteur (les enfants portés marchent souvent plus tôt). Le portage aide les parents à tisser une relation plus profonde avec l'enfant, tout en leur laissant les mains libres. Il existe en France un réseau qui met en relation les parents porteurs et donne des conseils sur les moyens de bien porter (sur le dos, le ventre ou sur la hanche) : *Réseau Lana, Le monde de bébé, 18, route de la Chapelle, 67190 Mollkirch-Laubenheim, tél : 03 88 49 00 54.*

Alternatives



GENÈVE

Cercles de compassion

Un cercle de compassion est un outil simple et puissant pour aider les gens à communiquer de façon plus honnête et ouverte. C'est une alternative aux structures hiérarchiques rigides. Entre autres choses, les cercles de compassion nous aident à écouter sans juger, encourage la compréhension et la coopération, aide à mettre en pratique des solutions créatrices aux problèmes, aide à construire des ponts entre les différences, aide à résoudre les disputes et atteindre des consensus, renforce la réconciliation et le pardon.

Les structures hiérarchiques habituelles cultivent les divisions entre les gens. Quand les gens se mettent en cercle, ils deviennent très conscients que, à un niveau profond, cette séparation est inexistante. De tels cercles aident donc à corriger l'impression que nous sommes seul(e)s pour faire face à la dureté de la société moderne. Ils nous rappellent que nous sommes tous un.

Les cercles constituent des endroits excellents pour apprendre des leçons positives sur le pouvoir. Le leadership des cercles s'effectue par rotation, de sorte que chacun-e a l'occasion de faire l'expérience du rôle de leader. Il n'existe pas de hiérarchie, seulement le leadership interactif et distribué. La fondation Sommet mondial des femmes organise à Genève les 5 et 6 novembre un atelier autour de ce concept pour apprendre à l'utiliser au mieux. Inscriptions : *Fondation Sommet mondial des femmes, BP 2001, CH 1211 Genève, tél : 0041 22 738 66 19.*

Chapeau de paille

Chapeau de paille est un regroupement d'une vingtaine d'exploitations agricoles qui proposent à tous ceux et celles qui le veulent de venir faire eux-mêmes les récoltes de leurs produits, ce qui baisse évidemment les prix. La qualité est dite "respectueuse de l'environnement", mais apparemment ce n'est pas bio. La démarche est partie en 1984 d'une première ferme en Val-d'Oise.



- Cueillette de Pithiville, RN 13 entre Evreux et Lisieux, 27000 Pithiville, tél : 02 32 34 37 59.
- Cueillette de Séresville, CD 105, 28300 Mainvilliers, tél : 02 37 21 42 40.
- Les jardins de Meslay, RN 10, 37210 Parçay-Meslay, tél : 02 47 29 05 20.
- Cueillette de Muizon, RN 31, 51140 Muizon, tél : 03 26 02 99 61.
- Cueillette d'Aulnay-sur-Marne, RN 3, entre Châlons et Epernay, 51150 Aulne-sur-Marne, tél : 03 26 66 07 07.
- Cueillette de l'Aragnon, chemin Bastard, bois de Pau, 64000 Pau, tél : 05 59 33 71 31.
- Cueillette de Peltre, route de Strasbourg, 57245 Peltre, tél : 03 87 74 32 93.
- Cueillette du moulin de Dachstein, rue Principale, 67120 Dachstein, tél : 03 88 49 31 48.
- Cueillette de Dorlisheim, D 392, entre Dorlisheim et Altorf, 67120 Dorlisheim, tél : 03 88 49 31 48.
- Cueillette du Paradis Vogel, moulin de la Hardt, 68520 Burnhaupt-le-Bas.
- Cueillette des Authieux, 76690 Clères, tél : 02 35 33 56 30.
- Cueillette des Jardins de Rutel, entrée de Meaux sur RN 3, 77124 Villenoy-Meaux, tél : 01 64 33 44 09.
- Cueillette de Servigny, D 50, entre Lieusaint et Nandy, 77127 Lieusaint, tél : 01 64 41 81 09.
- Cueillette de la Grange, RN19, allée des Tilleuls, 77170 Coubert, tél : 01 64 06 71 14.
- Cueillette de Compans, 23, rue de l'Eglise, 77290 Compans, tél : 01 60 26 88 39;
- Cueillette du Plessis, Rozay-en-Brie, 77540 Lumigny, tél : 01 64 07 71 41.
- Cueillette du Chanteloup, route de Provins, D 231, 77600 Chanteloup-en-Brie, tél : 01 64 30 26 37.
- Cueillette des vergers de Pamfou, rue de la Forêt, 77830 Pamfou, tél : 01 64 31 81 81.
- Ferme de Viltain, 78350 Jouy-en-Josas, tél : 01 69 41 22 23.
- Cueillette de Gally, route de Bally à Saint-Cyr, 78870 Bailly, tél : 01 39 63 30 90.
- Cueillette du Gois, route du Gois, 85630 Barbatre (île de Noirmoutier), tél : 02 51 26 55 98.
- Cueillette de Torfou, RN20, entre Arpajon et Etampes, 91730 Torfou, tél : 01 60 82 91 11
- Cueillette de Cergy, route de Courcelles, 95650 Puiseux-Pontoise, tél : 01 34 46 10 52.

SARTHE

L'émergence du changement

L'association Terre du Ciel organise son dix-septième forum sur ce thème du 29 au 31 octobre au palais des congrès du Mans. Renseignements : *Terre du Ciel,*



domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33.

PARIS

Festival du livre d'écologie

Le 3^e festival du livre d'écologie se tiendra le dimanche 20 novembre au Trianon, 80, boulevard de Rochechouart (Montmartre, Paris 18^e, M^o Anvers). Immense librairie avec de multiples thèmes : économie solidaire, faune et flore, ressources naturelles, santé, environnement, développement durable,



non-violence, relations nord-sud, urbanisme, habitat, agriculture, alimentation, biodiversité, climat, nucléaire, déchets, nature, OGM, pollutions, commerce équitable, politique, éco-citoyenneté, énergies alternatives... Dédicaces d'auteurs, débats, conférences, expositions... Entrée libre et gratuite. *Festival du livre d'écologie, maison des associations, boîte n°9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél : 08 71 37 10 93.*

LARZAC

Terres collectives

En 1973, naissent les GFA Larzac, groupements fonciers agricoles, mis en place pour acheter de manière collective des fermes convoitées par le camp militaire tout proche. En 1981, les paysans du Larzac gagnent la lutte et le projet d'extension de l'armée est abandonné. Les terres achetées par le ministère sont rendues aux paysans sous forme d'un bail emphytéotique. Les 6300 hectares sont exploités aujourd'hui par 67 agriculteurs. Les GFA sont maintenus et gèrent 1300 hectares qui sont confiés à 22 agriculteurs.

Le capital des GFA est partagé entre 3126 personnes qui possèdent 3894 parts de 152 €. Afin de permettre l'extension de cette gestion collective des terres, un appel est lancé pour augmenter le capital des GFA. Vous pouvez souscrire des parts en prenant contact avec GFA Larzac, Montredon, 12230 La Cavalerie, tél : 05 65 62 13 39.



Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que Silence est présent)

* **Lot-et-Garonne : 17^e Horizon vert.** 1^{er} et 2 octobre au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot. Thème de l'année : des territoires et des hommes, vers une culture écologique et solidaire... Conférences : la qualité environnementale des bâtiments, santé et territoires, les éco-hameaux, l'empreinte écologique, conservation de la biodiversité des fermes, la souveraineté alimentaire, le droit au logement, territoire et peuple palestinien... 240 exposants dont une cinquantaine d'associations. *Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.*

* **Drôme : 22^e foire bio de Montfroc.** 1^{er} et 2 octobre. La plus grande foire bio en plein air du sud-est de la France et l'une des plus conviviales dans un village à la limite de la Drôme et des Alpes-de-Haute-Provence. Produits bio, produits transformés, plantes aromatiques et médicinales, artisanat, associations... *Marie-Claude et André Bucher, Foire de Montfroc, domaine de Grigon, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 55.*

■ **Isère : définitivement bio.** 2 octobre dans la Grande cour de l'Abbaye, à Saint-Antoine-l'Abbaye. *Office de tourisme, place Ferdinand-Gilibert, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 44 46.*

■ **Bourges : festival international du film écologique.** 6 au 9 octobre, aux rives d'Auron. *Agence culturelle de Bourges, BP121, 18003 Bourges cedex, tél : 02 48 24 93 32.*

■ **Nord : Salon vie saine et bien-être.** 7 au 9 octobre au parc des expositions de Douai. Agri bio, santé, environnement, habitat sain, loisirs nature. *Gayant Expo, parc des Expositions de Douai, route de Tournai, BP 60093, 59502 Douai cedex, tél : 03 27 93 25 73.*

■ **Poitiers : 4^e Bien-être et mieux-vivre.** 7 au 10 octobre, au parc des expositions Les Arènes. Bio, médecines douces, artisanat, écoconstruction... *Loire Evénement, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

■ **Paris : 3^e Salon du livre anarchiste.** 8 et 9 octobre à la salle Olympe-de-Gouges, 13, rue Merlin, 75011 Paris (M^o Voltaire). Entrée gratuite. *Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.*

* **Ille-et-Vilaine : 14^e Ille-et-Bio.** 8 et 9 octobre, à Guichen, au sud-ouest de Rennes. 170 exposants, une quinzaine d'animations, autour de la bio, des énergies renouvelables, de l'habitat écologique, de la santé et des solidarités. 21 conférences dont le samedi à 14 h la bio, agriculture de demain, à 14 h, la communication non-violente, à 17 h, pour un monde sans faim... Le dimanche, à 11 h, l'habitat écologique groupé, à 11 h, les OGM, à 14 h : table-ronde sur la décroissance, à 14 h : projet de parc éolien coopératif... *Culture bio, Crotigné, 35580 Guichen, tél : 02 99 57 38 11.*

■ **Bouches-du-Rhône : troisième forum Habitat écologique.** Les 8 et 9 octobre à l'éco-musée de la forêt de Gardanne. Une quarantaine de stands : énergies renouvelables (solaire, éolien, bois), matériaux écologiques (briques, peintures, isolants, enduits, produits d'entretien...), réharmonisation de la maison (feng-shui et géobiologie), architectes. Parmi les conférences : le samedi : le solaire dans l'habitat (11h30), architecture bioclimatique méditerranéenne (15h15), j'attends une maison (16h45) ; dimanche : énergies renouvelables dans la maison (13h30), développement durable dans la maison (15h15), réchauffement climatique (15h15), se chauffer au naturel (16h30)... *Graines de vie, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyrichard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Montauban : 12^e foire bio.** 9 octobre au marché gare. Bio et artisanat. *Association Echo-Synergie c/o T. Serre, Saint-Julien, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 70 58.*

* **Isère : 16^e salon de l'écologie C'est tout vert.** 9 octobre au centre Equinoxe,

La Tour-du-Pin. Samedi 8 à 20h30 conférence exceptionnelle de Jean-Marie Pelt : "L'aventure des plantes" (entrée 5 €, donne droit à l'accès au salon le 9).

Contact : *association GUEPE, 645 grand chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.*

■ **Orléans : 8^e Bio Terre naturelle.** 15 au 17 octobre, parc des expositions. Bio, santé, environnement. *Orléans-Gestion, 1, rue Président-Schuman, 45074 Orléans, tél : 02 38 56 97 10.*

■ **Saône-et-Loire : 7^e festival des saveurs.** 16 octobre, La Chapelle-Naude. Thème de l'année : le lait et ses dérivés. *La Grange-Rouge, 71500 La Chapelle-Naude, tél : 03 85 75 85 84.*

■ **La Rochelle : 2^e Salicorne.** 21 au 23 octobre, parc des expositions. Eco-habitat, bio, énergies renouvelables, environnement... *Comité des fêtes, foires et salons, parc des Expositions, 17043 La Rochelle cedex 1, tél : 05 46 30 08 53.*

■ **Creuse : arboretum de la Sédelle.** 22 et 23 octobre, à Villejoie-Crozant, vente de plantes, balades contées... *Les Jardins de la Sédelle, BP 1, 23160 Crozant, tél : 05 55 89 83 16.*

■ **Ille-et-Vilaine : 4^e Vin et gourmandises bio.** 22 et 23 octobre à Cesson-Sévigné, près de Rennes. *Jean-Paul Lécluze Salons Animations, 28, rue du Pont-de-Sévigné 35510 Cesson-Sévigné, tél : 02 99 83 85 38.*

■ **Haute-Garonne : 9^e Salon Santé et Nature.** 28 au 30 octobre, la Grande Halle à l'Union. Santé et bio. *Diagonale, 18, rue des Sept-Troubadours, 31000 Toulouse, tél : 05 61 62 21 19.*

■ **Angers : 1^{er} Bien-être et mieux-vivre.** 28 au 30 octobre, au parc des expositions, bâtiment Novaxia. Bio, médecines douces, écoconstruction... *Loire Evénement, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

* **Jura : foire eco-bio de Longchaumois.** 29 et 30 octobre. Produits issus de techniques respectueuses de l'écologie, échanges entre producteurs et consommateurs. Contact : *Anne Lancon, 1187 route de Genève, 39310 Septmoncel, tél : 03 84 41 50 76;*

■ **Vendée : 2^e Salon du bien-être.** 5 et 6 novembre au parc des expositions de La Roche-sur-Yon. Bio et santé. *C2L Organisation, Théon, 17120 Cozes, tél : 05 46 90 11 52.*

* **Paris : 30^e Marjolaine.** 5 au 13 novembre au parc floral de Paris (M^o Château de Vincennes). Le plus grand et le plus ancien des salons écolos. 75 000 visiteurs, 550 stands : Bio, produits naturels, éco-produits, santé, artisanat, prêt-à-porter, jardinage, environnement, édition, tourisme vert. Parmi les conférences : grands barrages et biodiversité (Martin Arnould, WWF, samedi 5 à 12 h), la marchandisation de l'eau (Riccardo Petrella, samedi 5 à 14h), itinéraire d'un écologiste (Pierre Rabhi, dimanche 6 à 14 h), table-ronde militantisme et environnement (dimanche 6 à 16 h), économie et écologie (Alain Lipietz, Guillaume Duval, lundi 7 à 14 h), bio et changement climatique (Claude Aubert, mardi 8 à 14 h), objectif 100 % bio (Hugues Toussaint, mardi 8 à 16 h), la maison autonome (Patrick Baronnet, mercredi 9 à 14 h), l'enjeu énergétique (Benjamin Dessus, Yves-Bruno Civel, Jean-Luc Wingert, mercredi 9 à 16 h), commerce équitable ou marché de l'éthique (Christian Jacquiau, jeudi 10 à 16 h), les cosmétiques dangereux pour la santé (Yannick Vicaire Greenpeace et autres, vendredi 11 à 16 h), le grand bond libéral en arrière (Serge Halimi, vendredi 11 à 19h), OGM, les dangers se précisent (Jacques Testart d'inf'OGM, Jean-Emile Sanchez de la Conf' Paysanne, Thierry Jacquaud de L'Ecologiste... samedi 12 à 14 h), alternatives aux OGM (Guy Kastler de Nature & Progrès, Marie-Hélène Aubert des Verts, Hervé Kempf... samedi 12 à 16 h), quand la misère chasse la pauvreté (Majid Rahnama, Ligne d'Horizon, dimanche 13 à 14 h). Programme complet : *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

Les robins des bois de l'industrie

Les ingénieurs de la société Perche Activités vendent à l'industrie des prestations qui leur permettent de financer des activités alternatives.

Basées sur le concept de technologies appropriées, ces activités ont pour vocation de lutter contre la domination technologique et économique inhérente à notre modèle de développement, aussi bien au Sud qu'au Nord.

La première chose que nous remarquons en arrivant devant les locaux de Perche Activités, à Champrond-en-Gâtine, est la boîte aux lettres. Les plaques indiquent Association Reinette Verte, Association Oikos, Association Danse et Rêve, Sarl Perche Activités, Sarl DSP, Sarl STT, Editions du Colombiers, Sarl Créer. Toutes ces structures tiennent dans une petite maison de village avec quelques bureaux dans une pièce à l'étage. Pas de séparation entre bureaux, pas de fléchage, tout est ici, acteurs compris !

Pourtant, les activités de ces diverses structures sont bien aussi variées que leurs raisons sociales : Perche Activités s'occupe de techniques industrielles, de technologies appropriées et de fabrication artisanale de jus de pomme naturel ; l'association Reinette Verte met à la disposition de ses adhérents, afin qu'ils fabriquent leur propre jus de pomme, le savoir-faire et l'outil de fabrication de Perche Activités ; la société Développement soutenable pour la plante (Sarl DST) promeut la recherche en énergies renouvelables et fabrique des matériels à biomasse ; Capital risque pour une économie renouvelable et solidaire (Sarl Créer) est une société qui collecte de l'épargne pour le soutien à la création d'activités éthiques ; d'autres structures exercent dans le domaine culturel. De plus, Perche activités est active dans plusieurs réseaux d'échanges tels que Minga (1) ou le Repas (2).

Les nombreuses articulations entre ces activités à première vue très différentes, voire contradictoires, font apparaître un projet alternatif cohérent qui vise, en s'appuyant sur le concept de technologies appropriées, à sortir de la logique développementiste sévissant aussi bien au nord qu'au sud de la planète.

Des technologies industrielles aux technologies appropriées

Au début des années 80, Maxime Haudebourg, un des futurs fondateurs de Perche activités, est professeur de physique et d'électronique. Ses activités d'enseignement lui permettant d'avoir des revenus suffisants, il se consacre pleinement à ses activités militantes au MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, où il fut objecteur puis permanent. Dans ce cadre, il démarre une activité de collecte sélective, qui évoluera vers une activité d'insertion dans le milieu du recyclage des déchets. Passionné depuis son enfance par l'invention de machines, Maxime suit en parallèle des cours du soir au Cnam et devient ingénieur. Suite au

rachat de son activité de recyclage par la Lyonnaise des eaux, Maxime crée avec des associés un bureau d'ingénieurs et se retrouve pédégé à 26 ans. Cette structure connaît une croissance rapide et les associés de départ finissent par revendre leurs parts à Thyssen, Maxime conservant son poste et son autonomie pour la gestion du bureau. Mais, peu de temps après, pour des raisons "stratégiques", Thyssen revend l'entreprise à la Lyonnaise des eaux qui opte pour une stratégie d'intégration. Maxime, perdant son autonomie de gestion, décide de démissionner et profite de cette occasion pour partir en voyage en Inde avec son épouse et ses quatre enfants.

Lors de ce voyage, Maxime découvre les technologies appropriées, notamment dans l'agro-alimentaire et dans les énergies renouvelables. Les technologies appropriées sont des petits équipements de production ou de transformation adaptées à des artisans, petits agriculteurs et micro-entrepreneurs, qui offrent une indépendance à l'utilisateur vis-à-vis de la technologie et de son fournisseur. La transformation des produits étant maîtrisée sur place, la valeur ajoutée reste dans le pays d'origine. Maxime est alors convaincu que "c'est un facteur de développement, bien plus que les grands projets financés par les bailleurs de fonds, qui ne marchent pas mais qui attirent toujours".

De retour en France, Maxime accepte une offre d'emploi de la Lyonnaise des eaux et y travaille à mi-temps dans le contrôle de gestion et le suivi commercial. Toujours en relation avec ses anciens

(1) Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, lire le dossier dans S'Ilence n°314.

(2) Association Minga, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Lille-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53, <http://www.minga.net>, lire l'article "Construire des alternatives au commerce équitable" dans S'Ilence n°325-326.



Les locaux de Perche Activités.

Alban Labouret

associés, il profite de son temps libre pour créer *Perche activités*, dont la vocation sera les technologies appropriées, "manière de lutter contre le système développementaliste en créant des alternatives au sud".

Perche activités démarre tout de même avec les compétences de ses créateurs, les techniques industrielles (automatisme, électricité, hydraulique, mécanique, pneumatique), qui sont des projets d'automatisation et d'optimisation des productions industrielles. Ces projets tendent vers des systèmes demandant une technologie de plus en plus complexe et de plus en plus précise (rendant donc les clients de plus en plus dépendants de leur technologie). *Perche activités* est ainsi présente dans les secteurs de l'agroalimentaire, des cosmétiques, de la métallurgie et de l'automobile, mais s'intéresse tout de même les secteurs du nucléaire et de l'armement.

Ces techniques industrielles ne reflètent pas le cœur de l'entreprise, mais simplement l'une de ses compétences qui, servant de vache à lait, assure la pérennité des autres activités. Le fait de gagner de l'argent dans le secteur industriel est vu comme le moyen d'alimenter un système de péréquation. Afin de promouvoir les technologies appropriées, *Perche activités* assume ainsi la contradiction entre sa vocation à changer profondément notre modèle de développement et sa participation à l'optimisation de ce même système.

Alternatives au Sud

Les revenus issus de ce bureau d'ingénieur en technologies industrielles permettent donc à *Perche activités* de développer des technologies appropriées, qui s'inscrivent dans une démarche de simplification et de transfert de technologies, afin de promouvoir la création de micro-ateliers dans les pays du Sud. En effet Maxime pense que ceux-ci "ne doivent pas essayer de copier les pays du Nord, car le développement occidental court à l'échec".

Les salariés de *Perche Activités* sont cependant bien conscients qu'il ne s'agit pas simplement d'apporter des solutions techniques au Sud. Comprendre les coutumes, le fonctionnement et les projets des populations afin de pouvoir travailler ensemble à la construction de micro-ateliers permettant l'autonomie et le respect des modes de vie constitue l'objectif principal de ces activités. Ces projets, situés en Afrique, en Amérique du Sud et en Inde, intègrent ainsi une réflexion et un accompagnement sur les sources d'énergies (charbon, têtes d'ananas), sur la

construction des ateliers et sur les aspects sociaux (insertion de personnes en difficulté, primes d'aides à la famille) ou commerciaux (recherche de transparence et d'équité sur toute la filière).

Le défi de ces ateliers est de produire plus tout en restant artisanal. *Perche activités* favorise ainsi l'organisation de structures coopératives ou associatives (même informelles) ou le regroupement sur un même lieu d'un grand nombre de micro-ateliers, afin permettre des économies d'échelle. Dans la même logique, les revendeurs de la production sont ciblés : la grande distribution est refusée au profit de clients comme la coopérative *Andines* (3) qui n'impose pas de contraintes de production et qui commerce sur la base de relations équitables.

Mais ces ateliers ne sont pas uniquement des unités de transformation implantées au Sud et vouées à exporter au Nord. *Perche activités* tient aussi à promouvoir les relations de coopération et de commerce entre pays du Sud. Maxime cite un projet de fabrication de silos en Inde pour des clients marocains ou l'accompagnement à la création d'un atelier associatif qui permet à des femmes africaines de transformer et conserver des surplus de cultures de mangues. Les femmes amènent les fruits pour les transformer et repartent, en fonction du poids, avec des sachets équivalents à 100F CFA pour les revendre. Cet atelier est aussi axé sur la sensibilisation à l'hygiène.

DSP (développement soutenable pour la planète), est une autre société liée par son capital à *Perche activités*. Elle a pour but de vendre des combustibles (bois, biomasse) et des prestations d'ingénierie et de fabrication de matériels à biomasse

(3) *Andines Scop*, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Lille-Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60, <http://www.andines.com>, même article dans *Silence* n°325-326.

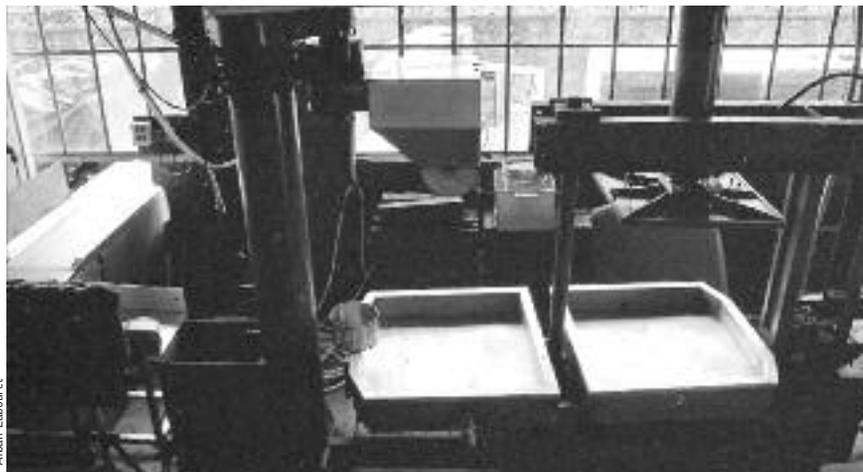
(chaudières à déchets, gazogènes). Elle promeut également la recherche sur les énergies renouvelables en finançant des thèses, notamment sur le thème de l'utilisation de la biomasse comme carburant. Le but est de faire le lien entre recherche fondamentale et technologies appropriées : *DSP* est par exemple à l'origine du foyer amélioré (*Association bois de feu*).

Ces projets se font non sans mal et posent bien sûr de nombreux problèmes d'ordre technique ou d'ordre financier. Mais *Perche activités* tient à poursuivre ces expérimentations et en assume les risques car l'activité des technologies appropriées a finalement un but très subversif : travailler ensemble à la fin de l'esclavage économique.

Alternatives au Nord

Mais les effets néfastes du développement économique se font également sentir au sein même des pays occidentaux. *Perche activités* travaille donc aussi localement. Un grand groupe industriel français, propriétaire d'une marque d'apéritif anisée très connue, ayant failli s'implanter dans le Perche pour y fabriquer du cidre, il avait été demandé aux agriculteurs de planter des pommiers. Une fois le désistement de l'entreprise annoncé, il a été demandé aux mêmes agriculteurs d'arracher les pommiers pour toucher des subventions, le prix de la pomme s'écroulant !

Perche activités a ainsi lancé, dès sa création, un atelier artisanal de fabrication de jus de fruits naturels à partir des pommes récoltées dans le Perche : les fruits sont ainsi achetés le double de du prix du marché à des agrobiologistes, transformés dans l'atelier de *Perche activités* et commercialisés en direct ou par l'intermédiaire de la coopérative *Andines*, qui participe aussi à la promotion d'un commerce équitable Nord-Nord.



La presse à jus de pommes.

Cette activité valorise ainsi le patrimoine local face à la progression des monocultures beauceronnes sur le bocage du Perche, soutient les agrobiologistes en leur assurant des débouchés plus équitables et apporte de la crédibilité en ce qui concerne les technologies appropriées.



Anne, de la Reinette verte.

L'atelier est loué par *Perche activités* à l'association *Reinette verte* sans recherche de profit. Cette association propose à ses adhérents de venir fabriquer eux-mêmes, de façon coopérative, leur jus de pomme. Plus de deux cents familles passent ainsi dans l'atelier chaque année. Au-delà de la production de jus de fruit, les réunions de la Reinette verte sont aussi un moment de fête et de convivialité et lorsque tout le monde se retrouve autour de la presse artisanale centenaire, l'atelier devient espace de discussion : selon Anne, responsable de l'association, "l'atelier est surtout un prétexte pour discuter, la pomme n'étant qu'un support".

En effet, on retrouve dans l'atelier quelques produits du commerce équitable d'*Andines*, comme le café autour duquel on s'assoit, et les adhérents se sensibilisent aux enjeux du commerce équitable, de l'économie solidaire, de l'agriculture biologique. Anne se bat tout particulièrement pour expliquer la différence radicale de vision entre le café *Max Havelaar* et le café *Andines*.

Profitant d'une amélioration dans la viabilité économique de ses activités initiales, *Perche activités* a favorisé la création de la société et de l'association *Créer, Capital risque éthique pour une économie renouvelable*, fondées pour soutenir des créations d'activités éthiques quelles que soient leur implantation géographique, en prenant des parts inférieures à 25% du capital. Les projets doivent répondre à un certain nombre de critères exigeants : organisation et fonctionnement démocratique, produits et services qui ne poussent

pas au gaspillage et qui répondent à une demande sociale, processus de production économe en ressources naturelles et non agressif à l'égard de l'environnement, relations de solidarité, viabilité économique.

Perche activités participe ainsi à bien d'autres activités, elle héberge notamment *Danse et rêve*, association d'expression corporelle ainsi que les *Editions du Colombier* (livres d'histoire régionale) avec lesquelles elle n'entretient pas de liens économiques.

Fonctionnement interne

Le statut de Sarl, société à responsabilité limitée, a été choisi pour *Perche activités* car il permet une meilleure crédibilité dans les milieux industriels, le fonctionnement interne de la structure n'étant pas forcément mis en avant. Elle compte 36 associés, dont six associés-travailleurs à parts égales, pour un capital de 29 250€. Soucieuse de son indépendance vis à vis de l'extérieur, la société a été créée sans l'aide des banques et elle en est même maintenant complètement détachée, puisque son compte courant est un compte d'associé hébergé à la Nef (4), mais autogéré ! Elle reçoit cependant quelques soutiens publics ponctuels, soit par l'implication de particuliers (le maire de la commune est membre de la *Reinette verte* et de *Créer*), soit par des partenariats avec des structures issues des collectivités locales.

Il n'existe pas de hiérarchie proprement dite au sein de la structure. Les décisions ne se prennent pas par vote mais par recherche d'un consensus "gagnant-gagnant". Selon Maxime, "même en démocratie, ceux qui ont perdu ont perdu". Il estime cependant que, dans un petit groupe, on peut aller plus loin qu'au niveau d'un Etat. Ainsi, après débat, celui qui prend la décision est celui qui est le plus compétent dans le domaine : Maxime en gestion, Anne pour la *Reinette verte*... Cela permet une reconnaissance d'autrui dans ses capacités. Le consensus pouvant être long à obtenir, Maxime souligne que cela est parfois incompatible avec la réactivité nécessaire en entreprise. Il arrive donc que certains prennent des décisions seuls et rapidement. Il paraît en effet "plus facile de gérer un service de 200

(4) La Nef, Nouvelle économie fraternelle, est une société coopérative de finances solidaires. Société financière de la Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél 0 811 90 11 90, <http://www.lanef.com>

personnes à La Lyonnaise des eaux que sept personnes dans une entreprise alternative" ! Maxime, à qui ces responsabilités de fait pèsent, souhaite aujourd'hui que d'autres s'occupent de la gestion, non seulement pour ne pas porter trop de responsabilités mais aussi pour que chacun acquière des compétences dans tous les domaines.

Perche activités peut donc être vu comme un ensemble à multiples statuts ayant trois activités principales. Tout d'abord les techniques industrielles qui, basées sur la vente de prestations d'ingénierie au secteur industriel, permettent de rapporter de l'argent utilisable dans les activités alternatives. Ensuite, les technologies appropriées qui, basées sur une démarche de simplification technologique et d'autonomie, sont au cœur de la promotion d'alternatives sociales, économiques et environnementales à notre modèle de développement. Enfin, l'atelier artisanal de fabrication de jus de fruits naturels, basé lui aussi sur des technologies appropriées, qui favorise à la fois la promotion d'une agriculture paysanne locale et biologique et la sensibilisation des particuliers aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques de notre époque.

Dans le même temps, de par son soutien à la recherche fondamentale, à la création d'autres entreprises éthiques, à des actions associatives et culturelles et de par sa participation à des réseaux tels que *Repas* (notamment par l'accueil de compagnons) ou *Minga*, *Perche activités* crée les conditions pour que des alternatives à un modèle dominant et insoutenable se multiplient et se soutiennent mutuellement, dans le respect de l'autonomie de chacun.

Du fait des multiples délocalisations dont sont victimes les industries clientes de *Perche activités*, l'activité des techniques industrielles perd de la vitesse. Selon Maxime, "l'activité sera morte d'ici trois ans s'ils ne se spécialisent pas". La poursuite de cette activité ne fait de toute façon pas l'unanimité au sein de la structure. *Perche activités* pourrait peut-être diminuer un peu plus ses liens avec le système dominant à la faveur des technologies appropriées et des multiples projets que les ingénieurs ont en tête, mais se retrouverait face au défi de la viabilité économique de ses activités alternatives. Un peu comme si Robin des bois se lançait dans la construction d'un monde plus juste sans avoir de riches à délester !

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Perche-Activités, 35, grande rue, 28240 Champrond-en-Gâtine, tél : 02 37 49 83 62.

Le travail, un long fleuve tranquille ?

La Péniche travaille dans le domaine de l'économie sociale et solidaire avec notamment la rédaction du magazine "Association Mode d'emploi". Elle participe au Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas).

"Grand chaland de transport fluvial. Halées d'abord le long des rives par des bêtes de somme, puis traînées par de puissants remorqueurs, les péniches sont maintenant poussées ou autonomes" (Office de la langue française, 1985)

La Péniche dont nous parlons n'est pas un grand chaland mais une scop (Société coopérative ouvrière de production) située dans un local du 20^e arrondissement à Paris. Elle n'a pas pour compétence le transport fluvial, mais la rédaction d'articles sur la vie associative. Alors pourquoi donc s'appeler la Péniche ? "Parce que c'est une entreprise plate et molle !" selon Alain Détolle, rédacteur à La Péniche "et qu'elle avance doucement et sûrement".

Au delà de cette définition autodérisoire sensée figurer une anti-startup, et bien qu'elle fonctionne de manière autogérée et qu'elle partage le temps de travail, peut-on dire de La Péniche qu'elle pratique une alternative solidaire ?

Traînées par de puissants remorqueurs...

A la fin des années 70, Alain, Christian et Olivier, vivent près de Nice et travaillent au sein d'une structure autogé-

rée d'environ trente personnes. Cette structure, *Le Papier mâché*, lieu de rencontres du milieu militant et alternatif niçois, comporte plusieurs activités dont un restaurant, une librairie et l'organisation d'expositions. Subissant l'essoufflement de ces mouvements, *Le Papier mâché* ferme après sept ans d'activité et les trois amis imaginent un projet collectif de vie sur une péniche avec notamment une activité maraîchère. Mais ce projet ne verra jamais le jour.

Nous les retrouvons aux éditions Syros jusqu'en 1995, date de leur licenciement collectif coïncidant avec la fusion entre Syros et *La Découverte*, filiale d'Editis, deuxième groupe d'édition français...

A première vue, Syros affiche des valeurs de respect des différences et des droits de l'homme, travaille à l'éducation des enfants et présente un certain militantisme. Mais, en fusionnant avec *La Découverte*, cette maison d'édition est passée en 1995 sous le giron d'Editis, qui appartenait à Havas qui appartenait à Vivendi... jusqu'en septembre 2004. Pour la petite histoire, Editis, et donc Syros, appartiennent désormais à *Wendel Investissement*, énorme entreprise qui a vocation, comme dirait son PDG, Ernest-Antoine Seillère en première page du site internet "à investir dans des entreprises industrielles et de services et à les aider à devenir des leaders internationaux"... Pas étonnant donc, qu'Alain, Christian et

Olivier n'aient pas été retenus pour la participation à une telle stratégie !

Avec d'autres personnes de leur entourage, elles aussi au chômage, ils décident de créer une entreprise autogérée et conservent le nom de *La Péniche*. Ils choisissent comme activité la rédaction pour l'économie sociale et solidaire. Mais, comme les membres de *La Péniche* le disent eux-mêmes, le choix de cette activité n'est pas idéologique. Même si les notions d'autorité et de hiérarchie sont remises en cause et que certains membres, comme Christian, revendiquent de mener un combat politique, la base de ce projet est économique : "il s'agissait de se trouver une activité", de travailler moins et plus agréablement.

Ainsi, d'abord traînées puis lâchées par le puissant remorqueur qu'étaient les Editions Syros, ces chômeurs s'auto-organisent et se retrouvent, tels de simples "bêtes de somme", à halier péniblement leur péniche à peine sortie du port.

...les péniches sont maintenant poussées...

De 1995 à 1998, le démarchage de clients est peu fructueux, les difficultés économiques sont conséquentes et les contrats obtenus ne sont pas forcément "intéressants ou rentable". Mais aujourd'hui, même si les salariés de *La Péniche* pensent avoir franchi le cap de la rentabilité, on peut néanmoins toujours s'interroger quant à l'intérêt des contrats.

La Péniche est principalement propulsée par la première maison d'édition et de presse des collectivités territoriales : les éditions *Territorial*, qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de 10 millions d'euros. Leur partenariat aboutit à la création du journal *Association Mode d'emploi*, guide mensuel de la vie associative.

Auparavant, *La Péniche* assurait aussi la rédaction de *TESS* (Travailler dans l'économie sociale et solidaire), mensuel également diffusé par *Territorial*. Mais les collectivités imposaient certains articles dans *TESS*, voyant l'économie sociale et solidaire comme leur appartenant et *La Péniche* voyant cette même économie comme n'appartenant ni à l'Etat, ni... au marché !

Territorial représente aujourd'hui un tiers de l'activité de *La Péniche*. Mais alors, qui sont donc les autres clients de



Au cœur de la Péniche.



Les poissons-caméras, en lien avec les autres rédacteurs.

cette entreprise alternative, contestant les principes de fonctionnement des entreprises classiques ?

Tout d'abord il y a la *Mutuelle des ménages prévoyants*, dont le magazine est destiné à plus de 70 000 clients, mais aussi la Caisse d'épargne, le Crédit agricole, le Crédit mutuel qui doivent, par obligation légale, diffuser de l'information auprès de leurs clients du secteur associatif... Comme ses salariés le disent, *La Péniche* est aussi une "boîte de com" !

Même si elle aurait les moyens financiers de le faire aujourd'hui, *La Péniche* s'est donné comme principe de ne pas refuser de clients, donnant ainsi la priorité à son confort de travail. Seule exception citée : le groupe Besnier, regroupant dix-sept marques des plus connues dans le milieu des produits laitiers.

Les clients de *La Péniche* amènent donc à se poser une première question : comment peut-on se dire "alternatif" et dépendre, en tant qu'entreprise de communication, d'un groupe tel que *Territorial*, de banques, mutuelles ou assurances ?

On peut conclure à une faible extériorité de l'alternative qu'est *La Péniche* face au système dominant. Mais *La Péniche*, comme le font d'autres entreprises du Repas, pourrait aussi se servir de ses "méchants clients capitalistes" comme vache à lait, afin de développer d'autres activités qui auraient une extériorité forte. Et là, *La Péniche* semble peu impliquée dans des actions politiques, sociales, culturelles ou écologiques.

En 2004, le thème de la décroissance fut abordé lors des rencontres du Repas. Christian, explique que "en tant que citadins", la fin du pétrole ne les concerne pas "et puis nous allons tous au travail à pied" !

"De toute façon, le capitalisme saura surmonter les problèmes écologiques et sociaux auquel il est confronté" nous dit plus tard un autre rédacteur. Même au sein d'entreprises se disant alternatives, la pensée dominante fait des ravages. Si *La Péniche* revendique son anti-libéralisme,

elle ne sort pas de l'éternelle dialectique marché-Etat : militer contre les dégâts du libéralisme semble revenir pour elle à militer pour les institutions étatiques de protection sociale. N'y aurait-il donc aucune alternative à expérimenter en ce domaine ?

En dehors de la participation aux rencontres du Repas et à celles d'autres structures autogestionnaires de la région parisienne, les excédents dégagés par l'activité de *La Péniche* ne servent donc pas à l'expérimentation, à la sensibilisation ou à toute autre activité militante non rentable visant la recherche d'un "autrement".

...ou autonomes ?

Nous venons donc de voir qu'au niveau de ses clients, *La Péniche* dépend largement des grandes institutions, des banques mais aussi des entreprises privées capitalistes. De plus, les implications extérieures (écologiques, sociales, politiques) de *La Péniche* sont faibles et celle-ci semble avoir foi dans le système dominant pour la réparation des dégâts qu'il cause... Alors pourquoi *La Péniche* participe-t-elle au réseau Repas, pourquoi se dit-elle alternative ?

La réponse se trouve dans le fonctionnement interne et dans sa vision du travail : il n'existe pas de hiérarchie au sein de *La Péniche*, les employés travaillent en autogestion, les salaires sont égaux et le travail est partagé.

Qu'il n'existe pas de hiérarchie paraît naturel étant donné qu'il existe peu de compétences différentes (c'est un collectif de rédacteurs) et que les responsabilités peuvent être portées par tous. Ce choix provient aussi de convictions et d'expériences personnelles apportées par les créateurs qui critiquent le fonctionnement des entreprises classiques, qui sont aussi malheureusement leurs clients.

Le système d'autogestion mis en place semble très efficace. Chaque décision est prise en commun, chaque sujet ou angle d'attaque se discute, chacun perçoit l'autre comme son égal, qu'il ait plus d'ancienneté ou qu'il vienne d'être embauché.

Certains rédacteurs ne sont présents que virtuellement, reliés en permanence par webcam, seul témoin de leurs présences. Ils participent de la même manière aux discussions, aux réunions et ils sont écoutés et sollicités comme n'importe qui durant la journée.

Dans ce sens, l'autogestion à onze personnes de *La Péniche* est une manière alternative de fonctionnement interne parfaitement rodée et peut apporter une bonne expérience au réseau REPAS.

Par ailleurs, un des principes fondateurs de *La Péniche* est le partage du temps de travail : onze salariés pour sept équivalents temps-plein. Ce partage repose sur un salaire moyen relativement modeste pour la région parisienne et peu apparaitre comme étant un choix militant.

La paix et la niche

La Péniche, c'est donc une façon agréable de travailler, un bateau qui ne fait pas de remous, un bateau qui assure respect et sécurité à ses marins. A travers l'autogestion, *La Péniche* montre un modèle intéressant de travail où chacun touche à tout, prend ses responsabilités, s'exprime, se sent respecté et gère son temps de travail comme il l'entend. Ce modèle de fonctionnement, ainsi que le choix du partage du temps de travail et le paiement de salaires relativement modestes constituent le côté alternatif de *La Péniche*.

Mais les clients ne le sont pas. *La Péniche* s'est donc trouvée une bonne niche commerciale dans la rédaction d'articles pour l'information des associations et s'arrête là. Elle ne rédige aucune revue engagée, ne milite pas, ne s'implique pas dans la lutte contre les problèmes écologiques, sociaux et politique du monde capitaliste et se laisse doucement balloter par les flots.

Ainsi, cette paix passe par une forte dépendance vis-à-vis du système dominant, système que les salariés de *La Péniche* n'entendent pas changer autrement que pour eux-mêmes.

"Contrairement à beaucoup d'entreprises du réseau Repas", *La Péniche* "ne remet pas en cause l'idée de développement ou de progrès" et se sent éloignée des convictions écologiques des autres membres du Repas. Mais le réseau Repas n'est-il pas un réseau d'échanges ? Espérons qu'elle puisse apporter au réseau son expérience très aboutie d'autogestion et, en retour, ressentir les valeurs, les efforts et les convictions de ces personnes qui s'affairent tous les jours à créer et à expérimenter des alternatives à extériorité forte, des alternatives qui montrent qu'un mode de vie plus humain et plus épanouissant est non seulement possible mais en cours.

En attendant, *La Péniche* a fait bonne pêche et rentre tranquillement au port tous les soirs.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

La Péniche, 144, rue de Bagnolet, 75020 Paris, tél : 01 43 67 47 99, www.la-peniche.fr.



IRAK

Quelle place pour les femmes ?



DR

En principe les Irakiens devraient voter pour adopter leur constitution le 15 octobre prochain. Mais quel sera le texte soumis ? Les Etats-Unis cherchent à y inclure le respect des conventions internationales pour les droits humains... les partis religieux y sont opposés. Au centre des débats : la place des femmes dans la future société irakienne. Amnesty international a lancé un appel pour demander que le respect du droit des femmes soit inclus dans la future constitution.

17 octobre 24 h de solidarité féministe

Le 17 octobre marque la fin de la marche mondiale des femmes. Celle-ci se termine au Burkina Faso après avoir traversé les cinq continents (elle est passée en France les 28 et 29 mai à Marseille). A cette occasion, sur tous les fuseaux horaires, des manifestations se tiendront à midi, assurant ainsi au niveau mondial une manifestation continue de 24 h. Collectif 13 Droits des femmes, 7, rue de la Paix, 13001 Marseille, tél : 04 91 42 95 92.



Fred Piseau



DR

La marche à Marseille.

MONTRÉAL

Marche de nuit

La nuit, les femmes seules dans la rue ont peur. De très nombreuses agressions ont lieu la nuit. Pour dénoncer cet état de fait et pour réclamer le droit à être dans la rue n'importe quand, un collectif antipatriarcal de Montréal a organisé le 9 septembre dernier une première marche de nuit.

Quotient intellectuel sexiste

Selon une étude du centre de psychologie de Manchester à paraître dans la revue britannique de psychologie d'ici la fin de l'année, et portant sur des tests auprès de 80 000 personnes, après 14 ans, les hommes auraient en moyenne un quotient intellectuel (QI) de 5 points supérieur à celui des femmes. Chez ceux qui ont un QI supérieur à 155 (génie), il y aurait cinq hommes pour une femme. Seul problème : au niveau des études, elles aussi censées être le reflet

Françoise d'Eaubonne, écoféministe

Françoise d'Eaubonne est morte le 3 août dernier. Née en 1920, elle a publié plus d'une soixantaine d'ouvrages, beaucoup sur la littérature, mais également beaucoup de biographies sur des femmes et des essais sur le féminisme. Elle a inventé le mot "phallocrate" dans les années 60 et participe alors au lancement du MLF, mouvement de libération des femmes. En 1971, elle participe à la fondation du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar). En 1978, elle lance le mouvement *Ecologie et Féminisme* et rédigera de nombreux textes sur le lien entre les deux, lançant le mot "écoféminisme". Elle sera également animatrice à Radio libertaire (Paris). On peut relire "Ecologie, féminisme, révolution ou mutation" paru en 1978.



Françoise d'Eaubonne.

de notre intelligence, on constate que les filles sont meilleures et que cela augmente avec l'avancée des études. Il ne vient, semble-t-il, à l'idée de personne que ces tests de QI sont peut-être conçus (par des hommes) sur des bases fausses. (*Le Monde*, 25 août 2005)

Les Pénélopes

Depuis 1996, les Pénélopes tissent sur la toile un réseau d'informations entre les groupes de femmes (www.penelopes.org). Ce réseau, du fait de nombreux déboires dans les subventions, est actuellement entièrement animé par des bénévoles. Pour renforcer ce réseau, les Pénélopes cherchent des personnes pour les aider à Paris, mais également ailleurs pour leur envoyer des informations. *Les Pénélopes*, 21, rue Voltaire, 75011 Paris, tél :



01 43 71 09 37.

RHÔNE

Féminisme et hominisme

Yvon Dallaire, psychologue québécois, auteur de "Homme et fier de l'être" est invité par le Réseau-Homme Rhône-Alpes et animera une conférence sur le thème "féminisme, hominisme, même combat", le jeudi 10 novembre à 20 h, au palais du travail, 6, place Lazare-Goujon, à Villeurbanne. Renseignements :

Réseau-Hommes, c/o Patrice Théry, 113, rue de la Cotinière, 38920 Crolles, tél : 04 78 37 97 20.

Annette Messenger

Annette Messenger a été la représentante de la France pour la biennale d'art contemporain de Venise cet été. Elle y a remporté le Lion d'or. En cent ans d'exposition, c'était la première fois que la France était représentée par une femme !



DR



Annette Messenger.

Les Ami(e)s de S!lence

C'est dans le Périgord vert, qu'une fois de plus le "cirque" des ami(e)s de S!lence a planté son chapiteau, fin juillet.

Le brave "chopilopin" a repris du service, monté en quelques heures à la satisfaction des anciens, et avec l'aide et la curiosité des nouveaux. L'équipe chargée des douches invente le cloisonnement à base de fougères, matériau on ne peut plus local et biodégradable ; le demi-teepee sera de même fait de perches de châtaignier. Prise de contact avec Jocelyne et Claude, propriétaires des lieux qui malgré l'invasion de nos quelque deux cents participants feront tout pour nous faciliter la tâche. Une démarche d'autant plus sympathique que leurs chèvres angora seront virées pour la circonstance de leur pâture habituelle et de leur étable : celles-là n'auront peut-être pas apprécié notre venue.

Bientôt, grâce au nombre élevé de participants à la semaine de préparation, les différents aménagements sont prêts : économat, cuisine, entretien, accueil, animation enfants, vaisselle, tout se met en place, à temps pour l'arrivée du gros des troupes.

Après ce n'est pas la confusion mais l'abondance : les propositions d'ateliers foisonnent, innombrables points de discussions, d'échanges, d'essai. Cette année on parle beaucoup jardinage, graines, terre, mais aussi bricolage (chauffage et cuisson solaire, poêles économes, toilettes sèches, remorques à vélo...), recettes diverses qui vont du dentifrice à

faire soi-même à la quiche aux orties, en passant par les conserves au four. Projet d'écovillages, non-violence, éditions alternatives, tout comme les massages, ateliers chant, et bien d'autres figurent aussi à un menu que chacun tient à cœur d'enrichir. Il y a aussi le monastère zen voisin que va découvrir un petit groupe dont certains membres n'hésiteront pas à se lever à cinq heures du matin pour participer à la première méditation. D'autres moins matinaux, mais plus gourmands, y découvriront les secrets de la fabrication du tofu.

Il faudrait encore bien de la place pour décrire en détail la richesse de ces échanges qui permettent à nombre d'entre nous de repartir la tête pleine d'idées nouvelles, le cœur encore battant de la chaleur et de la profondeur de tous ces contacts. J'exagère ? J'embellis ? Alors prenons un exemple : en trouverez-vous beaucoup des rencontres de ce type où une bande d'allumés viennent, banderoles



Gérald et Edwige installent les douches solaires.

en main, saluer bruyamment à un passage à niveau l'un de leurs potes silencieux et — accessoirement — conducteur de train, à l'arrivée de son TER ?

Et aussi, où en quelques minutes on met au point un stand écolo-bricolo pour la foire locale, où nos propositions alternatives rencontreront d'ailleurs un franc succès.

Ultime remarque en forme de note d'espoir : nos rencontres "vieillissent" d'une année tous les ans, alors que les participants, eux rajeunissent. Des jeunes de plus en plus nombreux sont en effet présents — et actifs — de quoi bien réjouir les anciens militants, la relève monte au créneau !

Bruno Guillemain ■



Les plus décroissant(e)s.



François et l'un de ses cuiseurs solaires.



Bruno Guillemain

Bruno Guillemain

Bruno Guillemain



Tchernobyl

■ **Nouveau sarcophage.** Le projet retenu en 2004 pour construire un nouveau sarcophage vingt ans après la construction du premier devrait entrer en chantier d'ici la fin de l'année. Des maisons situées dans la zone interdite ont été rasées ce printemps pour dégager l'aire de construction. En effet, pour limiter les expositions à la radioactivité, le nouveau sarcophage de 20 000 tonnes, 150 mètres de large, 257 mètres de long, 108 mètres de hauteur sera construit à proximité, monté sur des rails puis ainsi glissé par dessus l'actuel sarcophage. Le coût annoncé : 1,1 milliard de dollars financé à 70% par les pays du G7. Si tout va bien, le chantier sera terminé en 2010 (*Le Dniepr, avril 2005*)



■ **Suite sans fin.** Le césium a une période de demi-vie de 30 ans, ce qui signifie qu'il perd la moitié de sa radioactivité après ce temps. Au bout de 60 ans, on n'en est qu'à 75 % de baisse, au bout de 90 ans, 87,5 %... Le césium ayant contaminé une bonne partie de l'Europe, nous consommons tous de ce produit radioactif. En certains endroits, la concentration est telle qu'il est toujours interdit de manger du gibier ou des champignons (en Suisse) ou de consommer des moutons (379 exploitations couvrant 74 000 hectares principalement en Pays-de-Galles). L'Union

européenne fait également état de cas d'aliments retirés du marché en provenance d'Allemagne ou de Pologne. Si les cancers augmentent, c'est donc bien normal ! Des essais médicaux en Biélorussie et Ukraine signalent que manger des pommes favorise l'élimination du césium. (*Les enfants de Tchernobyl, juin 2005*)

BRÉSIL

Areva vend deux centrales

Areva, notre spécialiste du nucléaire, fait des affaires au Brésil. Le 4 mars 2005, la multinationale a annoncé avoir vendu deux centrales électriques pour un montant de 16,6 millions d'euros. Ce n'est pas très cher... pour la simple raison qu'il ne s'agit pas de centrales nucléaires mais de centrales thermiques fonctionnant avec des déchets de bois produits localement par des usines de meubles. La puissance des centrales est de 12,3 MW chacune. Si ça marche au Brésil, ça pourrait peut-être marcher aussi ici ?

PAYS-BAS

Greenpeace sur le toit d'une centrale

Des militants du mouvement Greenpeace ont escaladé le 18 mai le toit de la centrale nucléaire de Borssele (sud-ouest

Bandajevsky est libre

Youri Bandajevsky a été libéré le 5 août dernier. Il est toujours sous surveillance policière, doit encore payer 13500 €€ d'amendes et ne peut occuper de poste de responsabilité pendant cinq ans. Il avait été arrêté en 1999 sous le prétexte d'une fraude aux examens alors que, brillant médecin, il publiait des résultats d'études montrant les conséquences de l'accident de Tchernobyl sur les populations de sa région. La CRII-Rad a commencé à collecter 150.000 €€ pour l'aider à mettre en place un laboratoire indépendant. Au moment de sa libération environ la moitié de la somme a déjà été réunie.



Le professeur Youri Bandajevsky.

des Pays-Bas) et y on peint une fissure afin de prouver que les centrales nucléaires sont impossibles à protéger totalement. Trente personnes ont réussi à entrer sur le terrain, quatre à grimper sur le toit. La prochaine fois, ce ne sera peut-être pas un mouvement non-violent qui fera ce genre d'opération.

EPR

■ **Retards.** Selon un article paru dans *L'Usine nouvelle* du 26 mai, la construction de l'EPR pourrait prendre plusieurs années de retard car Areva ne maîtriserait pas certains processus industriels notamment pour la construction de pièces pour la partie supérieure de la cuve et des générateurs de vapeur. Jean-Pierre Durski, directeur de l'usine Areva de Chalon/Saint-Marcel (Saône-et-Loire) reconnaît : "Il faudra sur-tout trois, voire quatre années de recherche pour espérer pouvoir lancer la production"... Autant dire que l'on a décidé de construire un réacteur et qu'on l'a vendu à la Finlande, alors que l'on ne sait même pas le fabriquer !

■ **EPR : un deuxième Superphénix ?** Si techniquement, l'EPR est plus proche des centrales nucléaires actuelles (PWR) que de Superphénix, concernant le montage financier, EDF essaie actuellement de constituer une société européenne pour diminuer ses frais. Ainsi Endesa (Espagne), Enel (Italie) et RWE (Allemagne) ont été approchés pour une société commune. Rappelons que Superphénix avait été construit avec un capital 51% français, 33% italien, 16% allemand et 1% à se partager entre différents

pays. A la fin, tout le monde a perdu de l'argent et EDF a dû récupérer le prototype qui reste aujourd'hui à démanteler après un déficit de l'ordre de 10 milliards d'euros.

■ Parti socialiste : double



langage. La position du PS sur l'EPR est officiellement la suivante (communiqué du 10 mai 2004) : "le PS rappelle son opposition à la décision de construire aujourd'hui l'EPR en France, ce qui ne correspond pas, en l'état actuel du parc nucléaire, à un vrai besoin". C'est déjà une phrase bien ambiguë : le PS ne s'oppose pas à l'EPR, mais à la décision de construire aujourd'hui, il n'est pas non plus contre le fait de le construire à l'étranger... Bref, on ne veut pas se fâcher "aujourd'hui", "en France", avec les écologistes.

GRANDE BRETAGNE

Le vrai coût du démantèlement

Jusqu'à maintenant EDF mettait 10% du coût des réacteurs nucléaires pour provision pour le démantèlement. La Cour des comptes a de nombreuses fois signalé qu'elle trouvait cette réserve insuffisante. Le gouvernement britannique qui prévoit le démantèlement de vingt réacteurs nucléaires dans l'avenir a estimé ce que cela va lui coûter : 56 milliards de livres pour les bâtiments et 14,5 milliards de livres pour le combustible, soit au total 70,5 milliards de livres ou 96 milliards d'euros... soit près de 5 milliards d'euros par réacteur... réacteurs qui ont coûté moins de 2,5 milliards d'euros. Le démantèlement ne coûte donc pas 10% du prix de construction mais 200%. A ce tarif, la vraie dette d'EDF augmenterait de l'ordre de 300 milliards d'euros !





Sécheresse EDF au tribunal

Le 30 août dernier, le réseau "Sortir du nucléaire", fédération de 718 associations, a décidé de porter plainte contre EDF concernant sa gestion de la sécheresse : rejets chimiques illégaux de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-les-Eaux (Loir-et-Cher) dans la Loire, alors que la dilution n'est plus assurée. Contestation des dérogations demandées par EDF pour continuer à faire ses rejets pour les centrales de Chinon (Indre-et-Loire), de Belleville

(Cher) et de Dampierre (Loiret). Plainte contre EDF pour non respect des conditions d'utilisation des barrages en amont : le barrage de Naussac (sur l'Allier) est aujourd'hui à sec, et EDF a commencé à vider le barrage de Villerest (sur la Loire). Conséquence : l'hiver prochain, lors des pointes de consommations dues à la scandaleuse politique nationale du chauffage électrique, la production d'électricité hydraulique manquera à l'appel. Le Réseau attaque également les décrets accordant des dérogations à la centrale de Civaux (Vienne) qui bénéficie de privilèges injustifiables : dans la région française la plus durement frappée par la sécheresse, alors que la population et les entreprises sont soumises à des restrictions drastiques, cette centrale fait évaporer quotidiennement près de 150 millions de litres d'eau de la Vienne !

La Hague

■ Gouvernement obéissant ! Le 13 avril 2005, Cogéma fait une demande urgente au gouvernement pour obtenir des autorisations de stockage concernant des déchets... à la suite de plaintes déposées par plusieurs associations. Le 14 avril 2005, le *Journal officiel* publie un décret régularisant ces stockages illégaux. Qui peut encore douter que nous sommes dans une démocratie !

■ Déchets : 90% à La Hague et Marcoule. Le dernier inventaire de l'Andra sur les déchets radioactifs liste 856 lieux de stockage... mais 90% de la radioactivité est concentrée sur deux sites : Marcoule (Gard) et La Hague (Manche).



DR
Opposants aux convois de déchets.

GOLFECHE

Fissureurs volontaires

Le 6 juin, le collectif antinucléaire toulousain a organisé une action pendant l'enquête publique pour le renouvellement des autorisations de fonctionnement de la centrale de Golfech. Bien que suivis de près par les forces de l'ordre, ils ont "fissuré le dossier" en déchirant quelques pages. Les militants entendent dénoncer cette parodie de démocratie : même si tout le monde se prononçait contre la prolongation de fonctionnement, rien n'empêcherait le gouvernement de donner les autorisations nécessaires.

GRAVELINES

Sept incidents en trois mois

La plus grosse centrale nucléaire de France, située à côté de Dunkerque, multiplie les incidents :

- 16 mars, réacteur 2 : indisponibilité d'une chaîne de mesure neutronique,
- 15 avril, réacteur 3 : manœuvre inappropriée provoquant un déclenchement intempestif de l'aspersion de sécurité de l'enceinte
- 7 mai, réacteur 5 : perte de deux capsules de neptunium 237.
- 20 mai, réacteur 3 : montée en puissance trop rapide en phase de redémarrage.
- 31 mai, réacteur 5 : arrêt intempestif en phase de redémarrage suite à un apport d'eau non borée dans le primaire.
- 14 juin, dégagement de fumée dans un local du bâtiment des auxiliaires nucléaires des unités de production numéro 1 et 2 suite à l'échauffement du moteur d'une pompe.
- 14 juin, incendie dans un local de la station de pompage de l'unité de production, 2h30 d'intervention des pompiers. Les syndicats dénoncent une course à la productivité qui se traduit par une moindre surveillance, le recours à un personnel sous-qualifié et un moindre entretien du matériel... Alors que les réacteurs vieillissent nécessitant au contraire plus d'entretien, la multiplication des incidents s'explique par une gestion à la limite de l'accident.

BURE

Du laboratoire au stockage des déchets

Depuis le début, les opposants au site de l'Andra dénoncent une magouille pour masquer sous forme de laboratoire le creusement d'un site de stockage des

Et si on sortait...

Jean-Yves Chetail fait de la chanson engagée depuis trente ans et propose ses bio-spectacles. Il a réalisé avec le Réseau Sortir du nucléaire, un CD avec douze chansons sur Tchernobyl, les énergies renouvelables, les aberrations du nucléaire, les déchets, les trains radioactifs... A commander (13 € port compris) à *Réseau Sortir du nucléaire*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04. Pour l'inviter à une fête : 06 76 69 54 98.

déchets. Alors que le laboratoire n'est pas encore en fonctionnement, l'Andra a annoncé le 5 août, quelques jours après les manifestations donc, que "stocker des déchets, c'est faisable". L'Andra estime que les travaux actuels lui suffisent pour passer à l'étape suivante ! C'est beau et triste la certitude des nucléocrates.

DRÔME

Le chantier de la décennie ?



Actuellement, 25% de la production mondiale d'uranium enrichi est produite par l'usine Georges-Besse de la société Eurodif, à Pierrelatte, dans la Drôme. Cet uranium sert aux 58 réacteurs français et à une cinquantaine dans d'autres pays. Eurodif est une filiale d'Areva. Anne Lauvergeon, présidente du groupe, a annoncé son intention d'investir trois milliards d'euros sur le site pour la construction d'une nouvelle usine fonctionnant d'ici 2018. Les travaux doivent commencer cet été.

Pari audacieux qui supposerait qu'au niveau mondial, on assiste à une relance du nucléaire. Or rien n'est moins sûr. L'usine actuelle est une grosse consommatrice d'énergie : elle consomme à elle seule la production de trois des quatre réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin. La nouvelle usine, qui fonctionnerait par centrifugation et non par diffusion gazeuse, devrait consommer cinquante fois moins. La première usine laissera 140 000 tonnes de ferrailles radioactives. Il y a peu d'opposition locale : 4000 personnes travaillent dans cette usine.

Une fresque humaine

Le 23 avril dernier, à Nantes, quelque 8000 personnes se sont retrouvées pour écrire un immense slogan de 300 mètres de long et 40 m de large :
“Le nucléaire tue l’avenir, sortons-en”.

C'est le groupe Sortir du nucléaire du pays de Redon qui a initié fin 2004 cette action, dans l'objectif de réussir un événement important au moment du dix-neuvième anniversaire de l'accident de Tchernobyl.

Dans le cadre du Tour de France anti-nucléaire en 2004, le comité était resté sur une demi-déception lors de l'organisation d'une première fresque humaine qui avait rassemblé alors environ 2000 personnes, le 14 mai à Redon. La presse locale en avait peu parlé, la presse nationale pas du tout. Cette première action sur 3000 m2 représentait le sigle de la radioactivité suivi du slogan “Sortons-en”.

Un réseau local implanté depuis longtemps

Cette fois la mobilisation était au rendez-vous. Elle a été rendue possible par l'histoire locale. Les comités antinucléaires locaux sont restés actifs depuis le projet d'implantation d'un réacteur nucléaire d'abord au Pellerin puis au Carnet, dans l'estuaire de la Loire, entre Nantes et Saint-Nazaire. Cette longue lutte a parfois connu des affrontements très violents, notamment lors des enquêtes publiques. Il est apparu important à certaines personnes de mettre en place des actions non-violentes, particulièrement au moment de la signature de la DUP, déclaration d'utilité publique, en 1997. A cette époque, une grande chaîne humaine avait été organisée le 1er juin 1997 où 25 à 30 000 personnes s'étirèrent le long du fleuve sur environ 30 km. C'était le jour des élections législatives et Jospin avait annoncé qu'en cas de victoire de la gauche, le projet du Carnet serait abandonné. A 20h01, les organisateurs pouvaient être heureux...

Cette chaîne conforta les groupes locaux sur l'importance de proposer aux

citoyens autant de fois que l'on peut, une forme d'expression de foule qui soit plus percutante, plus motivante qu'un défilé. L'action gagne en attrait, en émotion pour les participants, et en attrait aussi pour la presse. L'originalité d'une telle action multiplie l'efficacité de la mobilisation.

Le principe des engagements

Mais si elle gagne en attrait, elle gagne aussi en complexité ! Pour la fresque en particulier, il faut à l'avance anticiper le nombre possible de participants. Pour cette fresque, comme pour la chaîne humaine de 1997, il a été proposé à chacun un engagement à l'avance. 50 000 tracts ont été distribués et comportaient un coupon-réponse à renvoyer avec une participation financière minimum d'un euro par personne. Au final, ce sont 1500 engagements qui ont été retournés et 2800 euros. Les comités locaux ont alors craint une mobilisation insuffisante car pour le projet initial, il avait été prévu qu'il fallait arriver à 10 000 personnes. En 1997, il y avait eu 9000 engagements pour 25 à 30 000 participants. En 2004, à un niveau plus local, 600 engagements pour 2000 participants au final. Avec la même proportion (une multiplication par trois environ), les groupes ont craint de ne pas dépasser les 5000 participants. L'anniversaire de Tchernobyl tombait au milieu des vacances scolaires de Pâques et de nombreux enseignants nous signalaient qu'ils accompagnaient des voyages scolaires. Pour augmenter encore le stress des organisateurs, la pluie qui manquait cruellement depuis des mois se mit à tomber la veille sans discontinuer et la météo annonçait pour le jour même de fortes averses et orages. Ce n'était pas le meilleur des scénarios pour faire venir les indécis. Cela gênait en plus le vol de l'hélicoptère qui devait emmener cameramen de télévision et photographes de l'AFP.

Heureusement, les nuages restèrent au-dessus de 500 m, minimum pour que le vol soit autorisé. La pluie ne découragea pas trop de monde car au final, environ 8000 personnes constituèrent la fresque.

De la fresque au défilé

L'action a été réalisée sur une immense place. Il a fallu dessiner à l'avance les lettres : 3800 mètres de longueur de trait. A chaque manifestant on donnait une feuille jaune pour ceux qui se trouvaient dans la ligne *Sortons-en* et une feuille noire pour ceux de la ligne *le nucléaire tue l'avenir*. Le remplissage s'est fait en plaçant deux personnes par mètre sur l'ensemble des contours, puis en laissant les autres remplir progressivement l'intérieur des lettres.

Avec une sonorisation, il était demandé à chaque manifestant de placer la feuille de papier au-dessus de sa tête à chaque passage de l'hélicoptère.

Après le dernier passage de ce dernier, les gens purent écouter un certain nombre d'intervenants : Didier Anger venu parler de l'EPR prévu dans le Cotentin (Manche) et de la lutte à mener à ce sujet. Vladimir Tcherkoff parla lui de Youri Bandajevski, médecin biélorusse emprisonné... La foule se dirigea ensuite en cortège jusqu'à la mairie de Nantes.



pour sortir du nucléaire



Réseau sortir du nucléaire

Deux camions remplis de fleurs (colza, genets, jacinthe, en majorité cueillies à l'avance par cinq équipes) attendaient les participants sur le cours du défilé. Les fleurs furent distribuées à chacun et chacune pour ensuite les déposer sur un grand drap devant la mairie. Sur les grilles de l'édifice, une immense banderole rappelait l'objet de cette action : "en hommage aux 800 000 liquidateurs de Tchernobyl". Ce fut un moment très émouvant.

Motivés, motivés...

Il faudrait disposer de longs développements pour expliquer dans le détail comment l'opération a été préparée. Parmi les points importants, relevons qu'il fallut disposer d'un permanent pendant le dernier mois et aussi d'une bonne semaine à temps complet, en février, pour la personne chargée de la communication. Il fallait prendre les contacts avec toutes les organisations susceptibles de soutenir l'action et de figurer sur le tract dans la liste des soutiens. Il a fallu également beaucoup de temps pour la personne qui gérait la trésorerie et pour celle qui recueillait les engagements. Enfin, il a fallu une personne pour négocier le déroulement de la journée avec la mairie et les autorités.

Globalement, cette action a été coordonnée par une quinzaine de personnes très investies qui se sont coordonnées entre elles à l'aide de quatre commissions : logistique, communication, animation, constitution de la fresque.

La commission constitution de la fresque a été la plus gourmande en volon-

taires : 150 personnes réparties en dix équipes ont placé les personnes sur les lettres. Au total, près de 250 personnes auront aidé à un moment ou à un autre (dont un bon tiers de moins de 25 ans). Les réunions des commissions et en AG étaient très suivies : la dernière AG réunit presque cent personnes.

L'animation des commissions et des réunions a été, autant que faire se peut, organisée de manière tournante pour avoir un fonctionnement le moins hiérarchique possible, avec une majorité d'animateurs de moins de 30 ans.

Cette organisation a permis de préparer un événement pendant des mois très laborieux dans une ambiance bien agréable. Au final, le groupe local se trouve très renforcé et élargi et s'appelle maintenant Réseau Sortir du nucléaire Loire-et-Vilaine.

Paul Roullaud ■

Un CD présentant les photos et les reportages télévision et radio de cette action, la plus importante de ces dernières années, est en préparation et est disponible auprès du comité : Sortir du nucléaire Loire-et-Vilaine, c/o Paul Roullaud, Bourlinguette, 44530 Guenrouet, tél : 02 40 87 60 47.

4^{ème} foire
humeur bio

samedi 29 octobre

14h à 20h

dimanche 30 octobre

10h à 17h

**LONGCHAUMOIS
(JURA)**

Nombreux exposants présents

**Exposition - conférences
et animations**

contact : 03 84 42 71 46



Le vrai coût des énergies

Récemment un rapport gouvernemental français reconnaissait que la moitié du coût du nucléaire était payé par les impôts et non par l'électricité. Mais ceci ignore la question des déchets. *New Economics Foundation*, une fondation britannique, a publié un rapport le 29 juin dernier qui indique que les coûts annoncés pour l'énergie nucléaire sont sous-estimés d'un facteur trois ! Le rapport rappelle que si l'on intègre tous les coûts, les énergies renouvelables sont moins chères, permettent une réponse plus rapide aux questions liées aux changements climatiques et ne posent pas de problèmes de sécurité en ces périodes de terrorisme.

Eolien

■ **Bientôt devant le nucléaire ?** L'énergie éolienne a dépassé pendant l'été les 50 000 MW installés et la croissance dans le secteur est énorme : trois fois plus de puissance installée au premier

semestre 2005 qu'un an avant, ce qui laisse penser que l'on devrait dépasser rapidement les 10 000 MW par an. Pendant ce temps, le nucléaire a atteint un sommet en 2002 avec 444 réacteurs et 365 500 MW... et au vu des chantiers actuels, il est sûr que la production va baisser, les centrales fermant plus vite qu'il ne s'en construit. La production électrique éolienne pourrait passer devant celle du nucléaire d'ici seulement une vingtaine d'années.

■ **Espagne : la production s'envole.** Le gouvernement espagnol a adopté le 26 août un plan national pour aider les énergies renouvelables : 23,6 milliards d'euros d'aides à l'investissement. D'ici 2010, le gouvernement vise à produire 30 % de son électricité par les renouvelables, essentiellement en faisant passer la capacité des éoliennes de 13 000 MW actuels à 20 000 MW.

■ **Pas de seuil !** Le projet de loi déposé par certains députés visant à ne garantir le courant qu'aux installations d'une certaine puissance (plus de 20 MW) a provoqué d'importantes protes-



DR

tations... et les sénateurs avaient repoussé cet amendement. Une commission paritaire avait alors vu le jour pendant l'été... qui a maintenu la loi sans l'amendement, assurant aux producteurs d'électricité la possibilité de revendre à EDF. La taille des installations sera désormais du choix des communes.

■ **Valeur immobilière.** Les opposants locaux aux éoliennes ont un argument fort pour faire peur : si elles se construisent, vous ne pourrez plus vendre votre maison... Une étude du CAUE, conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, dans le département de l'Aude, département qui compte le plus d'éoliennes, réalisée auprès de 33 agences immobilières, indique que 8 estimaient qu'elles avaient un

impact négatif, 18 que cela n'a aucune incidence, 7 que cela à un impact positif, l'une en faisant même un argument publicitaire. D'autres études menées dans d'autres pays concluent à l'absence d'impact sur la valeur immobilière.

■ **Haute-Loire : 26 éoliennes.** Un parc de 26 éoliennes pour une puissance de 39 MW est en construction à Ally. Le groupe exploitant canadien Boralex a investi 52,6 millions d'euros. Il permettra d'alimenter l'équivalent de 32 000 foyers. Le plateau d'Ally est balayé toute l'année par un vent moyen de 6,5 mètres/seconde, relativement modéré mais constant. Le même groupe est déjà propriétaire du parc de la Montagne ardéchoise (12 éoliennes, 18 MW).

Fin du pétrole

■ **Petite phrase.** "Je crois que nous allons connaître une dizaine d'années au cours desquelles la courbe de production pétrolière va ressembler à un plateau bosselé, avant qu'elle ne commence irrémédiablement à chuter". Jean Laherrère, ancien directeur chez Total.

■ **Pays producteurs de pétrole.** La Chine a exporté du pétrole jusqu'en 1993 puis est devenue importatrice. L'Indonésie a exporté du pétrole jusqu'en 2003, puis est devenue importatrice. Les Etats-Unis ont atteint leur maximum de production dès les années 70, la Grande-Bretagne dès les années 80, la Norvège en 1999. L'Iran a aussi indiqué ne plus pouvoir produire plus. Restent les pays du Proche-Orient, certains pays africains, la Russie et le Venezuela... Si l'on découvre encore de nouveaux gisements, on en découvre de moins en moins. Les découvertes sont passées par un maximum au milieu des années 60... et décroissent depuis.

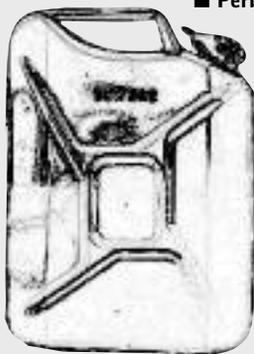
■ **Prix maxi.** En tenant compte de l'inflation et en recalculant les prix en "dollars constants", le record pour le prix du baril de pétrole est actuellement de 94 \$, prix atteint en mai 1980 après la révolution iranienne. Au cours des trois dernières années, le prix est passé de 20 à plus de 70 \$.

■ **Energies renouvelables compétitives.** Le prix du gaz monte presque aussi vite que celui du pétrole. Avec un prix qui a dépassé les 65 euros à la mi-août, le pétrole n'est plus compétitif devant l'éolien et le prix du kWh de l'éolien offshore est moins élevé que celui des centrales au gaz les plus performantes. Les investisseurs se tournent de plus en plus du côté de l'éolien... car le prix du kWh produit sera au mieux stable, voire en baisse dans les années à venir alors que celui du pétrole et du gaz ne cesse de monter. Quant au nucléaire, cela fait bien longtemps que les investisseurs privés n'y croient pas. Enfin, les capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire sont aussi compétitifs : déjà moins chers que le chauffage au fuel et à l'électricité, ils sont en train de devenir moins chers que le gaz.

■ **Début des grandes manœuvres.** La montée régulière du prix du pétrole (de 50 à 70 dollars en un trimestre) met en péril l'organisation économique des pays occidentaux : envolée du coût des transports donc

inflation pour la plupart des produits. Le gouvernement français qui bénéficie d'importantes entrées fiscales du fait de l'indexation sur le prix, promet une redistribution pour les poids-lourds, les pêcheurs, les bas revenus, mais ce genre de solution ne fonctionnera qu'un temps : le temps que les gens commencent à se restreindre sur leur consommation de pétrole. La "gauche" (PS et PC) propose de baisser les taxes pour maintenir le prix au niveau actuel, c'est d'une rare intelligence ! Qui va oser proposer de penser une société plus économe ?

■ **Perben propose de bonnes mesures.** Dominique Perben a proposé fin août de diminuer la limite de vitesse sur les autoroutes à 115 km/h, une telle mesure provoquant une économie de consommation du pétrole par les voitures permettant pour le particulier de maintenir son budget carburant au même prix qu'au début de l'année. Une mesure décriée immédiatement par la droite qui estime qu'on ne doit pas toucher à la liberté des automobilistes. La FNAUT, Fédération nationale des associations d'usagers des transports a apporté son soutien au ministre en soulignant qu'une telle diminution de vitesse aurait deux autres conséquences positives : diminuer le nombre d'accidents et diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Même si le gouvernement n'adopte pas cette proposition, rappelons que le code de la route oblige



simplement à rouler sur les autoroutes à plus de 60 km/h et que les voitures sont réglées pour consommer le moins entre 70 et 90 km/h. Si vous prenez une autoroute, rien ne vous oblige à aller plus vite.

■ **Paris : quelle éthique (de la fin) du pétrole ?** La Journée du Fonds Paul Ricœur organise le lundi 10 octobre de 9h30 à 18 h, à la faculté de théologie protestante (83 boulevard Arago, Paris 14e, M^oDenfert-Rochereau ou Saint-Jacques), une journée sur ce thème avec comme intervenants Alain Gras, anthropologue, membre du comité de rédaction de *La Décroissance*, Olivier Abel, professeur d'éthique à la faculté protestante, Yves cochet, député Vert, auteur de *Pétrole apocalypse*, Jacques Varet, direction de la prospective au BRGM. *Renseignements : 01 43 31 61 64.*



Pas assez d'environnement dans les médias

Selon un sondage réalisé en juin pour le compte de l'association des journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie, les Français estiment que les questions d'environnement ne sont pas assez traitées dans les médias : pas assez à la radio 55%, à la télé 52%, dans la presse quotidienne 51%, dans les magazines 49%. Ce sont les jeunes de 25 à 34 ans (71%), les jeunes de 18 à 24 ans (67%), les diplômés bac+2 (69%) qui sont le plus demandeurs. Quels sont les sujets sur lesquels ils veulent plus d'info ? la pollution de l'eau (62%), la pollution de l'air (58%), le recyclage des déchets et leur réduction à la source (49%), le réchauffement climatique (48%). Hit-parade des sujets qui les ont le plus marqué ? le tsunami, la pollution de la mer, le climat.

Changement climatique

■ **Brochure explicative.** Le RAC, Réseau Action-Climat, France nature environnement, le WWF, la LPO et Greenpeace se sont associés pour publier une petite brochure intitulée *changement climatique : la nature menacée en France* qui fait le point sur ce que provoque la montée de la température : migration possible des espèces animales, migration difficile des espèces

végétales et du fait d'un déséquilibre croissant, risque d'appauvrissement de la biodiversité. On peut l'obtenir auprès du RAC, tél : 01 48 58 83 92.

■ Espagne : sécheresse et désert.

Cet été, l'Espagne a connu sa pire sécheresse depuis plus de cinquante ans. Les climatologues sont inquiets et annoncent que l'ensemble du sud-ouest de l'Espagne pourrait devenir un désert dans les années à venir.

■ **Étiquette énergie.** Agir pour l'environnement propose au gouvernement d'adopter une étiquette Énergie pour les véhicules



comme cela se fait déjà pour l'électroménager. Il faudrait que cette étiquette soit valable pour tous les modes de transports : les avions seraient ainsi toujours dans la catégorie la pire, suivis des 4x4. La première catégorie serait réservée aux "voitures propres", c'est-à-dire les vélos, les chaussures et les rollers.

Soutenir le programme REACH

Le projet de réglementation REACH prévoit l'obligation pour les firmes de prouver l'innocuité des molécules qu'elles veulent commercialiser avant leur mise sur le marché. Actuellement, de nombreux problèmes de santé et d'environnement proviennent de la mauvaise évaluation des conséquences de l'arrivée de nouvelles molécules. Sous prétexte qu'une telle obligation coûterait très cher à l'industrie chimique, un important lobbying est mené par les multinationales, mais aussi par certains Etats comme la France pour empêcher ce projet de directive de voir le jour. Le projet étant sans cesse repoussé, les Verts ont lancé une campagne de lettres. On peut en obtenir un modèle en le demandant à : Les Verts, 247, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél : 01 53 19 53 19.

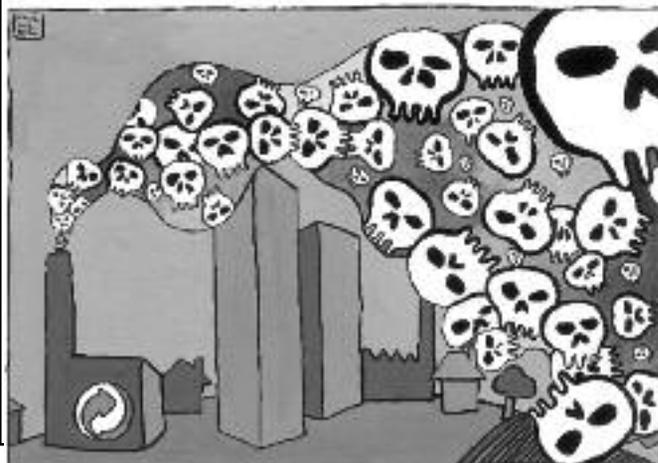
BELGIQUE

Pitié pour les abeilles !

L'imidaclopride est une molécule d'insecticide qui est utilisée pour enrober les semences en agriculture et horticulture : maïs, colza, tournesol, betteraves, graines potagères, graines de fleurs... C'est ce qui donne cette jolie, mais dangereuse, couleur rouge intense aux graines. C'est aussi ce même produit que l'on place sur les chats et des chiens (derrière la tête pour qu'ils ne puissent pas se lécher !) et qui, en passant dans le sang de la bête, tue la puce qui suce le sang contaminé. Alors qu'en France, les apiculteurs ont finalement obtenu, après des années de dénonciation, l'interdiction de cette molécule qui provoquait des ravages dans les essaims, en Belgique, elle est toujours autorisée. (correspondance Christian Jacques)

Incinération Des œufs à la dioxine

Début juin, le CNIID rendait public un rapport tenu confidentiel indiquant que l'incinérateur de Gien-Arrabloy rejetait plus de 6000 fois les doses admissibles en dioxine (soit 50 g en 2004 !). L'incinérateur était alors arrêté... mais la pollution est là. Fin août, la préfecture, après analyses, a interdit la consommation des œufs et volailles dans un rayon de 5 km autour du site.



BÉZIERS

Incendie toxique

Le 27 juin à 3 h du matin, un incendie important ravage 5000 m² d'entrepôts de l'usine SBM Formulation qui stocke d'importantes quantités de pesticides. Un important nuage toxique provoque des problèmes respiratoires sur son passage. Le vent souffle de l'est et les odeurs sont ressenties jusqu'à Toulouse (180 km !). L'usine est classée Seveso 2. Seule mesure prise par les autorités : un confinement dans un rayon de 400 m autour de l'usine.

Dès le matin, de nombreux directeurs d'écoles ont appelé la préfecture pour demander ce qu'il fallait faire... sans qu'aucune consigne ne soit donnée. Officiellement, les seuils de pollution ne sont pas dépassés !

L'hôpital de Béziers note pourtant une recrudescence des irritations pulmonaires et cutanées, mais sous des formes bénignes. Des personnes ont été hospitalisées en provenance de plus de 50 km de l'incendie.

Les habitants devront, pendant près d'un mois, se contenter des messages rassurants des autorités. Ce n'est que le 20 juillet que la préfecture donne la composition de ce qui a brûlé : 1720 tonnes de pesticides parmi lesquels de l'aldéhyde (152 t), carbamate (173 t), pyridine (72 t), dicarboximide (57 t), dithiocarbamate (84 t), colorants et solvants (136 t), fiprole (127 t), hydrocarbure aromatique (47 t), organo-phosphoré (34 t), oxadiazine (75 t), phosphonate (27 t), phtalimide (63 t), plastiques d'emballage (44 t), pyrethroides (34 t), triazole (104 t)... Bref, un cocktail cancérigène hautement toxique.

Verts, associations de défense de l'environnement, Confédération paysanne sont montés au créneau pour demander que l'on étudie comment diminuer l'usage des pesticides dans l'agriculture. Plusieurs médecins, dont l'association des médecins indépendants pour l'environnement et la santé, ont protesté contre la désinformation concernant les conséquences de l'incendie. France nature environnement a demandé la publication de cartes sur les retombées du nuage.

En 1984, au moment de l'accident de Bhopal, en Inde, les associations avaient demandé la fermeture de cette usine qui, à l'époque, avait le même propriétaire : Union Carbide et stockait le même produit, l'isocyanate de méthyl, à l'origine des graves conséquences de Bhopal : 16 à 30 000 aujourd'hui, 500 000 personnes touchées. Deux accidents avaient déjà eu lieu avant dont le dernier le 11 avril 2005 avec un début d'incendie dans un atelier.

(La semaine du Minervois, 7, 13 et 21 juillet 2005)



■ **Allemagne : faucheurs volontaires.** Reprenant la forme d'action choisie par les faucheurs français, un collectif a vu le jour en Allemagne qui a mené sa première action le 31 juillet à visage découvert, dans le Brandebourg, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Berlin. Six Français sont venus représenter les faucheurs français. 75 personnes ont été arrêtées par les forces de l'ordre et devront passer en procès.

Santé mentale des adolescents

L'Organisation mondiale de la santé s'inquiète du "déclin de la santé mentale des adolescents dans les pays développés". Des études montrent en effet une augmentation rapide des comportements dissimulateurs (mentir, voler, désobéir). Ceci n'aurait aucun lien ni avec le divorce, ni avec les classes sociales, ni avec les différences culturelles ethniques. Les chercheurs s'interrogent. Tiens, une piste : les spots publicitaires que tous ces jeunes ingurgitent à longueur de journée pour les inciter à toujours ressembler à un dieu de la consommation.

■ **Grande-Bretagne : contamination humaine.** L'Université de Newcastle a révélé, fin août, qu'elle avait trouvé des molécules d'ADN marqué par un OGM dans la flore intestinale de personnes ayant mangé des aliments à base d'OGM. Le gouvernement britannique a estimé que cela n'avait aucune importance.

■ **Essais illégaux.** Rappelons que la plupart des essais en plein champ sont illégaux. La loi prévoit en effet la mise en place d'un organisme indépendant d'évaluation des risques doté des moyens pour le faire, la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement, l'information du public, l'autorisation du ministère de la santé puisqu'il s'agit de plantes médicamenteuses, la définition de règles de coexistence entre plantes OGM et les plantes conventionnelles ainsi que la

détermination de la responsabilité du laboratoire en cas de contamination (si des problèmes surviennent, aucune assurance ne veut prendre en charge ce type de risques). Ces conditions ne sont jamais réunies, les essais se faisant de plus en plus clandestinement. Les associations qui ont essayé de mener des actions en justice n'ont pour le moment jamais obtenu satisfaction à temps pour éviter les risques de dissémination. Quand la justice fonctionnera, nous n'aurons plus besoin des faucheurs volontaires.

■ **Puy-de-Dôme : 15 arrestations.** Deux nouvelles parcelles ont été fauchées le samedi 27 août, vers 15 heures, par 400 faucheurs, sur les communes de Neschers et Nonette. 6000 m² et 6 hectares ont pu être détruits, mais pas la plus grande parcelle visée de 13 ha hautement protégée par les forces de l'ordre. Pendant l'action, un commando, peut-être envoyé par la firme Limagrain, a crevé les pneus d'une vingtaine de véhicules et le faucheur chargé de la surveillance a eu le bras fracturé à coup de batte de base-ball. 15 personnes ont été interpellées... du côté des faucheurs, aucune du côté des violents.

■ **Le péché ogémique.** Depuis 2002, Emmanuelle della Schieva et Etienne Brac ont mis au point pour la Compagnie Carpe Diem un spectacle *Le péché ogémique*, sur les manipulations génétiques. Le spectacle a été joué pour la première fois au rassemblement du Larzac en 2003 et est maintenant disponible pour animer vos fêtes ou soirées. *Carpe diem*, 171, rue des Jardiniers, 69400 Villefranche-sur-Saône, tél : 04 74 68 86 26.

■ **Cheval cloné.** Le premier cheval cloné est né le 26 février dernier en région parisienne. Il a été obtenu à partir de cellule d'un cheval nommé Pierraz, champion du monde d'endurance dans les années 90. La société Cryozootech qui a fait cette manipulation espère faire fortune en vendant le sperme du clône. Il ne s'agit plus comme les OGM de faire croire que c'est pour mieux nourrir ou mieux soigner. Cette fois, c'est clairement pour gagner de l'argent. (*Campagnes solidaires, été 2005*)

■ **Orléans : procès de faucheurs.** Prévu le 9 août, le procès de faucheurs volontaires a été reporté au 27 octobre. Il s'agit de six personnes interpellées lors d'un fauchage à Neuville-aux-Bois et à Greneville-en-Beauce (Loiret), le 7 juillet dernier.

Pollution et malformation

Une étude réalisée à New York sur des femmes enceintes, non fumeuses, exposées ou non aux gaz d'échappement des voitures, conclut que la pollution atmosphérique double le nombre d'enfants malformés à la naissance. (*20 minutes, 28 février 2005*)

■ **Fauchages.** Le gouvernement a indiqué qu'en 2004, 26 essais de culture OGM en plein air sur 48 ont été détruits. En 2005, 112 parcelles ont été autorisées dont les deux-tiers dans la région Midi-Pyrénées. Les faucheurs volontaires ont annoncé avoir passé le cap des 5000 adhérents. Cet été, les faucheurs volontaires ont changé de tactique : des opérations commando de nuit pour détruire les parcelles puis des revendications au grand jour. A Menville (Haute-Garonne), une parcelle est détruite le 14 juillet. Dans le Puy-de-Dôme, deux parcelles sont détruites à Beaulieu dans la nuit du 18 au 19 juillet. Dans le Tarn, une parcelle est partiellement détruite le 28 juillet, et

définitivement dans la nuit du 4 au 5 août. Dans le Puy-de-Dôme, une nouvelle parcelle a été détruite dans la nuit du 1^{er} au 2 août, deux autres parcelles sont détruites à Issoire et au Broc. Le 2 août, de jour, une parcelle est partiellement détruite à Neschers. Ceci provoque une militarisation sans précédent des champs. Ceux-ci déjà clôturés par des fils électriques se voient entourés jour et nuit par des gardes mobiles. Huit parcelles proches sont même surveillées en permanence par hélicoptère. Tous ces champs sont loués par la coopérative Limagrain à différentes firmes comme Meristem ou Biogemma. Question : qui paie les forces de l'ordre ? Le privé ou le public ?



El Brujo



El Brujo



El Brujo

Pourquoi il n'y a plus de gorilles dans le Grésivaudan

On croyait tout savoir sur les nuisances du téléphone portable. On était loin du compte. A l'échelle planétaire (trafic de déchets électroniques, massacres de populations et d'espèces menacées...), nationale (surveillance électronique, destruction de paysages, bombardement publicitaire...), locale (destruction du Grésivaudan, pollution, pillage des ressources et des fonds publics...) et individuelle (addiction au gadget, effet "bulle", autisme social...), découvrons le fléau universel qu'est le portable.



Il n'y a plus de gorilles au numéro demandé

Le téléphone portable est un concentré de nuisances.

D'abord à cause de sa puce. Eric D. Williams, chercheur à l'université des Nations unies à Tokyo, a mesuré les éléments nécessaires à la fabrication d'une puce de 2 grammes. Résultat : 1,7 kg d'énergie fossile, 1 mètre cube d'azote, 72 g de produits chimiques et 32 litres d'eau. Par comparaison, il faut 1,5 tonne d'énergie fossile pour construire une voiture de 750 kg. Soit un ratio de 2 pour 1, alors qu'il est de 630 pour 1 pour la puce (4). A Crolles, l'usine à puces de l'Alliance STMicroelectronics/Freescale/Philips engloutit 700 mètres cubes d'eau par heure, et soumet les pouvoirs publics à ses exigences : 150 000 € d'amende par heure à payer à l'entreprise en cas de

conforme au projet de "continuité urbaine de Genève à Valence" prévu par le schéma directeur pour 2020. On ne fait pas de mégapole sans bretelles d'autoroute, et ce semi-échangeur de Bernin en préfigure bien d'autres, et de plus imposants.

Crolles II, la fierté du techno-gratin, ce sont des investissements colossaux (2,8 milliards dont 543 M€ d'aides publiques), la destruction des terres agricoles du Grésivaudan, le transport et le stockage de produits hautement toxiques, les bouchons sur l'autoroute, la guerre économique contre Chinois et Américains, le pillage des ressources en eau, les contrôles d'identité à l'entrée de l'Alliance, la soumission des chercheurs du CEA aux exigences des industriels STMicroelectronics, Philips et Freescale Semiconductors, la visite régulière des autorités — Chirac, Sarkozy, Devedjian, etc.

Pour quoi faire ? Des téléphones portables.

Ne souriez pas. Si vous trouvez dérisoire le résultat de ces sacrifices, gaspillages et destructions, c'est que vous n'entendez rien à la réalité économique. Le téléphone portable, c'est une innovation, et comme l'a expliqué Michel Destot, maire de Grenoble, avec l'innovation "apparaît le développement des activités économiques qui génère lui-même des emplois pour l'ensemble de nos concitoyens. Il y a là une véritable mine d'or, prenons-en conscience" (3).

Le téléphone portable génère bien d'autres choses que des emplois et de l'or. Non seulement il accélère la destruction de la planète, mais il contribue à la technification totale du monde. Des effets dont jamais les chercheurs du CEA-Léti, sous-traitant de Nokia, ne parlent dans leurs réunions mensuelles à la Fnac, ce débitant de téléphones prétendument "agitateur d'idées".

(1) Enquête publique création du semi-échangeur "Crolles II", avril 2005.

(2) cf "Croissance à la grenobloise - Comment on nous détruit" sur www.piecesetmaindoeuvre.com.

(3) In *L'espace alpin et la modernité, bilan et perspectives au tournant du siècle*, sous la direction de Daniel J. Grange, PUG 2002.

(4) *Libération* 21 novembre 2002.



“Compte tenu du très fort développement prévisible du Centre de recherche en nanotechnologies de la zone d'activité des Fontaines et de la Zone industrielle de Crolles, soutenu localement et nationalement, il est indispensable de compléter de façon urgente sa desserte, pour assurer son accessibilité” (1).

On sait que pour devenir une agglomération de "statut international", une "Silicon Valley à la française", et bientôt un "Pôle de compétitivité", la cuvette grenobloise a sacrifié depuis un siècle ses paysages, son environnement, la santé de ses habitants, la démocratie locale et le contrôle de sa vie (2). Livrée au techno-gratin, la ville se consume dans la R&D (recherche et développement), et la course à la croissance, dont le dernier avatar sont les nanotechnologies qui imposent aujourd'hui cette nouvelle bretelle d'autoroute. Il faut bien transporter jusqu'à Crolles les produits chimiques stockés à Lancey, sur l'autre rive de l'Isère, et les employés de l'Alliance, contraints de se loger jusqu'à Albertville. Rien que de très



ALLÔ? OUI J'ARRIVE BIEN TÔT...

défaillance dans la fourniture d'eau, et obligation de doubler prochainement les conduites d'adduction. Si l'Alliance a choisi le Grésivaudan, c'est aussi pour piller ses ressources en eau pure — y compris en période de sécheresse et de canicule.

Crolles II, site Seveso, consomme des produits toxiques comme la phosphine (hydrogène phosphoré), le thilane ou l'arsine (hydrogène et arsenic) : "des gaz de combat" se vantait un salarié de ST lors d'une visite publique. Les produits chimiques sont stockés à des kilomètres du site, notamment à Lancey, et circulent chaque jour dans des camions qui traversent l'agglomération.

Officiellement, en 2002, l'Alliance a rejeté dans l'atmosphère 9 tonnes de NOx, 10 270 tonnes de CO2, 40 tonnes de COV (5). C'est déjà énorme. Mais un salarié de l'usine confie, sans vouloir en dire plus, que la teneur en produits polluants des rejets dans l'atmosphère serait faussée par l'utilisation de gaz pulsés. Comment le vérifier ? La direction ne communique pas sur les chiffres.

Ce n'est pas tout. Autour de sa puce, votre téléphone a besoin de coltan, un minerai résistant à la chaleur. Celui-ci est extrait notamment en République démocratique du Congo.

Comme les diamants, le coltan a été au centre d'une guerre pour le contrôle des ressources qui a tué plus de trois millions de personnes dans sept pays. Au Congo, de nombreux enfants sont retirés de l'école pour aller travailler dans les mines de coltan. Le minerai est acheté aux rebelles congolais et à des compagnies minières hors-la-loi par trois sociétés : Cabot Inc. aux Etats-Unis, HC Starc en Allemagne, et Nigncxia en Chine. Ces sociétés transforment le minerai en une poudre qu'elles vendent à Nokia, Motorola, Ericsson, Sony, Siemens et Samsung (6).

Les mines de coltan sont situées sur le territoire des derniers gorilles des plaines, qui sont la cible des mineurs. Au rythme

du saccage actuel, les spécialistes estiment à dix ou quinze ans maximum l'espérance de survie de l'espèce (7).

Chaque fois que vous passez un coup de fil sur votre portable, vous jouez avec la santé des habitants du Grésivaudan, avec la vie des Congolais et celle des derniers grands singes de la planète.

Téléphone jetable

"Force est de constater que les Smartphones ont considérablement évolué. L'Orange SPV originel ? Démodé ! Le P800 de Sony Ericsson ? Presque ringard ! Les derniers appareils du genre accueillent volontiers les cartes Flash 64 Mo et embarquent des slots SD qui vous permettront de porter la mémoire totale à 1 Go" (8).

Au-delà du jargon hystérique typique des amateurs de gadgets électroniques, on aura compris l'essentiel : dans leur monde, le danger c'est la ringardise. Il faut changer son téléphone portable ou son "assistant personnel" aussi souvent que l'exigent la mode, le "progrès" et les fabricants. "En moyenne les Japonais changent de mobile tous les douze à dix-huit mois", indique Yoshimi Ogawa, patronne d'Index Corporation, société japonaise qui vend du "contenu" pour portables, et qui a acheté le club de foot grenoblois (9).

Changer de téléphone signifie jeter son téléphone. Depuis le lancement de ce gadget sur le marché, 500 millions d'exemplaires ont déjà été jetés, grossissant les montagnes de déchets électroniques et électriques (DEEE). Rien qu'en France, nous en produisons 25 kg par personne en 2001, et ce chiffre doit doubler d'ici 2013. "Or, ces déchets sont loin d'être anodins. Ils concentrent un mélange complexe de matières et de composants particulièrement toxiques. Métaux lourds, cadmium, mercure, et plomb en grande quantité : 40 % du plomb trouvé dans les décharges provient de l'électronique de consommation. Les rebuts électroniques et électriques sont pour l'essentiel incinérés avec les déchets ménagers et provoquent ainsi d'importantes émissions de dioxines. Ces substances, ennemies de longue date de l'air, des sols et des nappes phréatiques, menacent également la santé des êtres vivants. Quelques mois suffisent pour qu'un téléphone mobile dernier cri

et un ordinateur ultra-performant se métamorphosent en bombes à retardement pour l'environnement" (10).

Aux apôtres du "recyclage" censé résoudre le problème, précisons la fin de l'histoire : "Plus de la moitié des ordinateurs "recyclés" [aux Etats-Unis] sont en réalité expédiés en Chine, où des travailleurs médiocrement payés récupèrent les parties jugées intéressantes des appareils (voir www.ban.org). Mais cela se traduit par une sérieuse pollution, en raison des quantités importantes de plastique et de métaux lourds entrant dans la composition des ordinateurs. Les pièces inutiles sont brûlées, provoquant des émanations toxiques, ou abandonnées dans des décharges où l'eau de ruissellement entraîne les polluants dans les nappes phréatiques. Non loin de Hong Kong, dans la ville de Guiyu, spécialisée dans ce "recyclage" particulier, les enquêteurs ont constaté que l'eau n'était plus potable et devait être acheminée par citernes de villes voisines, tandis que les maladies se multiplieraient du fait de la pollution de l'air" (11).

Plus près de nous, à Bourg-Fidèle (Ardennes), l'usine Métal Blanc a été jugée en février 2005 pour la contamination par le plomb et le cadmium du sol, de l'air et de l'eau, avec des conséquences sur la santé d'une quarantaine de personnes (salariés et enfants voisins essentiellement) (12). L'activité de cette usine ? Le recyclage. On voit que les nuisances sont aussi durables que le développement des industries qui les provoquent.

Grillades de cerveau

"Rentabilité oblige, les téléphones mobiles ont été mis sur le marché sans que des études préalables de nuisance aient été faites. Autrement dit, les utilisateurs sont les cobayes d'une expérience planétaire dont on ignore encore, faute de recul suffisant, les conséquences sur la santé".

Depuis ce constat de Science et Vie en avril 1999, scientifiques, industriels et gouvernements jouent au ping-pong avec



(5) D'après le "Bilan de l'environnement industriel de Rhône-Alpes" de la Drire).

(6) Source Coltan.

(7) Sciences et Avenir, juin 2004.

(8) Stuff, février 2005.

(9) Le Journal du Net, 27 janvier 2004.

(10) Le Figaro Magazine 7 juillet 2001.

(11) Le Monde 17 avril 2002.

(12) Le Monde 23 février 2005.



les enquêtes sur la santé des porteurs de mobiles. L'Organisation mondiale de la santé a lancé une étude en 1996, dont on attend les résultats pour 2005 : oui ou non les portables et les antennes-relais sont-ils un danger pour la santé ?

“Les champs électromagnétiques générés par les antennes des téléphones portables provoquent indirectement des ruptures dans les brins d'ADN de cellules humaines et animales. Ils vont même jusqu'à perturber la synthèse de certaines protéines.

Tels sont deux des résultats marquants de l'étude européenne Reflex, dévoilée le 8 décembre dernier par la fondation allemande Verum, basée à Munich. Financée par l'Union européenne ainsi que par les gouvernements suisse et finlandais, elle a mobilisé douze laboratoires pendant quatre ans.

Le Pr Franz Adlkofer, coordinateur du projet et directeur exécutif de la fondation Verum, assène d'ailleurs que l'étude démontre l'existence *“d'un mécanisme physiopathologique qui pourrait être à la base du développement de troubles fonctionnels ou de maladies chroniques chez l'animal et chez l'homme”*. (...) *les impacts biologiques observés sur les cellules sont apparus pour des doses d'énergie (...) inférieures au seuil de 2 W/kg actuellement recommandé par la Commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants et repris par la législation française*” (13).

“(...) ces ondes électromagnétiques atteignent, à 2 cm de profondeur, la région la plus superficielle — mais aussi la plus sensible — du cerveau : le cortex, ou écorce cérébrale (...), provoquant une élévation de la température du tissu cérébral. “Au niveau du cortex, cette augmentation est d'environ 1°C”, explique Luc Vershaeve, de l'équipe d'Anne-Marie Maes, au Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek, à Mol (Belgique). Tout se passe exactement

comme dans un four à micro-ondes, sauf qu'ici c'est le centre névralgique du corps humain qui subit un échauffement. “Si l'on téléphone régulièrement et pendant de longues périodes il n'est pas impossible que l'effet thermique finisse par léser l'ADN cellulaire et provoquer des tumeurs cancéreuses” précise Luc Vershaeve” (14).

Les ondes nuisibles pour la vérité

Pourquoi les cobayes humains ne sont-ils pas informés ? Parce que le lobby de la téléphonie mobile ne laisse rien passer, verrouille les résultats négatifs, enfume les autorités sanitaires, attaque en diffamation les citoyens qui expriment leurs inquiétudes (15).

“D'une façon générale, tous les résultats mettant en cause la téléphonie mobile sont systématiquement rejetés par les fabricants de portables. Le Dr Henry Lai qui travaillait sous contrat avec Wireless Technology Research (WTR) une société sous la tutelle de fabricants de téléphones mobiles, s'est vu refuser la publication de ses travaux parce qu'ils démentaient le credo des fabricants. (...) “Ils me demandaient d'interpréter différemment mes résultats afin de les rendre plus favorables à la téléphonie mobile”, s'insurge le chercheur.

La même mésaventure est arrivée au biologiste américain Ross Adey, qui effectuait une étude pour le compte de Motorola (...). Comme le fabricant refusait d'admettre ses conclusions, à savoir l'effet nocif des ondes électromagnétiques sur des animaux de laboratoire, il a préféré arrêter sa collaboration scientifique. “Tout se passe comme autrefois avec les fabricants de cigarettes, qui refusaient de révéler toutes les études montrant les dangers du tabac” proteste Henry Lai” (16).

En France, quatre chercheurs du Comité scientifique sur les champs électromagnétiques ont publié en février 2004 leur livre blanc des incidences de la téléphonie mobile et des antennes relais sur votre santé : *“Votre GSM, votre santé : on vous ment !”* (17).

Ces scientifiques, en pointe dans le domaine, avaient été écartés du groupe

(13) 01net, 14 janvier 2005, <http://www.01net.com>.

(14) *Science et Vie*, avril 1999.

(15) Cf affaire d'Etienne Cendrier à Paris, 2003.

(16) *Science et Vie*, avril 1999.

(17) R. Gautier, P. Le Ruz, D. Oberhausen, R. Santini, éditions Marco Pietteur.

(18) Cf <http://csifcem.free.fr>.

(19) Association française des opérateurs de téléphonie mobile : www.afom.fr.

(20) Extrait des auditions des opérateurs de téléphonie mobile par l'AFSSE, 10 janvier 2003 – www.afsse.fr.

d'experts consultés par l'AFSSE (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement) en 2003. Leur livre résume ce que les autorités françaises n'ont pas voulu entendre : *“Cette publication a été rendue nécessaire en raison des nombreux troubles observés chez les riverains des stations-relais de téléphonie mobile (dont l'installation en France a été particulièrement anarchique) et chez les utilisateurs de téléphones portables. Sont passés en revue les travaux scientifiques mondiaux relatifs à l'exposition des êtres vivants aux ondes de la téléphonie mobile. On peut y constater des effets particulièrement nocifs sur le système nerveux et le métabolisme cellulaire. Les publications officielles françaises, destinées à permettre le développement technologique sans entrave, y sont examinées et critiquées.*

Les études épidémiologiques menées un peu partout dans le monde révèlent clairement l'étiologie des nombreux maux ressentis par les utilisateurs de téléphones portables et les riverains d'antennes relais (insomnies, troubles cardiaques, hypertension, céphalées...) ainsi que l'existence possible d'un lien entre cette exposition et des pathologies lourdes telles des maladies neurodégénératives, certaines formes de cancer...”(18).



Rendons hommage aux rares scientifiques capables de résister, quand les représentants de la téléphonie mobile, eux, évoquent des *“symptômes subjectifs”* (19) chez leurs clients qui se plaignent.

Les opérateurs, eux, ont été entendus par l'AFSSE lors de la consultation de 2003, affirmant à cette occasion : *“Depuis quelques mois, nous assistons à un véritable marché de la peur qui rend malades les personnes fragiles. Ces dernières dorment mal ou ont mal à la tête à force d'être inquiétées par des discours alarmistes”* (20).

www.piecesetmaindoeuvre.com

(suite et fin de cet article au prochain numéro)



Nord/Sud

Petite phrase

"La croissance explosive des villes dans les pays pauvres exerce une pression sur les agriculteurs pour qu'ils produisent plus d'aliments avec de moins en moins d'eau. Les pays pauvres pourront difficilement assurer la sécurité alimentaire si, au lieu de servir à l'irrigation pour augmenter la production alimentaire, l'eau de leurs rivières, lacs et nappes souterraines est de plus en plus utilisée dans les systèmes sanitaires, l'industrie, les piscines, les terrains de golf, les stades et les parcs. (...)

L'explosion urbaine et la prolifération des mégalofoles nécessiteront l'appui de méga-économies dotées d'une capacité de production d'aliments, d'énergie et d'eau, trois ressources sans lesquelles les grandes villes deviendront de véritables enfers et des bombes écologiques".

Oswaldo de Rivero, *Le mythe du développement*, collection Enjeux Planète, éd. Les Ateliers.

BRÉSIL

Des territoires pour les Indiens

Le 15 avril dernier, le gouvernement brésilien a signé un accord avec les 15 000 indiens makuxi, wapixana, ingariko et patamona qui leur accorde l'autonomie sur leurs territoires au nord-ouest du pays. D'autres territoires ont été également accordés aux 200 indiens Awà qui vivent dans le haut Turiaçu, au nord du pays. Ceci fait suite à une campagne internationale de plusieurs années menée par *Survival international*, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.



DR

Indien makuxi.

CONGO

Le 11 septembre tous les jours

La guerre qui déchire l'est du Congo depuis maintenant cinq ans a déjà fait près de 4 millions de morts... soit 2000 par jour. Amnesty international a sorti une affiche sur ce thème : "Au Congo, c'est le 11 septembre tous les jours", mais là par contre, presque personne n'en parle. La localisation du conflit s'explique par la richesse du sous-sol, on y trouve des diamants et encore plus cher, le coltan, qui sert à fabriquer le titane indispensable pour l'électronique.



DR

TOGO

La France accusée

Après la parodie d'élection présidentielle du 24 avril, Amnesty international a publié un rapport sur les "irrégularités" constatées.

Aide Sud-Nord

Quel est le pays dont les statistiques indiquent qu'il compte 36 millions de personnes qui souffrent de la faim dont 13 millions d'enfants ? Selon son propre ministère de la culture, ce sont les Etats-Unis. Ce n'est pourtant pas faute de bénéficier d'une large aide (ou pillage) des pays du Sud ! Mais c'est aussi le pays où les inégalités sont les plus grandes. Ce n'est pas pour rien que le budget de la défense et de la police augmente sans cesse : il faut se protéger des gueux. Premières victimes : les familles monoparentales où la mère, même avec un salaire de l'ordre de 1000 \$, dépense les deux tiers de ses revenus pour assurer le logement de ses enfants. (*La Mée socialiste*, 6 juillet 2005)



DR

Le rapport dénonce la répression des manifestations populaires contre le verdict du scrutin : "exécutions extrajudiciaires, enlèvements, actes de torture, mauvais traitements, viols". L'ONG a récupéré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes : elles sont françaises : "La France doit s'assurer que les matériels de sécurité et de police qu'elle fournit et la formation qu'elle dispense ne sont pas utilisés pour commettre des violations des droits fondamentaux". Depuis les élections, 30 000 personnes ont fui le pays et n'osent plus rentrer chez elles. Amnesty demande la mise en place d'une commission d'enquête. Pendant ce temps, la France avale le résultat des élections.

■ **Vers un libéralisme responsable.** Les cafés Malongo qui commercialisent du café équitable ont organisé, avec le soutien de Max Havelaar, un colloque sur le thème "regards croisés sur le commerce équitable, vers un libéralisme responsable".



■ **Lyon : Epicerie équitable.** Après un an de vente par internet, l'Epicerie équitable vient d'ouvrir un magasin à Lyon. On y trouve un large choix de produits issus du commerce équitable, dont de nombreux produits ayant aussi le label bio. On y trouve également des produits produits localement et dont le bénéfice sert à financer des initiatives de solidarité internationale. *L'Epicerie équitable*, 126, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 37 28 07 71.

Commerce équitable

■ **Leader du commerce équitable.** Si vous croyez que c'est Artisans du monde ou les boutiques Minga, c'est perdu ! C'est Leclerc qui s'en vante dans ses publicités, bien sûr avec le soutien de Max Havelaar.

ILE-DE-FRANCE

Salon international pour un commerce équitable

L'association Minga qui fédère plus de quatre-vingt structures de commerce équitable en France organise du 1^{er} au 4 octobre, à la Nef de l'Ile-Saint-Denis, le premier salon international pour un commerce équitable. Les 1^{er} et 2, le salon est grand public, les 3 et 4, il est réservé aux professionnels. Une centaine de stands et sept conférences : ● commerce équitable, de quoi parle-t-on ? ● souveraineté alimentaire et régulation mondiale du commerce ● commerce équitable, simple consommation ou moyen d'un développement durable ● les garanties d'un commerce équitable (normalisation ou régulation) ● commerce équitable : une nouvelle organisation du travail ? ● filière commerciale et coopération décentralisée". Des ateliers aborderont d'autres thèmes : ● pouvoir, médias et pratiques culturelles ● commerce équitable et transparence financière ● distribution classique (grandes surfaces, internet, par correspondance...) et alternatives ● commerce équitable, religion et laïcité ● la filière textile ● monter une structure de commerce équitable... *Minga*, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53.

Dépenses militaires

En 2003, le budget de la défense aux USA était de 417 milliards de dollars (47% des dépenses mondiales !) soit 1419 dollars par habitant. En Europe (des quinze), il était de 171 milliards (376 dollars par habitant). Au Japon, de 47 milliards (367 par habitant). En Chine de 33 milliards (mais seulement 25 par habitant). En Russie de 13 milliards (91 par habitant). En Inde, 12,4 milliards (12 par habitant).

En 2004, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 1000 milliards de dollars. Alors que les deux tiers de la planète vivent avec moins de 350 dollars par an, cela représente 125 dollars par habitant.



DR

Petite phrase

"Rien n'est plus beau qu'un militaire, Ils ont toujours gagné la guerre, Souvent massacré les civils, Alors que rarement les civils, Ont massacré les militaires". Sarclo disque "on leur doit des enfants si doux" 1998

décès, blessés et rapatriés psychiatriques est en hausse régulière (10% des soldats américains deviennent fous !). Ensuite, plusieurs pays se sont retirés de la coalition et il ne reste concrètement que deux gros soutiens : la Grande-Bretagne et l'Italie (prochaine cible des kamikazes ?). Et encore, les pays musulmans comme le Kirghizistan et l'Ouzbékistan qui avaient autorisé la présence de bases militaires près des frontières afghanes ont demandé le retrait des troupes américaines d'ici la fin de l'année. Enfin, les Talibans ont repris du poil de la bête et en Afghanistan aussi les militaires US tombent les uns après les autres.

Essais nucléaires

■ **Premiers malades reconnus.** André Mézières, 65 ans aujourd'hui, était soldat lors des essais nucléaires qui ont eu lieu dans le Sahara algérien au début des années 60. Il souffre aujourd'hui de polymyosite, une maladie musculaire paralysante. Avec le soutien de l'AVEN, association des victimes des essais nucléaires, il avait demandé au tribunal que sa maladie soit reconnue comme liée aux essais nucléaires. Le 6 juin, le tribunal de Tours lui a donné raison, lui accordant une pension à vie. C'est la première fois qu'un jugement accepte de lier maladie

et essais nucléaires... Le 13 juin, le tribunal de Brest a accordé aussi une pension à vie à un ancien officier victime d'un cancer de la thyroïde. Plus de 200 autres militaires attendent actuellement le même jugement.

■ **Mission d'enquête.** Le nouveau pouvoir en Polynésie a décidé d'ouvrir une enquête officielle sur les conséquences des essais nucléaires. La présidence de la commission chargée de mener cette enquête a été confiée à Bruno Barillot, animateur du CDRPC, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, centre qui depuis des années multiplie les révélations sur les retombées des essais.

Manifestations du 6 août

Pour le sixième anniversaire du bombardement d'Hiroshima, environ 250 personnes ont manifesté devant le chantier du futur laser Mégajoule au Barp, près de Bordeaux. Les manifestants dénoncent un outil prévu pour moderniser les bombes atomiques en contradiction avec le traité de non-prolifération pourtant signé par la France qui prévoit



DR

Rassemblement à l'Île-Longue.

la dénucléarisation de ceux qui possèdent l'arme atomique. Une marche pour la paix a réuni une trentaine de personnes à Colmar pour dénoncer les risques du nucléaire.

Plus de 300 personnes ont manifesté à Brest contre la présence des sous-marins nucléaires de l'Île-Longue.

Europe

■ **Discours pour la paix.**

Le 8 mai dernier, pour marquer les soixante ans de la fin de la deuxième guerre mondiale, le président du Parlement européen sur le thème du plus jamais ça a prononcé un discours en faveur de la paix, de la justice et de la tolérance et de déclamer : "Ces valeurs sont irréversibles car elles signifient que plus jamais nous n'aurons recours aux armes pour régler nos différends".

Au même moment, la Commission européenne, celle qui a le vrai pouvoir, essaya de faire adopter en force une constitution dont l'article 1-41 précise : "Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Il est institué une Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement".

■ **Charabia.** Les tentatives de compromis entre les différentes tendances au sein de l'Europe conduisent à des formulations ubuesques. Ainsi l'Agence de défense européenne doit soutenir "une approche holistique civile-militaire". Pour faire une guerre globale non-violente ? (Union pacifiste, juillet 2005)



DR

Rapatriement des soldats américains.

Bush de plus en plus seul

Le gouvernement américain va avoir de plus en plus de mal à mener la guerre en Irak et en Afghanistan. D'une part, l'opinion publique américaine est de plus en plus réticente, estimant que l'occupation irakienne n'a pas diminué pour autant la menace terroriste. D'autre part, la gé-rilla semble de plus en plus efficace sur place et le nombre de

PARIS

Salon international des initiatives de paix

Après une première édition en juin 2004, une deuxième est en préparation du 2 au 4 juin 2006 au centre des congrès de la Villette, à la cité des sciences et de l'industrie. Le premier était très (trop) catholique et présentait 114 exposants. Espérons que la deuxième édition sera plus ouverte aux autres initiatives de paix, et respectera ainsi sa propre charte : "le rejet de toute forme de discrimination" : on aimerait y voir les mouvements pacifistes. *Coordination française de la décennie, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 46 33 41 56.*





LYON

Sarkoland en avant-première !

Le samedi 30 avril dernier, à Lyon, une manifestative se déroulait dans les rues de Lyon. Des vitres ont été cassées dans un commissariat affecté à la vidéo-surveillance par quatre personnes masquées. Des policiers en civil chargent alors la manifestation place des Terreaux, la place centrale devant la mairie. Des personnes essaient de s'interposer dont Virginie qui se fait embarquer. Elle se fait matraquer, traîner par les cheveux et se prend une décharge d'un taser, un pistolet qui lance des décharges de 50 000 volts. La manifestation se termine à Saint-Jean dans le Vieux-Lyon. Alors que les personnes se dispersent, les CRS interviennent à nouveau et embarquent quelques manifestants. Six personnes restent finalement arrêtées et passent en comparution immédiate le lundi suivant. Virginie se voit accusée de "rébellion", "appel à l'émeute" "violence volontaire sur agents des forces de l'ordre" et d'avoir "tenté de dérober une arme à un policier". Les autres se voient accusés de "violences volontaires avec armes par destination sur personnes dépositaires de l'autorité publique" (en français : avoir jeté des objets sur les policiers). Les six demandent le report du procès ce qui est accepté, mais quatre dont Virginie sont maintenus en détention préventive. Les associations collectent alors les photos et vidéos faites au moment des incidents. Une vidéo a filmé l'interpellation de Virginie. Le 25 mai, lors d'une nouvelle audience, les juges annoncent que malheureusement les bandes des vidéos de surveillance de la place des Terreaux ont été effacées (c'est la police qui les gère !), mais ils sont obligés de constater en voyant photos et vidéos fournis par la défense qu'il y a un problème. Un inculpé qui a reconnu des jets de cannettes est condamné à 6 mois de prison dont 4 avec sursis et 1250 € d'amende, un autre qui a reconnu avoir renversé une poubelle pleine alors que les policiers le poursuivaient, est condamné à 4 mois ferme également. Un troisième est condamné à 4 mois dont 2 avec sursis. Pour les trois autres, les juges demandent



une enquête à l'IGPN, la police des polices et le jugement est reporté au 6 juillet. Ce jour-là, après 7 h d'audience, la version des policiers s'écroule peu à peu et finalement, Virginie est relaxée. Virginie aura donc fait 22 jours de prison pour n'avoir rien fait d'autre qu'essayer de calmer les policiers. Le lendemain, procès des deux derniers : l'enquête de l'IGPN confirme que l'un des deux n'était pas à la manifestation et que l'on voit l'autre sur une vidéo en train d'essayer de calmer des personnes qui veulent en découdre. Ils sont eux aussi relaxés. La conclusion de cela : les flics ont embarqué n'importe qui parce qu'ils avaient l'ordre de procéder à des interpellations. Et ils ont ensuite construit un scénario pour les accusations. ([site rebellyon.info](http://site.rebellyon.info))

GRENOBLE

Squats expulsés, ville aseptisée

Le 2 août dernier, deux grands squats politiques grenoblois, *les 400 couverts* et *La Kanaille* ont été expulsés par la force. Des personnes y ont fait revivre des maisons abandonnées en y habitant et en y développant des activités hors des circuits marchands et institutionnels, de manière autogérée : partage des tâches, participation de chacun-e aux décisions et organisation collective. Plusieurs lieux avaient déjà été expulsés les années précédentes : *le CPA, la Loupiotte, la Charade, La Flibustière, Golgotha...*

Les 400 Couverts, c'était une traverse de centre ville avec six maisons squattées depuis l'automne 2001 par une vingtaine de personnes et un lieu public, *le Chapitonom*, où se sont déroulés une certaine d'événements à prix libre (débat, ateliers, concerts, spectacles...). S'y trouvaient également un four à pain, une yourte mongole, un atelier de filtrage d'huile de tournesol (pour expérimenter les moteurs à huile), un infokiosque (une bibliothèque alternative), une zone de gratuité (où chacun-e peut se servir et déposer ceux dont il/elle ne se sert pas), un jardin potager, une pharmacie axée sur la médecine alternative et les plantes médicinales, etc.

À l'automne 2004 plusieurs autres squats, plus petits, avaient été ouverts : *La Mèche, Resistor, le Schmogul, La Mordue, La Boum...* L'hôtel *La Kanaille* datait de mai 2005. C'était un lieu d'habitation pour une quinzaine de personnes qui accueillait diverses activités (permanence hebdomadaire juridique sur les squats, resto vegan, projections...).

La Mairie socialiste de Grenoble, propriétaire de la plupart des bâtiments squattés, a, pour certains lieux, timidement tenté de proposer



Expulsions du squat des 400 Couverts.

aux squats des arrangements (convention d'occupation de quelques mois, relogement temporaire) qui ne correspondaient pas à la démarche des personnes présentes. La Mairie a donc intenté un procès à chacun des squats, affirmant ainsi sa volonté de s'en débarrasser.

Des actions se sont multipliées : manifestation de 500 personnes dans Grenoble, festival et activités dans les lieux occupés, occupations de locaux et mairies PS, repas de quartiers...

Les procès ont tous débouché sur un avis d'expulsion immédiate. Aux *400 couverts* et à *La Kanaille*, les portes et les fenêtres des maisons ont été soigneusement barricadées.

La municipalité a envoyé un médiateur ayant pour mission de convaincre les squatteur-euse-s de "quitter les locaux avec le sourire".

Après les vagues provoquées par l'évacuation des "écocitoyens" perchés dans les arbres du parc Paul Mistral pour protester contre l'extension d'un stade, la mairie a cette fois attendu le creux de l'été pour envoyer, le 2 août 2005, plus de 200 gendarmes et policiers pour l'expulsion simultanée des deux lieux. Il leur a fallu quatre heures pour venir à bout de la résistance des occupant-e-s : nacelles et grande échelle des pompiers pour aller chercher les squatteur-euse-s sur les toits.

Au final ni blessés ni arrestations (juste des contrôles d'identité) et une manifestation sauvage dans le centre de Grenoble qui rassembla dans la foulée une centaine de personnes.

Pour effacer ces lieux d'expérimentation sociale et de contestation, la Mairie use d'un argument facile : sa volonté de construire des logements sociaux à leur place. Cela permet de masquer les faiblesses des budgets consacrés aux logements sociaux, ridicules à côté de ceux alloués à la communication ou à des constructions de prestige. Quant aux squatteurs, ils et elles préparent de nouveaux projets car "il faudra plus d'un bulldozer pour nous faire taire".

De fil en aiguille

Suite à un courrier d'une lectrice (été 2005), la société Bergère de France nous fait savoir que ses magasins sont en bonne santé et "ne ferment pas les uns après les autres". Dont acte.

Avion et CO2

Dans un article du n°324, vous parlez de rejet de CO2 par heure de vol à hauteur de 125 kg. Il convient de préciser que ce chiffre est par heure de vol et par passager.

Pour un gros porteur transportant un peu plus de 300 passagers, on est à près de 40 tonnes d'émission par heure (...) et une consommation de 7200 litres de kérosène.

En comparaison, une voiture produit environ 200 g de CO2 par kilomètre en consommant environ 0,07 litres par kilomètre soit près de 3 kg par litre d'essence consommé. (...)



Patrice Davi ■
Hauts-de-Seine.

Décroissance

A propose de la décroissance. Les tenants de ce mouvement expliquent, avec raison, que la société occidentale contemporaine, basée sur une confiance absolue en la technologie, court à sa perte. Il faudrait par exemple revenir à une médecine préventive (éloigner les MacDonal'ds de notre culture) et naturelle (utiliser des herbes autant que possible). J'aimerais toutefois avoir votre opinion en ce qui concerne le traitement contre le cancer par exemple, une maladie qui n'est pas nécessairement liée à notre mode de vie. Dans ce cas précis, la technologie — parfois basée sur la recherche nucléaire — a permis de sauver des vies. Je vois également un accrochage, non un conflit, entre les acquis démocratiques des dix-neuvième et vingtième siècle et l'application de la décroissance par la société. Je parle ici de la totale liberté d'expression. Il est un fait que l'opinion publique est modelée par la communication de masse. De la publicité qui nous invite à consommer toujours plus aux émissions de télé-réalité qui insistent sur la compétitivité et la performance au détriment des moins forts. La télévision est le plus important vecteur de diffusion de la tyrannie consumériste et de l'uniformisation culturelle, en particulier des valeurs américaines. Que faire dans un tel cas ? Les citoyens n'abandonneront pas leurs postes de télévision en un seul jour. La seule solution serait alors une "censure" politique. (...) Faut-il pour rétablir la démocratie, renoncer à certains droits considérés comme inaliénables ? (...)

Sylvain Rey ■
Haute-Savoie

S!lence : sur la question des cancers, les dernières études estiment qu'ils proviennent à au moins 70% de notre mode de vie et de notre exposition à un environnement pollué (certains oncologues parlent de 90%). Assurer un environnement sain, coûterait moins cher, mais mettrait au chômage tous ceux qui profitent de l'industrie liée aux cancers. Quant aux cancers qui éventuellement resteraient, la littérature des médecines douces raconte de multiples exemples de guérison par différentes méthodes... qu'il faudrait étudier sérieusement avant d'avoir recours à la chimie et aux rayonnements (le jeûne et le travail psychologique, deux activités qui ne coûtent rien, semblent avoir de bons résultats). Concernant la démocratie, il serait nécessaire de la redéfinir en considérant la solidarité dans l'espace (arrêter le pillage dans le Sud) et dans le temps (ne pas détruire la planète de nos enfants).

Leconte à la Nef (1)

Au sujet de la présence de ce monsieur Leconte à la Nef, j'ai d'abord été interrogateur et puis je me suis dit que ce monsieur devrait bénéficier d'un crédit d'honnêteté, car même s'il a fait toute sa carrière au CEA, il peut faire un bon travail à la Nef.

Et puis il y a eu cette lettre d'un des lecteurs, monsieur Claude Robert qui relatait (juillet 2005), un contact verbal avec M. Leconte et il apparaît que ce dernier ne reconnaît pas les conséquences de la catastrophe

de Tchernobyl, conséquences maintes fois démontrées par la réalité sur place : 500 000 enfants en souffrance par les faibles doses de césium 137 ingérés quotidiennement dans la nourriture, le Pr Bandajevsky en prison pour avoir montré la relation entre les pathologies et ces ingestions, le Pr Nesterenko qui a échappé à deux attentats, les cancers de la thyroïde qui n'arrêtent pas de croître en Europe et en France, les ministres de la santé d'Ukraine et de Biélorussie qui reconnaissent des dizaines de milliers de morts parmi les liquidateurs... Y a-t-il vraiment un débat à ce sujet ? Il faut croire que oui puisque M. Leconte ex-CEA, IRSN, nie tout cela. Nous avons donc à faire à un négationniste comme d'autres l'ont fait pour les camps de concentration nazis, à la différence près que pour la Shoah, c'était il y a cinquante ans, alors que la réalité de Tchernobyl, c'est aujourd'hui.

M. Leconte se défasse en écrivant (S!lence de mai 2005) qu'il a "tenu à ce que les sociétaires de la Nef connaissent son lien professionnel avec le CEA" ... Après tout cela est peut-être dans l'ordre des choses. Ne soyons pas naïfs. Rappelez-vous le commandant Mafart et la capitaine Prieur qui avaient noyauté Greenpeace il y a vingt ans... avec comme résultat le Rainbow-Warrior coulé et le photographe Fernando Pereira tué dans l'attentat (...) Depuis, il y a eu le rachat par Areva des éoliennes Jeumont-Industrie, le CEA qui a pris le leadership de la filière photovoltaïque française... (...)

Enfin, finalement qu'un membre de la nomenclature du CEA/IRSN entre comme président du conseil de surveillance de la banque coopérative Nef est dans l'ordre des choses. Ce qui pose plus de questions, c'est que ce monsieur y soit entré avec l'assentiment et la caution des autres dirigeants de la Nef (...)

Dominique Weiss ■
Loire-Atlantique.

Leconte à la Nef (2)

(...) Je suis avec intérêt le débat concernant les liens de M. Philippe Leconte de la Nef avec le CEA. Un profond doute m'envahit quant à son engagement personnel aux côtés de milliers de personnes désirant vivre de manière écologique et solidaire.

(...) Notre association dispose de deux comptes à la Nef. (...) Je me solidarise complètement avec M. Claude Robert de Paris qui demande la démission de vos fonctions dans le numéro 325/326 de S!lence. (...)

François Carriat ■
Puy-de-Dôme.

Leconte à la Nef (3)

J'ai un compte à la Nef. Leconte à la Nef, cela doit-il nous inquiéter ? Je ne connais pas ce personnage et suis donc obligé, si je veux me faire une opinion, de m'en remettre aux textes dont je dispose.

(...) Dans Vif-Argent n°37, M. Leconte dit être le directeur des programmes de recherche pour la gestion des déchets radioactifs. Il faut reconnaître que pour les écologistes que nous sommes ou que nous essayons d'être, cela ne pouvait pas être pire ! Dans Vif-Argent n°38, du même, un petit article sur "les biens communs" ne brille pas par sa profondeur d'analyse et laisse pour le moins perplexe au vu de la profession de l'auteur et n'est pas exempt d'approximations quand on a quelques notions... durables : cet article n'arrange rien... bien au contraire et il rend tout à fait plausible les propos qu'on lui prête. Dans S!lence n°323, S!lence écrirait "Elle (la Nef) vaut plus que nos histoires respectives", on ne peut qu'être d'accord avec cela, mais alors pourquoi, juste avant, envoie-t-il une pique parfaitement inutile (et tout à fait personnelle) à son détracteur ? Si cela est vraiment de lui, ce n'est pas très cohérent... au minimum !

Enfin, dans S!lence 325-326, M. Robert nous affirme que M. Leconte soutient qu'à Tchernobyl la surmortalité de la population n'est pas due à la radioactivité ! Ce qui explique que notre homme peut, sans problème, être membre de l'IRSN qui minimise le nombre de victimes que nous pourrions craindre d'un accident nucléaire en France. Ici, au moins, il est en accord avec lui-même... Mais pour le meilleur.

Des quelques lignes qui précèdent, je crois que l'on peut dire que M. Leconte n'est pas écologiste (en tout cas pas comme on les conçoit à S!lence), qu'il est adepte du grand écart, voire maître es cloisonnement (...). Je pense pourtant que demander la démission de M. Leconte n'est pas une solution au problème qu'il pourrait poser à certaines personnes. En effet, la situation actuelle est issue d'une cooptation. Il faut donc bien admettre que si sa place n'est pas là, tous ceux qui ont contribué à lui accorder sont fautifs et qu'ils ne peuvent se retrancher derrière



un "on ne savait pas" sans avouer leur légèreté (à moins que la présidence du conseil de surveillance ne soit qu'un titre honorifique !). [Quelles que soient les raisons de son arrivée à ce poste] je ne pense pas sortir de la Nef car les prêts accordés me semblent bien mieux attribués que si j'étais au crédit avicole qui plume ou à la banque populeuse qui saigne... mais rien, dans ce monde, n'est définitif ! (...)

Patrice Dujardin ■
Bouches-du-Rhône.

Silence : plusieurs autres lecteurs nous ont envoyé le double de leurs courriers à la Nef et les réponses de celle-ci. La Nef rappelle que Philippe Leconte y est présent depuis sa création, qu'il amène un plus par ses compétences, qu'il a l'esprit large, qu'il a soutenu le partenariat entre la Nef et le Réseau Sortir du nucléaire, qu'il est personnellement pour la sortie du nucléaire... mais ne creuse pas le côté problématique du maintien d'une double activité Nef et institution nucléaire.

Où sont les princes charmants ?

L'idée que je me fais de la revue Silence a des prétentions éthiques élevées. Mais certainement que ce qui me dérange et dont je vais parler, est dû au fait que ce sont des hommes essentiellement qui la gèrent, et peut-être avec des femmes qui se taisent.

Je lis encore, dans les petites annonces "rencontre" du numéro été 2005, deux demandes parfaitement déplacées, si tant est qu'elles pourraient avoir une place ailleurs que dans des cerveaux grossièrement misogynes. Il s'agit de jeunes hommes de plus de 40 ans, souvent plus de 50, qui cherchent des femmes de 10 à 30 ans de moins qu'eux (et douces surtout !). Didier (Gard) s'obstine depuis le début de l'année (4 ou 5 annonces), avec votre accord, s'apercevant à 42 ans qu'il voudrait avoir des enfants. Si la femme devait avoir de 25 à 40 ans au départ, la tranche (de chair) s'est raccourcie à 38 ans dernièrement. Pour vous dire le niveau, ce jeune homme à qui j'ai transmis mes remarques, s'autorise à répondre que, en tant qu'homme il peut encore avoir des enfants (na na nère !). Un tel désir d'enfant me paraît déjà très suspect, et de toute façon indécent quand il en appelle à 17 années de rajeunissement. Alors que l'équipe de Silence prétend "ne pas passer les annonces qui lui déplaisent" je suis étonnée et offusquée : au contraire elles ont tendance à se répéter (...)

Ces annonces ne nous apprennent rien sur l'état d'esprit dont il est question et que nous connaissons toutes, surtout quand nous devenons ce qu'on appelle une "vieille peau". Et oui, c'est bien de cela qu'il s'agit ! L'objet du désir, la femme réduite à la chair doit être ferme, tendue, lisse... (et décolorée ?). L'homme, en son démon de midi, ne supportant pas son propre reflet en elle quand le temps fait son œuvre de destruction, la femme de ces hommes doit être la jeune mère qui les rajeunit et les enfants à venir auront la lourde charge, eux aussi, de faire oublier les ravages inacceptables sur les chairs de ce père attardé.

Quel manque de considération, quel désert d'élégance morale, quel dénuement de respect, quelle absence d'amour !

Lacan disait "un homme est prêt à tout pour faire l'amour, même aimer ; une femme est prête à tout pour aimer, même faire l'amour". Quand la femme aime, l'homme ne fait que désirer : et l'on comprend pourquoi les couples se forment sur des malentendus. Et quand la femme ne correspond plus à l'objet du désir qui doit rester jeune, il est normal de tourner ses regards ailleurs. Jamais très haut ! Je rappelle que ce sont les femmes qui au Moyen Age, du temps des troubadours, ont inventé l'amour : le sentiment, (lire "L'érotisme des troubadours" de René Nelli, éd. Privat, 1963).

On n'a pas toujours éprouvé ce sentiment dans notre culture, et il est des cultures où ce sentiment n'existe pas.

Quand le poète disait : "la femme est l'avenir de l'homme", sur cette question des rapports homme/femme, cela ne fait aucun doute.

Je résumerai trivialement en disant que quand l'homme se contente d'une râpe mécanique et fantasme sur le string de sa secrétaire, sa femme attend vainement les mots d'amour... (pensez au mail



de votre amant !). Quand les hommes cesseront d'oublier que le vagin de la femme est très peu innervé, ils feront peut-être l'amour avec amour ; quand ils feront autre chose que s'y masturber, ils connaîtront sans doute cette jouissance si puissante...

De fil en aiguille, et puisque Silence a pour objectif une amélioration des relations humaines, j'insisterai sur le problème des femmes ménopausées qui voient leur compagnon regarder du côté des chairs fraîches et souhaite le jour où il pourra descendre acheter des allumettes. Femmes seules à 50 ans, vous êtes nombreuses qui allez le rester, à moins que vous n'acceptiez les propositions de ce jeune homme de 70 ans : le décalage perdure jusqu'au bout ! Quand les hommes sauront aimer, ils n'auront plus peur de vieillir et n'abandonneront plus, c'est indigne, leurs compagnes de route à ces moments si difficiles à vivre, où nous quitte l'insouciance.

Je voudrais que l'on pense aussi à comparer les relations vécues par les homosexuels mâles à celles des lesbiennes chez qui il n'y a pas cette frénésie de sexualité le plus souvent sans amour. Il me semble qu'il y a quelque chose qui nous différencie des chiens, c'est l'amour, et pas au sens de le faire mais de le ressentir.

L'homme est faible au regard de la perversion, il lui reste à s'humaniser. Mais peut-être y en a-t-il sur le versant féminin ?

Je souhaite par ces dires ouvrir une porte à l'expression des femmes, paroles qui ne doivent pas rester confinées au divan du psychanalyste, et surtout à celles qu'on ne considère plus comme femmes mais seulement comme mères, puis grands-mères, ou bien "vieilles filles", et puis aller encore plus loin, du côté de la souffrance des vieilles, des vieux, qui n'ont plus que le regard de leur chien. Jusqu'à l'encasernement à la maison de retraite où le chien ne peut les suivre...

A la casse les maisons de retraite !

Agnès Vincent ■
Aveyron.

La Politique agricole commune

La PAC est une erreur majeure, écologiquement, financièrement, humainement... Il est temps de retrouver nos paysans et nos agriculteurs ; le temps des fermes à taille humaine.

Aujourd'hui, je suis entouré d'exploitations agricoles (exploitation... on a l'impression de revenir à l'esclavage) où les exploitants agricoles sont payés, en grande partie, par des subventions — nos impôts — pour faire du productivisme à grande échelle. Ces exploitants agricoles sont obligés pour être compétitifs d'employer toujours plus de produits chimiques (insecticides, pesticides, engrais) dangereux pour la santé de l'homme (ils sont en première ligne). Tous ces produits dont on parle peu (on préfère insister sur les fumiers et autres lisiers), polluent, polluent tant et si bien qu'actuellement la nappe phréatique picarde est déclarée irrécupérable.

De plus, ces exploitants agricoles produisent des produits d'une qualité parfois déplorable, je pense entre autres, aux fruits (...) cueillis verts bourrés de produits chimiques, souvent sans saveur, parfois même carrément pas bons ; au blé non panifiable, à la viande impropre à la consommation (vache folle et autre...) ; au lait, en quantité que l'industrie et la publicité nous poussent à consommer (lire à ce sujet Le lait quelle vacherie !)... Tout est à l'avenant.

Grâce à tous ces produits de mauvaise qualité, les cancers et autres pathologies lourdes semblent augmenter dans notre beau pays, creusant un peu plus le trou de la Sécu.

Cette agriculture européenne, régie par la PAC engloutit 40% du budget de l'Europe (nos impôts). Cet argent pourrait peut-être avoir une autre utilité ailleurs, dans certains secteurs où les besoins sont criants ! Autre bienfait de la PAC, les exploitants agricoles produisent pas cher (...) et sont donc très compétitifs vis-à-vis des pays du Sud. (...).

La PAC est véritablement une merveille sortie d'esprits irresponsables qu'il est temps de revoir sans plus tarder.

Si vous avez des idées, faites-le savoir pour que nos paysans et nos agriculteurs vivent, pour que l'on respecte notre environnement, pour que l'impôt ne soit pas gaspillé, pour que l'on respecte les hommes et les femmes du Sud.

Pour que l'on puisse se nourrir en toute sécurité.

Claude Garcia ■
Morbihan.





Des labels bio



Dans le numéro de juin, un article a particulièrement arrêté mon attention de par son contenu ; il s'agit de l'article sur Nature-et-Progrès écrit par Cécile Rousseau-Traoré. On y trouve plusieurs erreurs ou inexactitudes.

Page 19, il est fait état de "divers assouplissements imposés par les autorités" : le cahier des charges européen n'impose aucun assouplissement mais fixe un cadre

minima et n'empêche en aucun cas à une mention la possibilité d'être plus contraignante.

Page 20, il est dit qu'à l'arrivée d'Ecocert, la bio s'est scindée en deux : ceux qui veulent faire du blé avec la bio et les autres (les Nature-et-Progrès ?).

Ecocert n'est qu'un des quatre organismes certificateurs agréés par l'Etat français et n'a pas de pouvoir particulier sur le contenu des cahiers des charges.

Il est aussi mis en avant la qualité des contrôles de Nature-et-Progrès en opposition aux contrôles "principalement administratifs des organismes certificateurs".

Les contrôleurs d'Ecocert sont, pour ceux que je connais, des professionnels compétents, formés, et sont eux-mêmes contrôlés par la Répression des Fraudes.

J'admets qu'il est sûrement agréable et convivial de se faire contrôler par un collègue accompagné d'un consommateur, mais un consommateur n'a aucune compétence pour cela, de même qu'un éleveur ou un arboriculteur n'est pas compétent pour contrôler un maraîcher.

Un passé récent nous a montré que les contrôleurs d'Ecocert ont

les moyens d'aller au bout d'un contrôle en y impliquant la Répression des Fraudes et le fisc si nécessaire.

Que peut faire Nature-et-Progrès lorsqu'un producteur continue à utiliser son logo alors qu'il n'est plus adhérent ? Que fait Nature-et-Progrès lorsqu'il apprend qu'un ancien adhérent est convaincu d'escroquerie et est malgré tout présent sur les marchés de la région lyonnaise ?

Je suis moi-même producteur de légumes avec certification Ecocert et non adhérent Nature-et-Progrès, mais je me sens aussi compétent, honnête et intègre que les adhérents de Nature-et-Progrès que je connais. (...)

Dominique Denaux ■
Maraîcher bio
Loire.

Plus d'alternatives

Je me réabonne avec plaisir à votre revue que je lis toujours avec beaucoup d'intérêt. J'aimerais avoir encore des dossiers sur la télé et les médias en général (voir les analyses de l'Acrimed et de l'OFM) pour analyser leur part dans l'endoctrinement des "masses" et aussi sur les mouvements alternatifs en Europe et dans le monde. Pourquoi pas un tour d'Europe ? Je pense que nous raisonnons encore trop franco-français.

Marie-Christine De Murcia ■
Drôme.

S'Ilence : nous essayons déjà de faire un tour de France avec un dossier tous les six mois. Par contre, nous avons des abonnés dans une trentaine de pays : que ceux-ci n'hésitent pas à nous envoyer des reportages sur les alternatives qu'ils connaissent.

Annonces



Entraide

■ Nous cherchons une sage-femme qui peut et voudrait bien accompagner la naissance de notre premier enfant, tout naturellement, à la maison. Il-elle est attendu-e autour du 28 février 2006. Nous habitons dans le nord de la Loire. Tél : 04 77 63 00 65.

Vivre ensemble

■ Cherchons partenaires pour achat (copropriété ou SCI) grande propriété, préférence Charentes, Poitou, Vendée, sud Bretagne, assurant logement indépendant à chaque famille. Notre idée : restaurer bâtiments avec matériaux sains et énergies renouvelables ; ouvrir chambres d'hôtes, cultiver jardin/verger (bio) en commun et mutualiser équipements, déplacements... Apport minimal initial 120 000 €. Jean-Pierre Cattelain, 1, rue du Ruisseau, 25480 Ecole, p.cattelain@wanadoo.fr.

■ Femme, 50 ans, mariée, souhaite collaborer avec couple ou personne seule au développement d'un projet écologique, solidaire, agriculture bio ou transformation de produits bio, tout d'abord bénévolement contre logement puis possibilité d'association et d'apport financier si le projet se développe et si entente cordiale bien sûr. Martine, tél : 03 86 37 58 27.

Recherche

■ Nous cherchons actuellement à concrétiser un projet et nous aurions besoin de bonnes adresses en conseils juridiques, écologiques et comptabilité. Voici le projet : étant de formation en

restauration, possédant le permis poids lourd, né dans le voyage et souhaitant militer pour les valeurs que défend S'Ilence, nous aimerions équiper un bus avec le matériel minimum pour faire de la nourriture à emporter. Le pain serait préparé et cuit sur place, issu de farine provenant d'un moulin artisanal, ne portant pas le label bio, mais d'une qualité certaine. Nous souhaitons travailler en stock minimum, avec des produits issus d'agriculture propre, viandes et légumes ; proposer une diversité de légumes, autre que les "frites" ; faire tourner un groupe électrogène avec des huiles de friture ; avoir à bord un système de toilettes sèches, le toit couvert de cellules photovoltaïques. Et si possible utiliser un carburant type gaz ou d'origine végétale...

Comme tout le monde, nous avons besoin de gagner notre vie, mais l'enrichissement matériel n'étant pas le but, nous souhaiterions tourner du printemps à l'automne sur les festivals dans toute l'Europe voire plus loin et, l'hiver venu, utiliser les excédents financiers pour nous installer au cœur des villes et servir gratuitement des repas de même qualité aux personnes sans logis, sans ressources. Nous souhaitons que ce bus devienne une démonstration "ambulante" des choix possibles en matière d'alimentation, de fonctionnement et faire un trait d'union pour tous ceux qui adhèrent à nos idéaux.

Nous cherchons un système de financement pour les investissements comme cela existe pour le solaire.

A qui s'adresser ? Nous travaillons avec une personne du CRIF qui semble intéressée par l'originalité et la solide philosophie de cette idée. Existe-t-il un cadre juridique pour gagner sa vie et dans le même cadre, redistribuer gratuitement à ceux qui sont dans le besoin ? Nous pensons solliciter la Nef pour le financement, mais peut-être y a-t-il d'autres modes de financement ? Merci d'avance pour les renseignements que vous voudrez bien nous fournir. Bernard Rodolph et Adeline, Lechamp, 48200 La Fage-Saint-Julien.

■ **Charente-Maritime.** Je cherche des adresses de boutiques de papier recyclé près de chez moi ou vente par correspondance. Laurence Toursière, 5, rue de la Libération, 17480 Le Château-d'Oléron.

■ L'association le P'tit garocher recherche des personnes intéressées pour participer (même à distance) au site-ressources www.guidaltern.org dédié principalement aux médias et réseaux alternatifs. Au menu : Annuaire thématique de plus de 400 revues alternatives, radios libres, télévisions associatives, sites solidaires, Guide 2006, liens ... Nous cherchons donc des personnes ou correspondant-e-s (elles aussi bénévoles) pour enrichir le site et la Lettre d'informations avec des informations, ou articles, lectures, photographies et illustrations d'autres régions et pays, par exemple. Votre participation est la bienvenue ! Pour nous contacter, merci d'écrire à Le P'tit garocher, 9, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon,

ptitgarocher@wanadoo.fr, tél : 04 78 27 19 49 (demandez Esteban).

Emplois

■ Ouvrier agricole cherche emploi salarié en agriculture biologique. Préférence pour maraîchage, PAM ou vaches laitières. Toutes régions de France. Merci de votre appel au 05 65 62 86 63.

Logement

■ Stagiaire cherche hébergement proche Marmillat (63) pour la période octobre à mai contre modeste loyer ou petits services. Contact : Laurent, tél : 04 70 34 70 61.
■ Loue maison meublée bio en terre, paille, avec énergie renouvelable et grand jardin, environnement boisé et calme, en Lorraine. 800 € par mois. Tél : 06 31 48 30 75.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.



Agricultures et paysanneries des tiers-mondes

Marc Dufumier
Ed. Karthala
2004 - 600 p.



Ingénieur agronome, l'auteur présente les systèmes de culture et d'élevage des pays du Sud. A diversité de situations, diversité de pratiques. Et contrairement à ce que veut nous faire croire le discours dominant, ces méthodes sont souvent très élaborées et adaptées aux écosystèmes. Malheureusement, la mondialisation croissante des échanges (et en particulier la consommation de viande dans les pays du Nord qui absorbent 40% des céréales du monde entier), l'impact des firmes multinationales qui, sous prétexte de développement, détruisent ces savoir-faire, en développant les cultures d'exportation avec force motorisation, engrais, semences sélectionnées et cultures d'exportation. Ce développement a provoqué un important exode rural qui risque d'être définitif. L'auteur prône un plus grand respect de l'agriculture paysanne, la prudence vis-à-vis de la mécanisation, la nécessité de d'abord produire pour l'autosuffisance et de favoriser les conditions de vie locales, nécessaire pour assurer une stabilisation démographique. MB.

L'abattoir... Agir autrement

Gil Raconis
Ed. OABA, Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir,
10, place Léon-Blum,
75011 Paris
2004 - 156 p. - 20 €

L'abattoir... Agir autrement est un livre à mettre sur son assiette pour ne pas se sentir trop bien

dedans. C'est un livre plus de problèmes solubles que de solutions parfaites et l'auteur ne se noie pas dans le larmoyant, ni l'antropomorphisme.

La fin du principe de l'abattoir sera probablement celle de la vie, en tout cas pour les chiens, chats et autres carnivores non autonomes, donc probablement la fin de l'homme "civilisé". Cet ouvrage comporte un réquisitoire opportun contre l'abattage rituel des religieux juifs et musulmans, intimement associés dans cette cruauté aussi immonde qu'inutile et, qui plus est, illégale. Mais, là encore, le gouvernement ferme les yeux ce qui ne nous oblige pas à fermer les nôtres, ni à voter pour lui. Brigitte Bardot en vient à nous paraître moins arriérée que nombre d'imans et rabbins. Ce n'est pas être raciste que de dénoncer le sadisme juif ou musulman. Le choix du végétarisme est évoqué, avec ses limites de solution partielle, sans insister sur la controverse scientifique au sujet de la suppression de la viande. Cela ne résout pas l'agonie de la souris entre les griffes du chat, ni celle du poisson pêché, ni les souffrances du poireau jeté dans l'eau bouillante (mises en évidence par des scientifiques russes). J'ai personnellement (et illégalement) parfois organisé avec des professionnels l'abattage à la ferme (en biologie) qui m'a semblé la solution la moins pire de toutes. Les exigences du bio sont probablement celles qui favorisent le mieux la débarbarisation de l'abattoir et de l'abattage. Le livre ne le dit pas, mais n'interdit pas de l'ajouter ! Michel Guérin.

Bonjour paresse

Corinne Maier
Ed Michalon
2004 - 120 p - 12 €€

Un tel titre était tentant et ce pamphlet cynique, même un peu facile, ne déçoit pas. S'il donne matière à s'attrister sur la gabegie dans le système public (l'auteur vit aux crochets d'EDF) et les grandes entreprises en général, il apporte aussi quelques analyses pertinentes rarement formalisées. Ainsi de la considération des diplômes qui sont des certificats de soumission, non des critères de valeur professionnelle. D'où probablement leur dévalorisation. Mais, comme la République n'avait pas besoin de savants, l'entreprise n'a pas

besoin de valeur. Voici donc matière à s'interroger sur la pertinence du choix de fonctionnement de notre société et sur l'incohérence entre les simagrées démocratiques et la dictature professionnelle qui accable nos vies de travailleurs. Installer la démocratie dans l'entreprise, comme le font les coopératives ouvrières, est-il une solution ? Michel Guérin.

La bio malmenée Eviter les pièges

Jacques-Pascal Cusin
Ed. Jouvence
2005 - 192 p. - 14,50 €

Aujourd'hui la bio est menacée par les pressions de la grande distribution qui n'intègre évidemment pas la dimension sociale de la démarche. Alors que l'opinion publique plébiscite la démarche, il y a un risque évident de détournement du sens de la bio. L'auteur, issu du monde du marketing, pose alors la nécessité de relier la bio au développement durable, au commerce équitable et à la préservation de la santé. Le problème qu'il ne voit pas c'est que développement durable et commerce équitable sont deux autres concepts qui sont encore plus récupérés par la grande distribution. Même s'il écrit que la distribution de café Max Havelaar dans les Mac Do "nous plongent dans des abîmes de perplexité" [p.36], il n'en tire pas les conséquences sur son raisonnement. Le livre est complété par une série d'interviews des acteurs de la bio, assez intéressantes. Par contre, les adresses utiles en fin d'ouvrages sont assez nulles : pour les revues, seules sont citées deux gratuits bourrés de publicité, pour les salons, les grands salons associatifs sont passés sous silence. Eh oui, "issu du monde du marketing", cela se sent ! MB.



Le dossier noir du vaccin contre l'hépatite B

Lucienne Foucras
Ed. du Rocher
2004 - 285 p. - 19,90 €€



Le dossier de la vaccination contre l'hépatite B sera-t-il le prochain sur la liste des scandales de santé publique ? C'est ce que s'efforce d'expliquer l'auteur dans cet ouvrage. Personnellement impliquée par cette affaire, puisque son mari est décédé après avoir été vacciné, elle a découvert de nombreux autres cas mortels dus à la même maladie, qui la laissent sceptique quant à la fatalité de ces dénouements. Malgré les pressions, les campagnes publicitaires en faveur de ce vaccin, les silences de la profession médicale, l'omerta des firmes pharmaceutiques et du milieu politique et surtout l'absence de preuves incontestables, ce livre est un cri d'alarme pour tenter de soulever la chape de plomb qui entoure ce drame. Les faits sont pourtant accablants. Lucienne Foucras les révèle de manière éloquent. Ce récit, bien documenté, clair, avec de nombreuses et solides références, exprime l'indignation et la colère d'une des victimes de ce que l'on pourrait bien appeler un mensonge d'Etat. De même, il fait douter du but de la médecine qui, devenant de plus en plus mercantile, est incapable d'assurer sa fonction première, soigner. Même si certaines informations ont déjà été publiées par ailleurs, ce livre est précieux notamment pour ne pas oublier les nombreuses victimes, et leur entourage, d'une affaire certes compliquée mais révélatrice de la pratique médicale actuelle. MJ.



Globalia

Jean-Christophe Rufin
Ed. Gallimard
2005 - 498 p. - 7,50 €

Globalia, c'est le bonheur parfait. Une société démocratique où le seul souci des habitants est de consommer. Tout le monde a le droit à un minimum prospérité. Les progrès de la chirurgie fait que l'on vieillit tranquillement et qu'un programme limite les naissances au juste renouvellement. Les jeunes sont donc rares et parmi eux, Baïkal ressent comme une angoisse à vivre toujours derrière des parois vitrées à l'abri des "non-zones". Il tente alors de découvrir ce qu'il y a de l'autre côté... Après une première fuite, il est vite récupéré par la police... jusqu'à ce

qu'on lui propose de s'installer de l'autre côté. Commence alors la découverte d'un autre monde, pillé par le premier. L'auteur, militant tiers-mondiste, pousse ici à ses limites le processus actuel de la mondialisation. Le monde sous serre est un prolongement des tendances actuelles aux Etats-Unis, tandis que le monde extérieur ressemble aux pires zones de conflits du sud actuel. Reprenant ici un scénario d'anticipation à la manière d'un 1984 de Georges Orwell ou *Le meilleur des Mondes* d'Aldus Huxley, il est intéressant de voir comment, à un demi-siècle d'intervalle, le monde parfait présente des dangers. Huxley (en 1932) et Orwell (en 1948) présentaient les dangers d'une société totalitaire par référence au nazisme. Ici, c'est la fausse démocratie américaine qui est décortiquée : pour assurer la consommation de quelques privilégiés du Nord, on pille les ressources du reste du monde. L'auteur y inclut le rôle de plus en plus important du thème de l'insécurité : la peur doit être entretenue pour assurer la cohésion sociale et Baïkal découvre un jour qu'il sert le système en devenant l'ennemi public numéro 1. De quoi s'interroger sérieusement sur les attentats attribués aujourd'hui à Ben Laden. Jean-Christophe Rufin construit là une histoire tristement vraisemblable analysant le pouvoir de contrôle de la société aujourd'hui et son pouvoir de manipulation de la dissidence, avec la montée d'une arme moderne : la psychologie. A lire absolument. FV.

ROMANS

La plantation

Calixthe Beyala
Ed. Albin Michel
2005 - 545 p. - 21,50 €



Au Zimbabwe, les anciens colons blancs sont encore les propriétaires de grandes exploitations agricoles. Le président élu démocratiquement à vie, afin d'asseoir son pouvoir, décide

de lancer une redistribution des terres. Calixthe Beyala, écrivaine noire, se met à la place des blancs qui d'un seul coup voient leur mode de vie remis en cause. Avec son langage imagé, l'auteur nous entraîne avec plaisir dans une longue épopée entre les résignés, les révoltés, les conservateurs et les révolutionnaires. L'amour et les sentiments viennent se mêler à cette page de l'histoire pour construire une vaste fresque africaine. Un roman qui rend palpable l'ambiance d'un conflit contemporain bien réel. MB.

Le pont de Ran-Mositar

Franck Pavloff
Ed. Albin-Michel
2005 - 264 p. - 17,50 €

Les épopées guerrières sont fréquentes, les dénonciations des conditions de guerre sont déjà plus rares, mais les conditions

de vie après la guerre sont des exceptions. Ce roman en est une. A travers une histoire qui pourrait être banale, Franck Pavloff nous entraîne sur le terrain de la psychologie des victimes de la guerre. Dans un pays jamais nommé (la Bosnie-Herzégovine), un homme en cherche un autre, l'occasion de multiples rencontres qui progressivement vont se retrouver autour de la reconstruction du pont de Ran-Mositar (Mostar la ville coupée en deux entre communautés chrétienne et musulmane). Après guerre, les souvenirs et les haines sont toujours là, les êtres sont déchirés entre oubli et désir de vengeance, entre résignation et désir de survivre. L'auteur trace les portraits de ces femmes qui ont survécu aux viols et des rares hommes, anciens nationalistes ou déserteurs. Il souligne l'indécence des touristes qui reviennent parce que le niveau de vie est bon marché, l'inconscience des Occidentaux qui pensent à reconstruire un pont classé au patrimoine de l'Unesco plutôt qu'à reconstruire un peuple déchiré. Une petite histoire qui explique les oublis de la grande. Comment peut-on sortir d'une spirale de violence ? Un grand roman. MB.

B . D .

Le style Catherine Le plaisir égoïste du partage

Thierry Bouüaert
Ed. Bamboo
2005 - 48 p. - 12,50 €

Catherine s'est enfuie avec sa sœur, ancienne prostituée, dans une station balnéaire. Va-t-elle enfin rencontrer l'amour ? Après quelques mauvais trips dus à la consommation de drogues, l'hé-

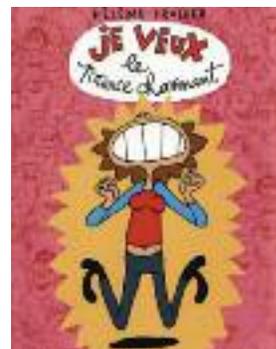


roïne a bien du mal à sortir de ses errances. La BD est présentée comme si le lecteur était le confident de la jeune fille, ce qui crée indéniablement une complicité. Mais quelle vie glauque ! L'auteur nous laissera-t-il un peu d'espoir ? FV.

Je veux le prince charmant

Hélène Bruller
Ed. Albin-Michel
2004 - 64 p. - 13€90 €

Les femmes doivent appliquer un grand nombre de règles complexes pour être "idéales" dans la vie. Pour les "aider", il y a la multitude de titres de la presse dite "féminine" qui s'évertue à rendre les femmes esclaves : obligation d'avoir le ventre plat, de pisser en silence, d'être habillée à la dernière mode, de se marier, d'avoir des enfants... les femmes comme les hommes en prennent pour leur grade ! Vous saurez enfin comment choisir un maillot de bain, une tenue de ski, une paire de chaussures... Très drôle. FV.



Les carottes sont crues

Lindingre
et Lefred-Thouron
Ed. Les Requins marteaux
(81000 Albi)
2005 - 54 p. - 12,50 €

Alors que l'homme perd ses repères, le recours aux médecines douces et aux démarches spirituelles les plus farfelues devrait nous permettre de retrouver nos racines (bio). Avec méchanceté et bêtise, les auteurs s'amuse à dénoncer les dérives de cette mouvance, dans une totale mauvaise foi. Quelques bonnes trouvailles, mais cela reste malheureusement souvent en-dessous de la ceinture. MB.



Livres

E N F A N T S

Soldat Peaceful

Michael Morpurgo
Ed. Gallimard-Jeunesse
2004 - 185 p. - 13,50 €

Tout une nuit pour se souvenir. Le soldat Peaceful décide de passer la nuit à se souvenir de sa vie. Le récit commence de manière sympathique dans les campagnes anglaises jusqu'à ce que la guerre arrive et que le soldat

Peaceful et son frère s'engage dans l'armée. Commence alors une vie horrible entre les supérieurs qui vous punissent et les horreurs de la guerre. Et l'on comprend petit à petit ce qui va se passer à l'aube... Un livre à faire lire aux ados qui pourraient être tentés par un emploi facile dans l'armée. FV.



Au cœur des forêts tropicales

Ed. Gallimard Jeunesse
2005 - 48 p. - 6,90 €



A partir de 6 ans. Richement illustré, cet ouvrage présente à l'enfant les étages de la forêt tropicale, sa faune, sa flore... mais pas ses habitants ! Juste un petit paragraphe en fin d'ouvrage pour nous dire qu'il y a des tribus indigènes qui savent y vivre. Curieux ! FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **L'occidentalisation du monde**, de Serge Latouche, éd. La Découverte/ Poche, 2005, 170 p, 8 €. Publié avec succès depuis 1988, ce livre est maintenant disponible en version poche à tout petit prix. Si vous ne connaissez pas encore les arguments qui remettent en cause les notions liées au "développement", c'est le moment de vous plonger dans cette lecture.

■ **Guide des restaurants bio et/ou végétariens**, éd. La Plage (34200 Sète), 2005, 304 p. 12 €. Présentation détaillée des restaurants, mais aussi des gîtes, liste des magasins bio.

■ **Dictionnaire de la non-violence**, Jean-Marie Muller, éd. du Relié (84220 Cordes), 2005, 408 p. 12 €. Réédition d'un ouvrage dont nous avons soulevé à l'époque quelques limites : concernant des sujets proches de la non-violence, l'auteur devrait essayer de sortir d'une approche un peu simpliste : anarchistes et pacifistes ont grandement progressé sur la voie de la non-violence.

■ **Agir pour la protection de la nature**, Rémy Michel, éd. Le Pré aux Clercs, 2005, 126 p. 9,50 €. Un guide pour inciter ceux et celles qui le veulent à s'investir comme bénévole dans une association. Un historique rapide de l'histoire de la protection de la nature et de la naissance des différents mouvements écologiques, des conseils parfois bien trop sérieux (entretien d'embauche d'un bénévole !) et les adresses des grandes têtes de réseaux.

■ **Voyager autrement**, Françoise Perriot, éd. Le Pré aux Clercs, 2005, 126 p. 9,50 €. Après une critique du tourisme de masse, l'auteure présente d'autres formes de tourisme. Pas mal de pistes pour essayer d'autres types de voyages, mais il manque une analyse de ce besoin frénétique de voyager, qui aussi "durable" soit-il, est destructeur de la planète.

■ **Histoire désordonnée du Mil**, André Cortade, éd. L'Echappée, 2005, 120 p. 9 €. La fin des années 70, a été marquée par la réapparition de mouvements révolutionnaires comme le Mil en Catalogne. Ce mouvement, proche des anarchistes, pour financer les activités révolutionnaires, a multiplié pendant quelques années les "expropriations de banque". Une présentation des textes et analyses de ce mouvement disparu en 1976 avec la mort de Franco.

■ **Les coopérateurs**, Michel Dreyfus, Patricia Toucas, éd. de l'Atelier, 2005, 432 p. - 50 €. Dès la première moitié du dix-neuvième siècle, les coopératives se développent comme une alternative à l'exploitation des ouvriers dans l'industrie. Tous les secteurs économiques sont concernés. Reconnues juridiquement en 1867, elles se développent pour concerner plus de deux millions de personnes entre les deux guerres. Alors qu'un renouveau se manifeste aujourd'hui, un ouvrage historique intéressant... mais hors de prix !

■ **Manuel de la communication non-violente**, Lucy Leu, éd. La Découverte, 2005, 200 p, 15 €. Ce livre présente des exercices concrets pour ceux qui veulent utiliser les méthodes proposées par Marshall Rosenberg dans son livre *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs)*.

■ **Moreno**, Ed. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2005, 96 p. 8 €. Juan Martinez-Vita dit Moreno est un libertaire qui milita au sein de la puissance fédération anarchique ibérique dès les années 20, qui lors de la guerre civile contre les fascistes, en 1936, rejoint la colonne Durruti. Réfugié en France, il milita au sein de la CNT et anima le Centre international de recherches sur l'anarchisme à Marseille jusqu'à sa mort en 2002. Un parcours exemplaire.

■ **Le petit livre noir**, Ed. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2005, 128 p. 10 €. Petit dictionnaire de définitions et de citations liées à l'anarchisme. Pour les amateurs de petites phrases.

■ **Femmes en mouvement**, sous la direction de Fenneke Reysoo et Christine Verschuur, éd. IUED Genève, 2005, 288 p. gratuit sur demande. Compte-rendu multilingue d'un colloque sur le genre, les migrations et la division internationale du travail.

■ **Les initiatives citoyennes en Europe**, Ed. Alternatives économiques, 2005, 144 p. 9 €. 80 exemples de structures : on ne sait pas grand chose des motivations éthiques des différentes structures présentées et en quoi elles sont "citoyennes". Presque uniquement des structures subventionnées, sous contrôle des institutions (à l'exception des Amap et du Cnid). Pour "rester indépendant" (p.131), il faudrait diversifier ses sources de revenus... c'est-à-dire demander des subventions à plusieurs institutions !

■ **Les fleurs du bien**, Bachir Henni, Ed. Savoirs de terroirs (07200 Saint-Julien-de-Serre), 2005, 400 p. 39€. Il existe plus de 120 plantes comestibles dans nos contrées que l'on peut utiliser pour se nourrir ou se soigner. Ce livre, illustré de nombreuses aquarelles et photos couleurs, nous en présente les vertus et les légendes.

■ **Tisseurs de paix**, Patrice van Eersel, éd. Le Relié (84220 Gordes), 2005, 318 p. 14 €. L'auteur, rédacteur en chef de la revue *Nouvelles clés* présente ici les échanges d'une rencontre à Fès au Maroc entre ceux qui, à travers une démarche spirituelle, pense combler les vides que laissent entre les peuples les conflits actuels. Cela donne des échanges forts entre Christian Pierret, ancien ministre néoconservateur et Pierre Rabhi, entre Leïla Chadid, Palestinienne et Simone Bitton, Israélienne, entre Sulak Sivaraksa, bouddhiste thaïlandais et Mike Moore, ancien dirigeant de l'OMC...

■ **Le pétrole du Tchad, rêve ou cauchemar ?** Martin Petry et Naygotimi Bambé, éd. Karthala, 2005, 414 p. En 1994, Esso avec le soutien de la Banque mondiale a lancé un important projet d'extraction du pétrole dans le sud du Tchad, une région agricole. En trois ans, 300 puits ont été mis en place et un oléoduc évacue le pétrole vers la mer via le Cameroun. Malgré la dictature en place, les paysans se sont révoltés contre la destruction de leurs plantations et ont obtenu certains dédommagements et permis le renforcement d'un contre-pouvoir local civil. Ce livre raconte la résistance locale, les soutiens venus des ONG et lance un appel : maintenant que le pétrole coule, que l'on n'oublie pas cette lutte car l'équilibre local reste précaire.

D V D

Ceci n'est pas une alerte

Sandrine et Christian Ugolini
Aber Images (immeuble Grand Large, quai de la Douane, 29200 Brest, tél : 01 42 97 56 73)
2005 - 52 mn

Tchernobyl, amiante, vache folle, marées noires, cancers et stérilité, OGM... Les catastrophes sanitaires passées et les perspectives inquiétantes offertes par les nouvelles technologies rappellent les risques liés à la vie moderne. Face à un système maîtrisé qui peut nous échapper à tout moment, les lanceurs d'alertes sont des personnages centraux que nous avons appris à écouter.

La confiance des citoyens en une science bienveillante a peu à peu laissé place à l'incertitude scientifique, à la prise de conscience des risques et à un certain pessimisme. Malgré les mensonges des lobbies industriels et des Etats, les citoyens sont aujourd'hui conscients des débordements liés à des progrès scientifiques et techniques inutiles à la société, mais utiles aux seuls techniciens et industriels.

Basé sur le témoignage de lanceurs d'alertes, qu'ils soient citoyens comme Francis Dousal, politiques, comme Corinne Lepage et Michèle Rivasi, fondatrice de la Criirad, ou chercheurs comme Pierre Meneton, Claude Bourguignon, Jean-Pierre Berlan et Jacques Testard, ce documentaire présente l'utilité sociale de ces personnages et les difficultés qu'ils rencontrent face à la pression de leurs pairs, de l'Etat, des syndicats et des lobbies. Le film envisage ainsi les solutions indispensables pour replacer la science et la technologie au cœur de la démocratie, les grands choix éthiques au cœur de la société : protéger juridiquement le lanceur d'alerte, former et informer les citoyens grâce à une expertise et à une presse indépendantes, donner une force institutionnelle et contraignante aux conférences de citoyens...

Pour le biologiste Jacques Testard, l'enjeu est clair, nous n'avons d'autre choix que "d'être intelligent ou de disparaître". Il faut donc continuer à se battre, car "ceci n'est pas une alerte, ceci est un état des lieux de notre société", la société du risque.

Aymeric Mercier.



↳ **Courriers :**

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

↳ **Comptabilité - Abonnements :**

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

↳ **Rédaction :**

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

↳ **Stands, correspondants, dépositaires :**

04 78 39 55 33 vendredi 10h-12h et 14h-17h

↳ **Virements bancaires :**

CCP 550 39 Y LYON

↳ **Distribution en Belgique :**

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

↳ **Distribution en Suisse :**

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

tél : (41) 22 740 46 12

CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^e trimestre 2005

Tirage : 7 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

Permanence : le mardi 10h-12h et 14h-17h

© 04 78 39 55 33

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude Galtie,

René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn

Peyret, Vincent Peyret, Sylviane Poulenard,

Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Et pour ce numéro : Gérald Almarcha,

Christiane Bessenay, Florence de Luna,

Marguerite Descamps, Bruno Guillemain,

Alban Labouret, Pierre Lehmann, Vincent

Martin, Paulette Mazoyer, Aymeric Mercier,

Mireille Oria, piecesetmaindoeuvre, Lucien

Recrioso, Reine Rosset, Paul Roullaud,

Patrick Urlacher, Myriam Travostino,

Bernard Valette.

Couverture : Silence + DR.

Silence diffuse des ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ **272-273 Rhône**

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents **6 €**

□ **285-286 Isère**

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage **6 €**

□ **291-292 Aquitaine**

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. **6 €**

□ **298-299 Franche-Comté**

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cogne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité **6 €**

□ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir **6 €**

□ **312-313 Poitou-Charentes**

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvintapalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. **6 €**

□ **318-319 Drôme / Ardèche.**

Terre et humanisme. Tofouille. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires **6 €**

□ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**

Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. **6 €**

Autres numéros

□ **290 Ne pas oublier le train**

Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. **4 €**

□ **294 Enfance en collectif**

Prostitution. Trucs bioclimatiques **4 €**

□ **300 Nos lecteurs ont du talent**

40 pages réalisées par les lecteurs... **4 €**

□ **301 La face cachée des vaccins**

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef **4 €**

□ **304 Toujours sexistes ?**

Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. **4 €**

□ **307 Ecocités**

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. **4 €**

□ **310 Nature politique de l'écologie**

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin **4 €**

□ **311 OGM Violence marchande**

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. **4 €**

□ **314 Le réseau REPAS**

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. **4 €**

□ **315 Décroissance et non-violence**

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires **4 €**

□ **316 Réflexions fêtes**

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio **4 €**

□ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération **4 €**

□ **320 Ecologie et cultures alternatives**

Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie **4 €**

□ **322 Décroissance en mouvement**

Energies : Acceptabilité de l'électricité verte. Alternatives : A fleur de terre. Culture : Pour le libre accès à la culture **4 €**

□ **323 L'écologie au quotidien**

Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! **4 €**

□ **324 Voyages au pays de chez soi**

Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies: Une technologie qui tombe pile **4 €**

□ **327 De nos [in]cohérences**

REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire **4 €**

□ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

□ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
□ Particulier	12 n°	40 €
□ Institution	12 n°	80 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	65 €
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
□ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

□ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
□ Particulier	12 n°	60 FS
Autres pays et Dom-tom		
□ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
□ Particulier	12 n°	45 €
□ Institution	12 n°a	90 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	70 €
□ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



500 exposants, 100 ateliers,
20 conférences...

Salon Bio & Nature

5-13 novembre | Parc Floral de Paris

10h30-19h | Nocturnes 21h : mardi 8 et jeudi 10
Métro Château de Vincennes (navette gratuite)

MARJOLAÏNE